

RÉPUBLIQUE GABONAISE

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

N° 52 – JUILLET 2022



SITUATION 2021
PERSPECTIVES 2022-2023



**DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

Ministère de l'Économie et de la Relance



TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2021

PERSPECTIVES 2022-2023

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et de la Relance

Madame Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

Monsieur Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Monsieur Lambert OTO'O NGOUA

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF) a pour principales missions :

- ✓ d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale ;
- ✓ de déterminer la stratégie économique de l'Etat ;
- ✓ de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale ;
- ✓ d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGEPF est organisée en six (6) directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- ✓ étudier les principales grandeurs monétaires et financières ;
- ✓ analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur ;
- ✓ mettre en œuvre la réglementation des changes ;
- ✓ promouvoir le développement de la microfinance.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- ✓ étudier les grands secteurs de l'économie nationale ;
- ✓ collecter et traiter l'information conjoncturelle à travers les missions d'enquêtes économiques ;
- ✓ assurer la veille sectorielle.

Direction de la Prévision et des Analyses Economiques (DPAE)

Missions :

- ✓ étudier les principales grandeurs économiques ;
- ✓ élaborer les prévisions économiques ;
- ✓ analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

Direction des Synthèses et de la Promotion Economiques (DSPE)

Missions :

- ✓ assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières ;
- ✓ analyser la conjoncture internationale ;
- ✓ proposer des éléments de politique économique.

Direction de la Politique Fiscale (DPF)

Missions :

- ✓ concevoir la politique fiscale du Gouvernement;
- ✓ participer à l'élaboration de la législation fiscale;
- ✓ mesurer et analyser l'impact des décisions fiscales adoptées par le Gouvernement.

Direction des Ressources Humaines et des Moyens (DRHM)

Missions :

- ✓ gérer le budget, le matériel et les fournitures
- ✓ gérer les ressources humaines

SOMMAIRE

n RESUME EXECUTIF	15
1ÈRE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	19
■ I.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2021	21
I.1.1 L'activité	21
I.1.2 L'inflation	23
I.1.3. L'emploi	24
I.1.4 Le commerce extérieur	24
I.1.5 Les finances publiques	25
I.1.6 Les taux d'intérêt	26
■ I.2 L'ÉVOLUTION DES COURS DE PRODUITS DE BASE	27
I.2.1 Le pétrole	27
I.2.2 Le sucre	27
I.2.3 Le cacao	28
I.2.4. Le café	28
I.2.5 L'huile de palme	28
I.2.6 Le caoutchouc naturel	30
I.2.7 Le minerai de manganèse	30
I.2.8 Le minerai de fer	30
I.2.9 L'or	31
2ÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ NATIONALE	33
■ II.1.EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2021	35
■ II.2.LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION	36
II.2.1 Le pétrole	36
II.2.2 Le manganèse	37
■ II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE	39

■ II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE	40
II.4.1 L'agriculture	40
II.4.2 L'élevage	43
II.4.3 La pêche	43
■ II.5 LES INDUSTRIES	45
II.5.1. Les Agro-industries	45
II.5.2 Les Industries du Bois	48
II.5.3 Le raffinage	51
II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	53
II.5.5 Les Autres Industries de Transformation	54
■ II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	59
■ II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	60
III.7.1 Le transport ferroviaire	60
III.7.2 Le transport aérien	61
II.7.3. Le transport maritime et fluvial	63
II.7.4 Le transport routier	66
II.7.5 Les auxiliaires de transport	67
■ II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS	68
■ II.9 LE COMMERCE	70
II.9.1 Le commerce général structuré	71
II.9.2 Le commerce des véhicules	71
II.9.3 Le commerce des produits pétroliers	72
II.9.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	73
■ II.10 LES AUTRES SERVICES	74
II.10.1 Les services rendus aux particuliers	74
II.10.2 Les services immobiliers	75
II.10.3 Les services rendus aux entreprises	75
II.10.4 Les services de mécanique générale	76
■ II.11. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION	77
II.11.1 L'hôtellerie	77
II.11.2 La restauration	78

■ II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES	80
II.12.1 Les banques commerciales	80
II.12.2 Les établissements de microfinance	84
II.12.3 La situation des établissements financiers	86
Les ressources	87
Les emplois	87
II.12.4 L'activité mobile money	89
II.12.4.1. L'évolution du nombre d'abonnés et du réseau de distribution	90
II.12.4.2. L'évolution des transactions du Mobile Money	90
II.12.5 Les compagnies d'assurance	91
Les activités	92
La branche Non Vie	92
La branche Vie	93
Les Commissions versées	93
Les sinistres réglés	94
Les investissements physiques et placements	94
Les effectifs et la masse salariale	95
L'activité de Réassurance	95
3ÈME PARTIE : LES GRANDEURS MACROÉCONOMIQUES	97
■ LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES	99
■ III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT	100
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité	100
III. 1.2 Le PIB par la demande	103
■ III.2 LE BUDGET DE L'ETAT	105
III.2.1 L'équilibre budgétaire	105
III.2.1.1 Les ressources	105
III.2.1.2 Les emplois	106
III.2.2 L'exécution du budget	106
III.2.2.1 Les recettes budgétaires	108
III.2.2.1.1. Les recettes pétrolières	108
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole	108
III.2.2.2 Les dépenses publiques	109
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement	109
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement	110
III.2.2.2.3 Les autres dépenses	110

III.2.3.4 Les intérêts de la dette	110
III.2.4. La dette publique	111
III.2.4.1 Le règlement de la dette	111
III.2.4.2 L'encours de la dette	112
■ III.3 LA MONNAIE ET LE CRÉDIT	114
III.3.1 Les ressources du système monétaire	114
III.3.1.1 La masse monétaire (M2)	115
III.3.1.2. Les ressources extra-monétaires	115
III.3.2. Le financement de l'économie	117
■ III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS	119
III. 4.1 La balance des transactions courantes	119
III. 4.1.1 La balance commerciale	119
III. 4.1.2 La balance des services	120
III. 4.1.3 La balance des revenus	120
III.4.2 La balance des capitaux	120
III.4.3 La balance globale	121
■ III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX	122
III.5.1 L'emploi	122
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public	122
III.5.1.2 Les effectifs par département	122
III.5.1.3 L'évolution de l'emploi dans la MONP	123
III.5.2 L'emploi dans les sociétés	123
III.5.3 Le chômage	124
III.5.4 La masse salariale	125
III.5.4.1 La masse salariale du secteur public	125
III.5.4.2 La masse salariale par département	126
III.5.4.3 La Main d'Œuvre Non Permanente	126
III.5.4.4 La masse salariale des sociétés	126
III.5.5 Les prix	127
III.5.5.1 L'analyse des prix par poste	127
III.5.5.2 L'analyse sectorielle	128
III.5.5.3 La compétitivité globale	128
■ III.6.ENCADRE SUR LA SURVEILLANCE MULTILATERALE	130

4^{ÈME} PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2021 **131**

■ IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2021	133
■ IV.1 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE	133
■ IV.2 LES POLITIQUES SECTORIELLES	136
■ IV.3 LA POLITIQUE SOCIALE	142
■ IV.4 LA POLITIQUE MONÉTAIRE	146

5^{ÈME} PARTIE : LES PERSPECTIVES 2022 - 2023 **147**

■ V. LES PERSPECTIVES 2022 – 2023	149
■ V.1. L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2022 ET 2023	149
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés	149
V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement	150
V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC	151
V.1.4 L'évolution des produits de base	152
■ V.2 LE CONTEXTE NATIONAL	154
V.2.1 Le pétrole	154
V.2.2 Les mines	154
V.2.3 La filière bois	154
V.2.4 L'agriculture	154
V.2.5 La pêche	155
V.2.6 Les Agro-industries	155
V.2.7 Les autres industries	155
V.2.8 L'énergie	155
V.2.9 Les BTP	155
V.2.10 Les transports et les auxiliaires de transport	156
V.2.11 Le commerce	156
V.2.12 Les services	156
V.2.13 L'hôtellerie	156

■ V.3 LES ESTIMATIONS MACROECONOMIQUES EN 2022 ET 2023	157
V.3.1. Les principales hypothèses	157
V.3.2. La formation du PIB prévisionnel en 2022 et 2023	158
V.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2022 et 2023	159
V.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2022 et 2023	162
■ V.4 LES PRÉVISIONS DU BUDGET	164
V.4.1 Les recettes budgétaires	164
V.4.2 Les dépenses budgétaires	164
V.4.3 La dette publique	165
V.4.4. La balance des paiements prévisionnelle 2022-2023	166
V.4.4.1 La balance prévisionnelle des transactions courantes	166
V.4.4.2 La balance commerciale prévisionnelle	166
V.4.4.3 La balance prévisionnelle des services	167
V.4.4.4 La balance des capitaux prévisionnelle	167
V.4.4.5 La balance globale	168
V.4.5 L'Emploi, les salaires et les prix	168
V.4.5.1 L'emploi	168
V.4.5.2 Les salaires	169
V.4.5.3 Les prix	169
■ LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2022-2023	170
V.5.1 Les politiques sectorielles	170
V.5.2 La politique sociale	172
V.5.3 La santé	173
V.5.4 La politique budgétaire	175
■ CONCLUSION	180
■ ANNEXES	181
■ Tableau 1 : les principales hypothèses	183
■ Tableau 2 : PIB ressources à prix constant	184
■ Tableau 3 : Répartition sectorielle du PIB à prix courant	185
■ Tableau 4 : Répartition du PIB Emplois en volume	186
■ Tableau 5 : Répartition du PIB Emplois en valeur	187

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, administrations et opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 52ième Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse de l'enquête de conjoncture réalisée en avril 2022, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de trois cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et auprès des administrations.



RESUME EXECUTIF

L'activité économique s'est accélérée en 2021, après la récession enregistrée en 2020 suite aux mesures restrictives mises en œuvre en vue de lutter contre la pandémie de la covid 19. Cette remontée est intervenue dans un contexte d'allègement des contraintes au commerce international, de maintien de politiques monétaires accommodantes, de bonne tenue du niveau d'investissement et d'intensification des campagnes de vaccination. Toutes les zones économiques ont contribué à des niveaux divers à cette embellie, dans un environnement marqué par le relèvement des prix des matières premières et de l'inflation. Ainsi, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé de 6,1% en 2021 contre -3,3% en 2020.

L'amélioration de l'environnement économique mondial a eu des effets d'entraînement sur l'expansion en Afrique Subsaharienne. S'appuyant principalement sur la montée des prix des matières premières, le PIB de la zone s'est renforcé de 4,5% contre -1,9% en 2020. Les deux premières économies du continent, le Nigéria et l'Afrique du Sud, ont enregistré des taux de croissance de 3,6% et 4,9% en 2021 contre -1,8% et -6,4% respectivement en 2020.

Parallèlement, profitant principalement du rebond mondial, l'économie de la zone CEMAC a enregistré une nette amélioration en 2021, avec une croissance du PIB estimée à 1,4 % contre - 1,7% en 2020. L'évolution observée dans le secteur non pétrolier (+3,0% en 2021 contre -1,1% un an plus tôt) a compensé la morosité relevée dans le secteur pétrolier (-8,0 % en 2021 contre -4,1 % en 2020).

Sur le plan national, évoluant dans un environnement marqué notamment par (i) la reprise économique de ses principaux partenaires, particulièrement la Chine, (ii) le démarrage des campagnes de vaccination (iii) et le lancement des projets d'investissement du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), la production réelle a amorcé un redressement en 2021 avec une progression de 1,5%. Cette reprise a été soutenue par l'accélération du secteur hors pétrole (+2,5%), en dépit d'une dégradation de la production pétrolière (-6,7% contre -1,2% en 2020).

L'analyse des sources de croissance du point de vue de l'offre révèle que tous les secteurs ont enregistré des performances positives. En effet, les secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorés respectivement de 8,2% (après -6,5% en 2020) et de 1,8% (après -4,1% en 2020) tandis que le secteur primaire a ralenti pour afficher un taux de croissance de +2,3% (après +3,8% en 2020).

Cette décélération du secteur primaire est d'abord imputable aux contreperformances dans la branche pétrolière (-6,7%) dues au respect des quotas fixés par l'OPEP+ et au vieillissement des champs matures. Elle procède ensuite du ralentissement de l'activité dans la branche minière qui a progressé de 12,8% après +25,1% en 2020. Le secteur primaire a néanmoins été porté par la branche Agricole (+9,0%) notamment l'agriculture de rente, avec le relèvement de la production d'huile de palme de 52,6% à 107 336 millions de tonnes. Il a également été tiré par l'exploitation forestière (+21,3% après 1,1% en 2020) qui a profité de la fermeté de la demande des industries locales de transformation du bois et de l'allègement des mesures sanitaires.

La reprise du secteur secondaire provient de la bonne tenue de l'industrie du bois (+34,5%), en lien avec l'amélioration de l'approvisionnement des usines en grumes et le regain de la demande locale et internationale (notamment chinoise et européenne). De même, l'amélioration de l'activité des BTP (+18,1%) a contribué à la dynamique de ce secteur, grâce essentiellement aux travaux de construction de la Transgabonaise, à la poursuite de la réhabilitation du chemin de fer et à la mise en œuvre du projet d'adduction d'eau.

Le redémarrage des activités du secteur tertiaire découle surtout de la bonne orientation de la branche Transport et Télécommunications (+4,4%) et de la branche des Services (+1,7% contre -14,8% en 2020).

Du point de vue des emplois, l'orientation de l'activité économique tient aussi bien de la demande intérieure (+4,2%) que de la demande extérieure (+2,0%).

Dans le détail, la progression de la demande intérieure (+4,2% après -8,7% en 2020) découle de l'évolution de l'investissement privé (+9,8%) aussi bien pétrolier que hors pétrole et, dans une moindre mesure, de l'investissement public (+1,7%). Par contre, la consommation totale a baissé de 0,2% en relation avec la consommation privée (-1,4%), malgré l'accroissement de la consommation publique (+3,2%). L'accroissement de la demande extérieure est expliqué entre autres par celle des exportations hors pétrole (+12,5%), notamment des mines (+10,7%), des rentes (+12,3%) et des bois sciés (+15,9%), combinée à un recul des importations des biens (-2,4%). Le repli des importations s'explique principalement par la baisse des commandes en biens d'équipement (-18,7%).

Concernant les prix, l'inflation observée au niveau mondial n'a pas été très fortement ressentie au plan national en 2021. En effet, le taux d'inflation moyen annuel mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est situé à +1,1% contre +1,3% en 2020, bien en deçà de la norme communautaire (+3,0%). Cette maîtrise de l'inflation résulte notamment du maintien des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère et des prix à la pompe des

produits pétroliers depuis mars 2020. Le ralentissement de la hausse des prix a permis au Gabon d'avoir un différentiel d'inflation nettement favorable comparativement à ses principaux partenaires commerciaux, à l'instar de la France (-0,5) et des Etats-Unis (-5,9). Par contre, avec la Chine, l'écart d'inflation s'est situé à +0,2.

La politique budgétaire a mis l'accent sur l'optimisation des recettes, la maîtrise des dépenses publiques, la priorisation des dépenses d'investissement, l'amélioration de la viabilité de la dette publique et l'amélioration de la qualité des services. Aussi, afin de faire face à la persistance de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les prévisions budgétaires initiales ont-elles fait l'objet d'une révision à la hausse, dans le cadre d'une Loi de Finances Rectificative.

Ainsi, initialement prévu à 2 681,5 milliards de FCFA, le budget révisé de l'année 2021 a été arrêté à 3 043,8 milliards de FCFA en ressources et emplois. Il a enregistré une augmentation de 13,5% du fait de l'accroissement des ressources d'emprunt.

L'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par un excédent primaire et des déficits des soldes base ordonnancement et base caisse. En effet, excédentaire depuis 2017, le solde primaire s'est replié de 6,2% à 100,8 milliards de FCFA en 2021 comparativement à 2020. Pour la deuxième année consécutive, le solde base ordonnancements a été déficitaire de 207,7 milliards de FCFA. Parallèlement, le solde base caisse est resté déficitaire à 114,3 milliards de FCFA contre un déficit de 174,1 milliards de FCFA l'année précédente.

Malgré le relèvement de 8% du stock de la dette publique, le taux d'endettement a diminué de 10,7 points pour s'établir à 60,4% contre 71,1% en 2020, en lien avec la hausse du PIB nominal.

Concernant les échanges avec l'extérieur, le solde du compte courant a renoué avec un excédent, passant de -527,5 milliards de FCFA en 2020 à 1 251,4 milliards de FCFA en 2021. On note toutefois un alourdissement du déficit du solde global des paiements sur la période d'analyse de l'ordre de -187,4 milliards de FCFA contre -1,6 milliard de FCFA en 2020. Cette évolution résulte du déficit du compte des capitaux.

Sur la période, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, s'est caractérisée par un effondrement des avoirs extérieurs nets (-62,4%), un renforcement des crédits intérieurs nets (+18,1%) et une consolidation de la masse monétaire (+5,7%).

Suite à l'entrée en récession de l'économie en 2020, le Gouvernement a adopté

le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), dont l'objectif est de dynamiser les nouveaux moteurs de croissance, et concentrer son action sur les réformes budgétaires, économiques, financières et sociales, en vue de soutenir l'activité et améliorer la viabilité de la dette.

*L'Environnement
International*

1ère

partie



1.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2021

La croissance mondiale s'est accélérée en 2021, après la forte régression de l'activité de l'année précédente marquée par la propagation de la pandémie de la covid 19. Cette expansion s'est accompagnée d'un accroissement du volume des échanges au niveau mondial, de la bonne tenue du niveau des investissements et de l'intensification des campagnes de vaccination.

Toutes les zones économiques ont contribué à des niveaux divers à cette embellie, dans un contexte de renchérissement des prix des matières premières et d'inflation.

Dans le même temps, les banques centrales ont maintenu leurs principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas afin d'encourager la croissance. Toutefois, l'augmentation du niveau d'activité ne s'est pas accompagnée d'une baisse significative du taux de chômage.

Dans ce contexte, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé de 6,1% en 2021 contre -3,3% en 2020.

1.1.1 L'activité

La croissance de l'économie américaine s'est établie à 5,7% en 2021 contre -3,4% l'année précédente. Cette évolution a été portée par les dépenses de consommation des ménages (+7,9%) et les investissements des entreprises (+9,5%).

Après deux années consécutives de contraction, l'archipel nippon a renoué avec la croissance en 2021 (+1,6% contre -4,5% en 2020). Celle-ci a été soutenue par la consommation des ménages, les exportations et les investissements.

Dans son ensemble, l'économie de la zone euro a enregistré un accroissement de 5,3% du PIB après la forte récession (-6,4%) de l'année précédente. Ce regain d'activité est dû à un retour progressif de la consommation et des investissements.

Au sein de ce bloc économique, la croissance française a atteint 7,0%, en raison du dynamisme de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Allemagne, la première économie de la zone euro, a progressé de 2,8% en 2021 après la récession engendrée par la Covid 19 en 2020. Après une chute de 10,8% et 9,0%, la

production réelle de l'Espagne et de l'Italie a évolué respectivement de 5,1% et 6,6% en 2021. Hors de la zone, la croissance du Royaume-Uni a accéléré à 7,4% contre -9,3% un an auparavant.

Les pays émergents et en développement ont constitué un moteur majeur de la reprise de l'activité économique mondiale avec une croissance de 6,8% en 2021 contre -2,0% en 2020.

Les pays émergents d'Europe de l'Est ont enregistré une croissance de 6,7% en 2021. Au sein de ce bloc, l'économie russe a tiré profit de la flambée des prix des matières premières, réalisant ainsi un taux de croissance de 4,7% contre -2,7% en 2020.

Les pays en développement d'Asie ont également bénéficié de la reprise des échanges au niveau mondial (+10,1% en 2021 contre -7,9% en 2020), avec une croissance du PIB de 7,3% contre -0,8%. En effet, au sein de cet ensemble, la Chine a profité de l'accélération de l'économie mondiale pour accroître ses exportations. Ainsi, sa croissance est passée de 2,2% en 2020 à 8,1% en 2021. Parallèlement, la croissance économique en Inde a suivi la même tendance haussière pour atteindre 8,9%, en dépit des incertitudes liées à la pandémie.

L'Amérique latine, avec un PIB réel qui a cru de 6,8%, a également tiré profit de la bonne tenue des prix des matières premières sur les marchés internationaux. L'activité au Brésil et au Mexique a évolué respectivement de 4,6% et 4,8%.

En 2021, à l'instar des autres blocs économiques, les économies du Moyen-Orient ont consolidé leurs performances. En effet, après une décre de 2,9% en 2020, la croissance de la production réelle est passée à +3,2%, soutenue essentiellement par la flambée des prix du pétrole.

L'environnement mondial de plus en plus favorable a eu des effets progressifs sur l'expansion en Afrique Subsaharienne. S'appuyant essentiellement sur la montée des prix des matières premières, le PIB de la zone s'est établi à 4,5%. Les deux premières économies de cet ensemble, le Nigéria et l'Afrique du Sud, ont enregistré des taux de croissance de 3,6% et 4,9%, respectivement.

Sur l'ensemble de l'année 2021, d'après les estimations faites par les services de la BEAC, la croissance économique de la CEMAC a été de 1,4% en 2021, contre -1,7% en 2020, sous l'effet d'une reprise dans le secteur non pétrolier compensant la situation morose dans le secteur pétrolier. La croissance du

secteur pétrolier a reculé de 8,0% en 2021, contre -4,1% en 2020, alors que le secteur non pétrolier a progressé de 3,0% en 2021, contre -1,1% un an plus tôt.

En termes de contributions, le secteur non pétrolier a davantage stimulé la croissance dans la CEMAC en 2021, avec un apport de 3,0 points (contre -0,9 point un an plus tôt), tandis que la contribution du secteur pétrolier s'est élevée à -1,5 point (contre -0,8 point en 2020), en lien avec une production pétrolière globalement en baisse, en dépit d'une dynamique des cours du pétrole favorable.

Par pays, on observe une croissance positive en 2021 dans tous les pays de la Sous-Région à l'exception du Congo et du Tchad. Ainsi, en 2021, les taux de croissance du PIB réel se présentent comme suit : Cameroun : 3,2 % contre 0,5 % en 2020 ; République Centrafricaine : 1,1 % contre 0,6 % un an plus tôt ; Congo : -1,5 % contre -6,1 % en 2020 ; Gabon : 1,3 % contre -1,7 % un an auparavant ; Guinée-Equatoriale : 0,8 % contre -4,6 % en 2020 et Tchad : -1,0 % contre -2,2 % en 2020.

1.1.2 L'inflation

La flambée des cours des matières premières et des produits alimentaires a eu des répercussions sur les indices des prix à la consommation.

L'injection d'importantes liquidités pour encourager la consommation et les disfonctionnements observés dans les chaînes d'approvisionnement ont entraîné une augmentation du niveau général des prix aux Etats-Unis. Ainsi, l'inflation s'est chiffrée à 7% en 2021, un taux plus jamais atteint depuis près de 40 ans.

Au Japon, en raison de la baisse des prix des produits alimentaires, l'indice des prix à la consommation s'est situé à -0,2% contre -0,02% en 2020. Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'est établi à 5,0% en 2021 contre -0,3% un an auparavant. En France, tirée par la hausse des coûts de l'énergie et des prix à la consommation, l'inflation a bondi à 3,6% contre 0,5% en 2020. En Allemagne, ce taux a fortement augmenté de 5,3% contre 0,5% l'année précédente.

En Italie, l'inflation a été alimentée par la flambée des prix de l'énergie, en hausse de 14,1% en 2021 contre 8,4% en 2020. En outre, les taux annuels les plus faibles ont été observés à Malte (2,6%), au Portugal (2,8%) en Finlande (3,2%) et les plus élevés, en Estonie (12,0%), en Lituanie (10,7%) et en Pologne (8,0%).

A fin décembre 2021, le niveau général des prix dans la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a connu une évolution relativement contrastée. L'inflation en moyenne annuelle s'est repliée à 1,6% à fin

décembre 2021 contre 2,6% un an plus tôt. En glissement annuel, le taux d'inflation est passé de 2,0% à fin décembre 2020 à 2,6 % un an plus tard.

1.1.3 L'emploi

En 2021, la croissance de l'activité mondiale ne s'est pas traduite par une augmentation significative du nombre d'emplois. En effet, les taux de chômage dans les principales économies sont restés à des niveaux relativement élevés.

Aux Etats-Unis, le plan de relance du Président Biden a eu des effets positifs sur le marché du travail. Le taux de chômage a reculé de 6,7% en 2020 à 3,9% en 2021. Cependant, cette performance paraît assez controversée en raison de la non prise en compte des effets de l'apparition du variant Omicron et de la hausse du chômage chez les Afro-américains et les Hispaniques de 7,1% et 4,9% respectivement.

En 2021, en dépit des perturbations causées par la pandémie, le taux de chômage de l'archipel nippon a stagné à 2,8%. Cette quasi-stabilité découle notamment de la pénurie de main-d'œuvre causée par le déclin démographique et la réticence du gouvernement à recourir à l'immigration.

Dans la zone euro, en raison de la sortie progressive de la crise et des mesures de relance, le nombre de demandeurs d'emploi a diminué en un an, baissant à 6,4% en 2021 contre 7,5% en 2020. Concomitamment, l'Allemagne et la France ont affiché respectivement des taux de chômage de 3,2% et 7,4%. En Italie, en Espagne et en Grèce, le taux de chômage s'est situé respectivement à 9%, 13% et 12,7%.

1.1.4 Le commerce extérieur

Le volume de marchandises échangé a augmenté de 10,1% contre un recul de 7,9% en 2020. Cette évolution résulte de l'assouplissement des mesures de lutte contre la pandémie et la mise en œuvre des différents plans de relance économique.

Aux Etats-Unis, malgré un accord négocié avec la Chine, le déficit commercial s'est creusé de 27% en 2021, atteignant ainsi 859,1 milliards de dollars US. Les importations américaines se sont chiffrées à 3 387,67 milliards de dollars US tandis que les exportations ont atteint 2 528,54 milliards de dollars US.

La balance commerciale du Japon s'est soldée par un déficit de 1470 milliards de yens (11,2 milliards d'euros) en 2021, alors qu'elle était excédentaire (5,1 milliards d'euros) un an plus tôt. Les exportations se sont chiffrées à 636

milliards d'euros et les importations à 647 milliards d'euros. Cette contre-performance est induite par la reprise assez timide de l'activité de ses principaux partenaires.

Dans la zone euro, l'augmentation de la facture énergétique, suite à l'envolée des cours du baril de pétrole, et la cherté des produits de base ont plombé les échanges de cette zone avec le reste du monde. Ainsi, les exportations et les importations se sont établies respectivement à 2180,5 milliards d'euros et 2111,5 milliards d'euros, soit un excédent commercial de 69 milliards d'euros contre un excédent de 28,3 milliards d'euros en décembre 2020.

Plombé par le renchérissement de la facture énergétique, le déficit français s'est de nouveau aggravé à -84,7 milliards d'euros en 2021 contre -64,7 milliards d'euros l'année précédente.

A contrario, l'Allemagne a enregistré, quoiqu'en repli, un excédent de 173,2 milliards d'euros. Elle a exporté pour une valeur de 1375,5 milliards d'euros et importé pour un montant de 1202,2 milliards d'euros. A l'instar des autres pays importateurs net d'énergie, le commerce extérieur allemand a été pénalisé par l'accroissement des coûts des produits énergétiques.

Profitant de la hausse des exportations des métaux de base et produits métalliques, des machines et équipements ainsi que des produits pétroliers raffinés, l'excédent commercial de l'Italie a atteint 50,4 milliards d'euros en 2021, en baisse par rapport aux 63,3 milliards enregistrés l'année précédente.

En 2021, le commerce extérieur de la Chine a profité de la forte demande mondiale en produits médicaux (masques) et en matériel de télétravail (ordinateurs, notamment). En conséquence, l'excédent commercial a augmenté de 29,9% pour atteindre 676,4 milliards de dollars US (590 milliards d'euros).

1.1.5 Les finances publiques

L'allègement des dispositifs budgétaires de soutien à l'activité économique s'est traduit par une réduction des déficits budgétaires dans la plupart des pays développés.

En effet, aux Etats-Unis, la reprise économique mondiale a entraîné une amélioration du déficit public à 2 772 milliards de dollars US contre 3 132 milliards de dollars US en 2020. Ce niveau de déficit représente 12,4% du Produit Intérieur Brut contre 15,0% l'année précédente. En revanche, la dette publique a explosé pour se situer à 30 000 milliards de dollars US, en raison de la crise sanitaire.

Dans la zone euro, le déficit public a diminué en 2021 par rapport à 2020. Le ratio du déficit public a reflué, passant de 7,1% en 2020 à 5,1%. Le ratio de la dette publique par rapport au PIB a régressé également de 97,2% à 95,6% à la fin de l'année 2021.

En France, profitant du rebond économique mondial, le déficit public s'est établi à 160,9 milliards d'euros, soit 6,5% du PIB, après 8,9% en 2020. Dans le même temps, la dette publique a atteint 112,9% du PIB à fin 2021.

A l'opposé, le déficit public allemand s'est dégradé, passant de 145,25 milliards d'euros à 153,86 milliards d'euros en 2021, en raison des pénuries observées au niveau de l'industrie automobile notamment, les semi-conducteurs et autres intrants. Concernant les autres pays de la zone, la dette publique espagnole et italienne a progressé à 118,7% et à 150,4% respectivement en 2021.

1.1.6 Les taux d'intérêt

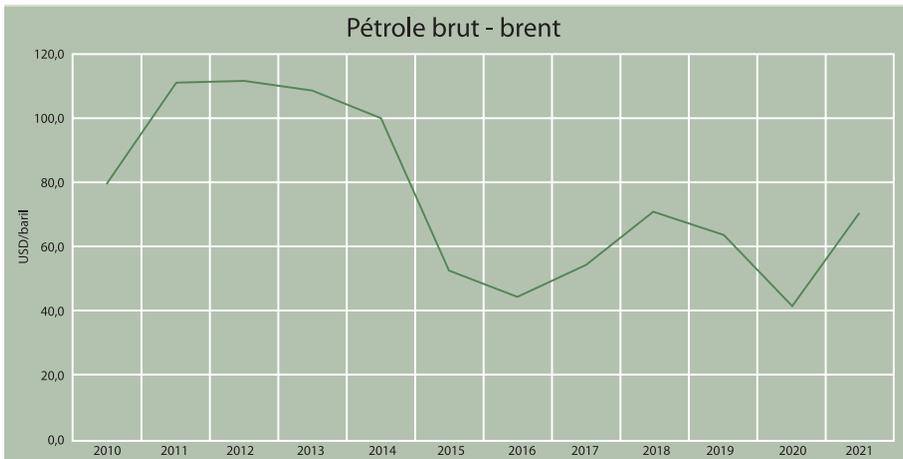
Afin d'accompagner la consolidation de l'activité, les principales banques centrales ont maintenu une politique monétaire accommodante. La plupart des taux directeurs sont restés à leurs planchers historiques. En effet, la Réserve Fédérale américaine a maintenu les fed funds dans la fourchette [0,00%-0,25%]. La Banque Centrale Européenne (BCE) a conservé son principal taux de refinancement des banques à 0,0% et son taux de dépôt des liquidités des banques à -0,5%. La Banque du Japon a maintenu inchangé son taux directeur à -0,1 %. En revanche, la Banque d'Angleterre a procédé à un léger relèvement de ses taux directeurs mi-décembre (+15 points de base (pb) à 0,25 %), du fait de pressions inflationnistes.

I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

L'année 2021 a été marquée par la reprise de l'activité économique grâce aux nombreux plans de relance, dans un contexte de vaccination de masse, malgré l'apparition de nouveaux variants. La remontée de l'activité a induit une hausse de la demande de matières premières. Ainsi, l'indice des cours des produits de base établi par le FMI a progressé de 53%, sous l'effet de l'explosion des prix de l'énergie (+101,8%). Dans le même temps, les cours des produits non énergétiques ont augmenté de 26,8%, à la faveur de la bonne tenue des prix des produits alimentaires et des métaux de base de 27,4% et 46,8% respectivement, en raison de la forte demande dans la zone Euro et aux Etats-Unis, ainsi que la baisse des stocks en Chine.

I.2.1 Le pétrole

En 2021, le marché de l'or noir a évolué dans un contexte économique favorable marqué par une résilience de la demande pétrolière face au variant Omicron, mais aussi par une tension sur l'offre mondiale de pétrole. Dans ce contexte, les cours ont continué leur ascension pour clôturer en moyenne à 70,73 dollars américain (USD) contre 41,67 USD l'année précédente, en hausse de 69,8%.

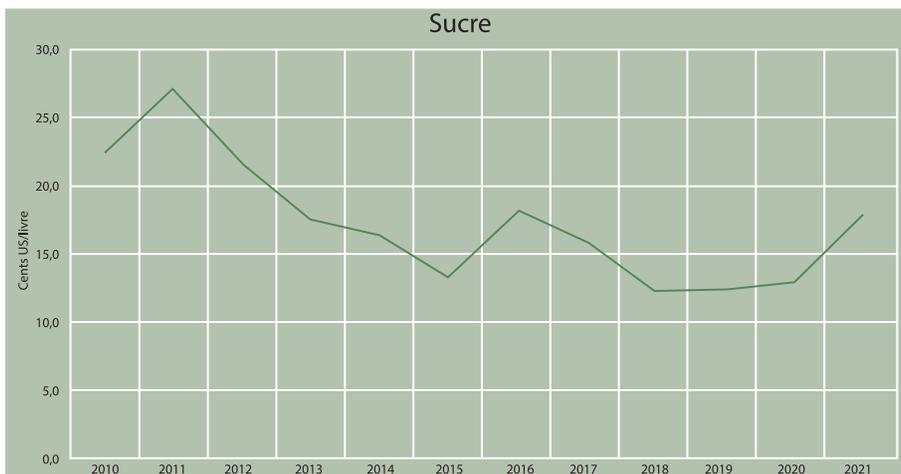


Sources : DGEPE, INSEE

I.2.2 Le sucre

En 2021, le cours du sucre a été influencé par l'évolution du cours du pétrole en raison de la parité mécanique Sucre/Ethanol. De même, la faiblesse de la

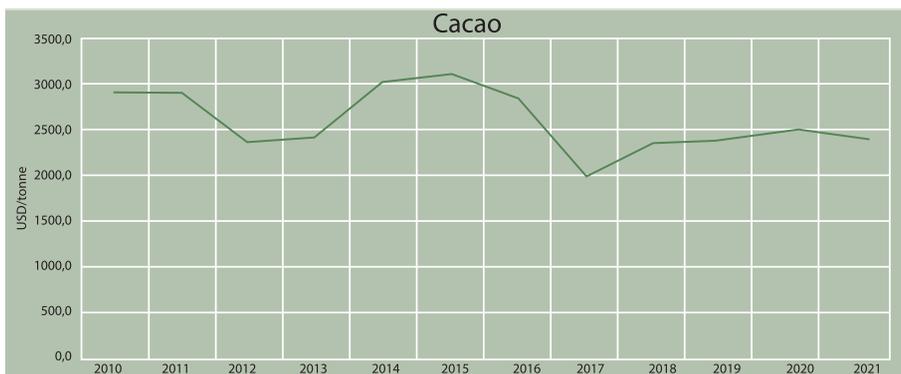
production au Brésil (1er producteur mondial), du fait des mauvaises conditions météorologiques, a exercé une pression à la hausse sur les prix. En conséquence, le prix de la tonne de sucre blanc s'est relevé de 3,7% à 17,85 cents la livre à Londres.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.3 Le cacao

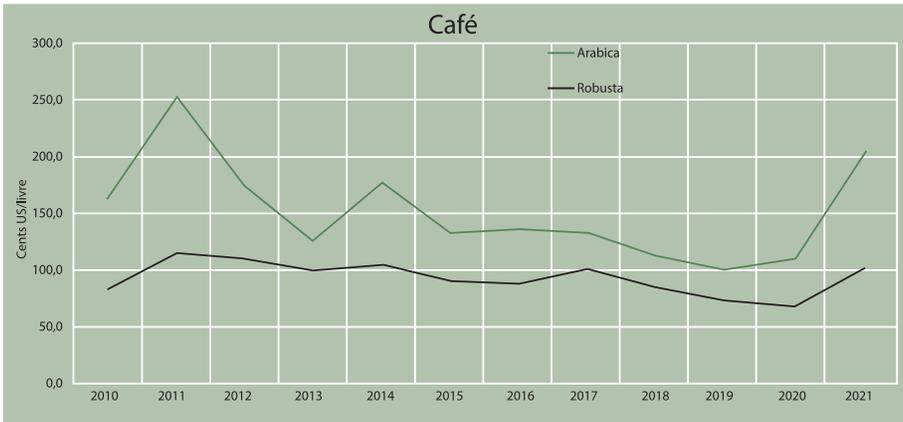
Sur la campagne 2020/2021, le marché mondial du cacao a été bien approvisionné. En effet, selon l'Organisation internationale du cacao (Icoco), la production de fèves a atteint un niveau record de 5 millions de tonnes, soit une hausse de 6,3% par rapport à la campagne précédente. Cette abondance de l'offre a entraîné une contraction du prix de 1,5% à 2 388,82 dollars la tonne.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.4 Le café

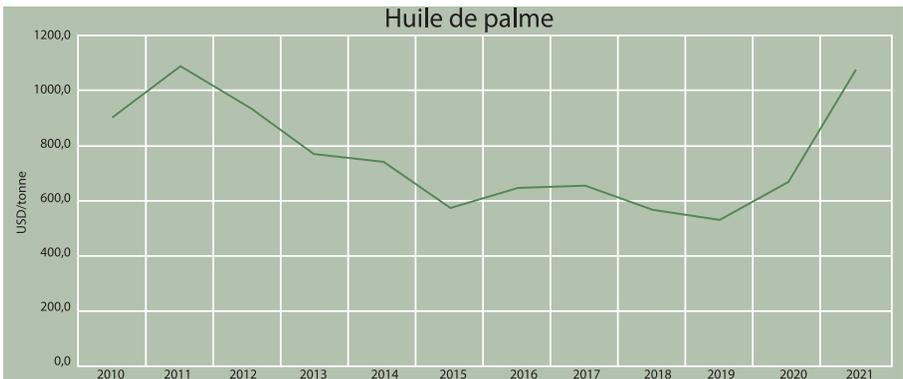
En 2021, le marché est resté sous l'influence des conditions climatiques au Brésil et des perturbations liées au Covid-19 en Asie. Dans ce contexte, la livre d'arabica s'est appréciée de 32,9% à 208,54 cents sur le marché de New-York. Suivant la même tendance, à Londres, la tonne de robusta a progressé de 33,7%, soit 104,54 cents la livre, toujours en lien avec la perturbation de l'offre.



Sources : DGEFP, INSEE

1.2.5 L'huile de palme

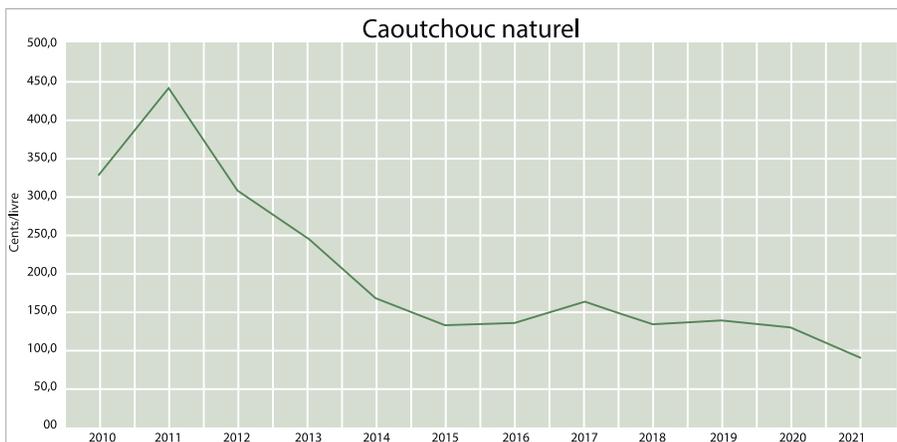
Les cours de l'huile de palme ont fortement progressé (+61,2%) à 1 073,52 dollars US la tonne métrique en 2021. Cette forte expansion se justifie par un resserrement de l'offre d'huile de palme, mais également des autres huiles végétales (le canola, le tournesol, le soja).



Sources : DGEFP, INSEE

1.2.6 Le caoutchouc naturel

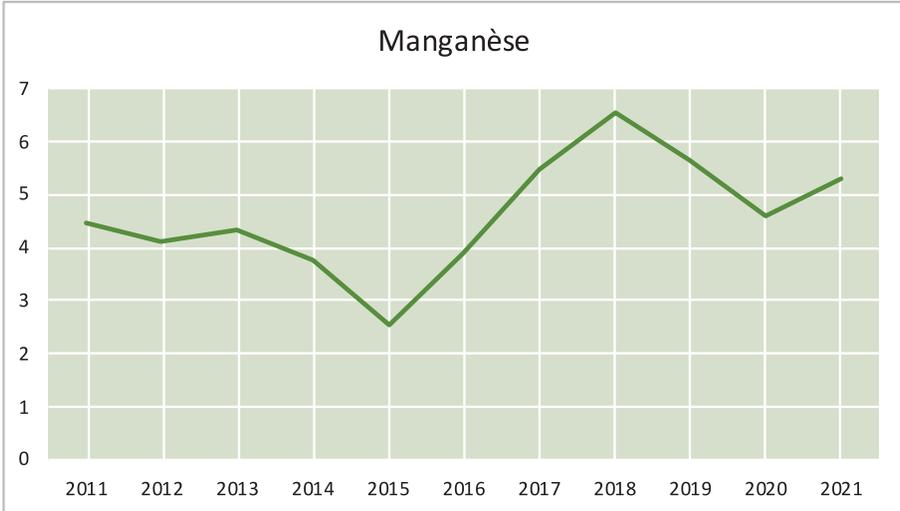
Les cours moyens du caoutchouc naturel se sont appréciés de 18,3% à 94,52 cents/lb en 2021. Cette consolidation résulte des perturbations de la production, suite aux mesures sanitaires prises par les gouvernements et le développement d'une maladie de l'hévéa en Indonésie.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.7 Le minerai de manganèse

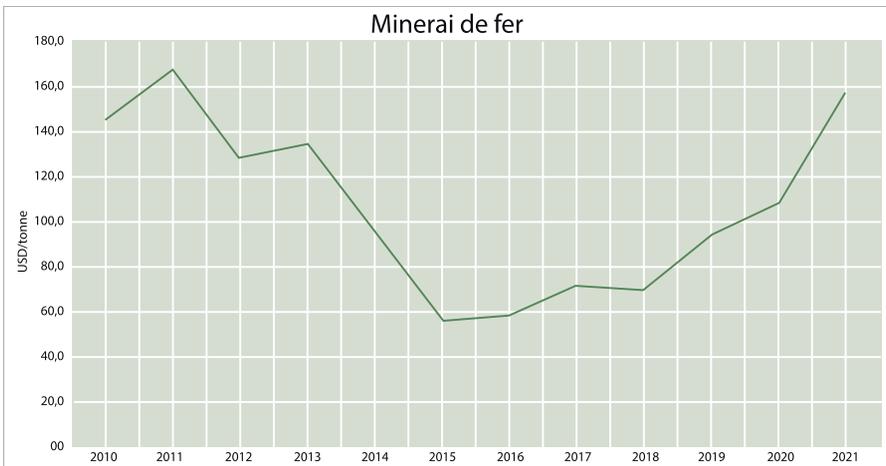
Le marché mondial du minerai de manganèse s'est caractérisé par un déficit du rapport offre/demande sur l'année 2021. En effet, la consommation de manganèse a été estimée à 21,4 Mt pour un niveau de production projetée à 20,6 Mt. Ainsi, les stocks sur les ports chinois se sont établis à 5,4 Mt, représentant 9 semaines contre 12 semaines en 2020. Dans ces conditions, le prix moyen du minerai de manganèse CIF Chine 44% s'est apprécié de 15% à 5,3 USD/dmtu.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.8 Le minerai de fer

La demande de fer s'est consolidée en 2021, en lien avec la reprise de l'activité industrielle aux Etats-Unis, en Europe et en Chine, malgré le ralentissement observé au dernier trimestre. En conséquence, le prix moyen du minerai de fer a augmenté de 46,4% à 158,2 dollars la tonne.



Sources : DGEPP, INSEE

1.2.9 L'or

En 2021, les cours moyens de l'or se sont légèrement relevés de 0,7% à 1 798,82 dollars l'once comparativement à la même période en 2020. Comme valeur refuge, l'or a tiré profit de la faiblesse du dollar américain, des politiques monétaires accommodantes des différentes banques centrales (Fed notamment) et des politiques de relance économique qui se sont traduites par une injection massive de fonds pour soutenir les économies.



Sources : DGEPI, INSEE

L'activité nationale

2^e

partie



II.1 EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2021

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	⬇
Manganèse	↔
Exploitation forestière	↔
Agriculture, Elevage et Pêche	
<i>Cultures maraichères</i>	↔
<i>Cacao-culture</i>	↔
<i>Caféculture</i>	⬇
<i>Huile de palme brute</i>	↔
<i>Caoutchouc naturel</i>	⬇
<i>Elevage</i>	↔
<i>Pêche</i>	↔
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	↔
<i>Huiles et corps gras</i>	↔
<i>Production sucrière</i>	⬇
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↔
<i>Eau minérale</i>	↔
Industries du bois	↔
<i>Unités de sciages</i>	↔
<i>Unités de déroulage</i>	↔
<i>Unités de placage</i>	↔
<i>Unités de contreplaqué</i>	↔
Autres industries	
<i>Peintures</i>	↔
<i>Charbon actif</i>	↔
<i>Matériaux de construction</i>	↔
<i>Seconde transformation des métaux</i>	⬇
<i>Imprimerie</i>	↔
<i>Industrie minière</i>	↔
Production et distribution de l'électricité et de l'eau	
<i>Electricité</i>	↔
<i>Eau</i>	↔
Raffinage	↔
BTP	↔
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	↔
<i>Aérien</i>	↔
<i>Ferroviaire</i>	↔
<i>Transport terrestre (urbain)</i>	⬇
<i>Activité portuaire (Ports GSEZ)</i>	↔
Télécommunications	↔
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↔
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	⬇
<i>Véhicules industriels</i>	↔
<i>Produits pétroliers</i>	⬇
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↔
Services	
<i>Rendus aux particuliers</i>	↔
<i>Rendus aux entreprises</i>	↔
<i>Réparation mécanique</i>	↔
<i>Immobiliers</i>	↔
<i>Hôtellerie, Restauration et Tourisme</i>	↔

Source : DGEPP

II.2 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

II.2.1 Le pétrole

En 2021, l'activité pétrolière a été marquée par la reprise des projets d'appréciation et d'exploration des puits par certains opérateurs, suite à la hausse des cours du baril. Néanmoins sur la période, on note une augmentation des dysfonctionnements enregistrés chez certains opérateurs.

La production

La production nationale de pétrole a baissé de 6,7% à 10,04 millions de tonnes métriques (73,29 millions de barils) en 2021. Cette contreperformance est liée à la poursuite de la politique des quotas de l'Opep+, aux aléas opérationnels (avarie sur les câbles électriques alimentant les sites Anguille et Torpille) et à un déficit en équipements (compresseurs, générateurs électriques, etc.) chez certains majors.

Evolution de l'activité pétrolière

	2019	2020	2021	21/20
Production (en millions de tonnes)	10,901	10,766	10,040	-6,7%
Production (en millions de barils)	79,576	78,592	73,293	-6,7%
Exportation (en millions de tonnes)	10,553	9,882	9,085	-8,1%

Source : Enquête TBE

Les exportations

Suivant la même tendance que la production, les exportations ont reculé de 8,1% à 9,085 millions de tonnes métriques. Malgré la baisse de la demande mondiale, l'Asie demeure la principale destination du brut gabonais, recevant 83,4% du volume exporté, suivie de l'Europe (16,6%).

Les prix

Sur la période sous revue, le baril de Brent s'est situé à 70,73 dollars en moyenne contre 41,67 dollars une année auparavant, soit une progression de 69,8%. De même, le prix moyen de brut gabonais s'est établi à 69,7 dollars en moyenne le baril, soit une hausse de 64,8%. Le relèvement des prix est lié au maintien de la politique des quotas Opep+ dans un contexte de reprise de l'activité économique mondiale, notamment le regain des transports. Dans le même temps, le taux moyen de change du FCFA par rapport au dollar s'est détérioré de 3,7% à 554,557 FCFA pour 1 dollar américain.

Evolution des prix et du taux de change

	2019	2020	2021	21/20
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	64,31	41,67	70,73	69,8%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	64,03	42,30	69,7	64,8%
Taux de change moyen (FCFA/USD)	585,973	575,634	554,557	-3,7%

Source : Enquête TBE

II.2.2 Le manganèse

En 2021, l'activité minière s'est déroulée dans un contexte international marqué par le déconfinement progressif et la relance de l'activité économique. Ainsi, la production mondiale d'acier au carbone s'est redressée de 3,6% à 1 935 millions de tonnes (Mt), portée par la hausse de la production hors Chine (+12,5%), notamment en Amérique du Nord (+18,3%), en Inde (+17,6%) et en Europe (+13,5%).

La production

La production nationale de manganèse s'est de nouveau consolidée en 2021, suite à une montée en puissance des différentes mines. La production a ainsi progressé de 12,8% à 9,52 millions de tonnes. Cette performance a été soutenue par les résultats de la Comilog (+21,2% à 6,9 millions de tonnes) sur le plateau d'Okouma. Elle provient également du bon rendement de Cichhz (+32% à 1,1 million de tonnes) sur la mine de Ndjolé.

Toutefois, ces résultats ont été amoindris par la contraction de la production de Nouvelle Gabon Mining (NGM) suite aux contraintes liées aux mesures de lutte contre la Covid-19

Les exportations et les ventes

Les exportations et les ventes de manganèse ont progressé respectivement de 11,7% et 12,0% à 9,04 millions de tonnes et près de 9,06 millions de tonnes. Elles ont profité essentiellement du rebond de la demande d'acier du reste du monde, la Chine ayant enregistré un ralentissement d'activité. Néanmoins, le chiffre d'affaires a baissé de 6,3% pour s'établir à 697,7 milliards de FCFA en 2021, en raison de la détérioration du prix moyen du minerai de manganèse gabonais.

Evolution de l'activité minière

	2019	2020	2021	21/20
Production (milliers de tonnes)	6 749 080	8 443 069	9 521 610	12,8%
Exportations (milliers de tonnes)	6 139 783	8 089 785	9 040 043	11,7%
Ventes (milliers de tonnes)	6 118 478	8 085 376	9 057 098	12,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	739 015	744 524	697 740	-6,3%
P.V. moyen (en FCFA/tonnes)	120 784	92 083	77 038	-16,3%
Investissements (millions de FCFA)	255 105	95 528	104 331	9,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	57 329	60 009	73 420	22,3%
Effectifs (nombre d'agents)	2 425	2 280	2 773	21,6%

Source : Enquête TBE

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements réalisés par les opérateurs de la filière manganèse ont atteint 104,3 milliards de FCFA en 2021, en hausse de 9,2% par rapport à 2020, en raison de la poursuite des travaux d'expansion et d'aménagement des nouveaux sites d'exploitation, notamment Okouma et Okondja. Parallèlement, les effectifs se sont renforcés de 21,6% à 2 773 employés permanents, pour une masse salariale de 73 milliards de FCFA

II.3 L'EXPLOITATION FORESTIERE

En 2021, l'exploitation forestière a consolidé ses performances. La production a augmenté de 21,3% à 3 540 515 m³. Cette embellie, soutenue essentiellement par les bois divers, s'explique par l'exploitation de nouvelles surfaces forestières et l'assouplissement des mesures sanitaires de lutte contre la Covid-19.

Dans le même temps, les ventes des grumes aux industries locales sont passées de 1 527 813 m³ à 1 619 745 m³, soit une augmentation de 6,0%. Cette évolution est liée à la fermeté du carnet de commandes des industries installées dans la zone économique de Nkok, principalement.

Evolution de l'activité de l'exploitation forestière

	2020	2021	21/20
Production forestière (m ³)	2 918 586	3 540 515	21,3%
Okoumé	1 788 328	1 994 120	11,5%
Béli	165 881	343 130	106,9%
Andong	83 892	177 324	111,4%
Azobé	141 636	146 697	3,6%
Padouk	105 526	135 621	28,5%
Okan	119 914	143 829	19,9%
Tali	62 406	68 293	9,4%
Gombé	4 276	45 736	969,5%
Bilinga	30 144	39 715	31,8%
Ozigo	1 777	33 214	1769,1%
Ovengkol	18 907	28 569	51,1%
Niové	10 710	29 020	171,0%
Movingui	26 811	33 425	24,7%
Dabema	18 572	29 115	56,8%
Dibetou	13 062	18 970	45,2%
Autres essences	326 743	273 737	-16,2%
Ventes aux industries locales (m ³)	1 527 813	1 619 745	6,0%
Okoumé	963 641	1 049 989	9,0%
Bois divers	564 173	569 756	1,0%

Sources : Enquête TBE, Direction Générale des Forêts (DGF)

II.4 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

II.4.1 L'agriculture

II.4.1.1 Cultures maraichères et vivrières

La production maraichère a progressé de 38,8% à 1 298 tonnes alors que les produits vivriers ont augmenté de 67,3% à 1 943 tonnes. Les performances du vivrier s'expliquent par l'accroissement des capacités de production et de collecte de la SOTRADER et par l'entrée en production des plantations développées en régies (banane plantain).

Corrélativement, le chiffre d'affaires est passé de 1,7 milliard de FCFA en 2020 pour se situer à 1,8 milliard de FCFA en 2021, soit une augmentation de 5,0%.

Evolution de l'activité agricole maraichère et vivrière

	2019	2020	2021	21/20
Productions	622	2 096,00	3 241,0	54,6%
Produits maraîchers (en tonnes)	191	934,95	1 297,9	38,8%
Produits vivriers (en tonnes)	431	1 161,20	1 943,3	67,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	639	1 727,0	1 814,0	5,0%
Investissements (millions de FCFA)	3	39,50	16,0	-59,5%
Effectifs permanents	142	164,00	164,0	0,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	160	863,00	846,0	-1,9%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2 Les cultures de rente

II.4.1.2.1 La cacao-culture

Au cours de la campagne 2020/2021, l'activité de négoce du cacao a enregistré des résultats mitigés. En effet, les achats de fèves de cacao ont augmenté de 31,6% à 65 tonnes pour le Grade 1, et de 77,2% pour le Grade 2, sans pour autant atteindre le niveau d'achats de la campagne 2018/2019. Cette évolution est liée à un meilleur encadrement des planteurs, malgré la baisse de la subvention allouée par l'Etat.

Dans le même temps, les ventes locales et les exportations ont reculé respectivement à 48,5 tonnes (-3,3%) et à 25 tonnes (-26,1%). Le chiffre

d'affaires, bien que faible, a augmenté de 67,3% à 43,5 millions de FCFA, en raison de l'appréciation des prix de vente des deux grades de cacao.

Evolution de l'activité cacao

	2018/2019	2019/2020	2020/2021	21/20
Achats Cacao Grade 1 (en tonnes)	109	49,45	65,06	31,6%
Achats Cacao Grade 2 (en tonnes)	-	13,62	24,14	77,2%
Ventes locales (en tonnes)	16	50,18	48,51	-3,3%
Exportations (en tonnes)	25	34,01	25,13	-26,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	21	26,00	43,50	67,3%

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.2 La caféiculture

A l'instar du cacao, la caféiculture a enregistré des résultats contrastés. En effet, les achats auprès des planteurs ont reculé de 11,7% à 16,9 tonnes contre 19,1 tonnes lors de la campagne précédente. Ce repli est corrélé à la baisse de la subvention de l'Etat. Sur le plan commercial, 24,6 tonnes de café ont été vendues localement pour un chiffre d'affaires de 20,2 millions de FCFA.

Evolution de l'activité café

	2018/2019	2019/2020	2020/2021	21/20
Achats café (en tonnes)	13	19,1	16,9	-11,7%
Ventes locales (en tonnes)	4	0,0	24,6	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4	0,0	20,2	-

Source : Enquête TBE

II.4.1.2.3 L'huile de palme

La filière de l'huile de palme brute a poursuivi le renforcement de ses performances agro-industrielles entamé depuis plus de cinq ans. Cette évolution s'explique par l'amélioration des rendements des plantations de Mouila et d'Awala. Ainsi, l'exploitation des plantations a permis de récolter 449 748 tonnes de régime de palme contre 291 741 tonnes en 2020, soit un accroissement de 54,2%.

Dans le même temps, la transformation des régimes de palme a entraîné une production de 107 336 tonnes d'huile de palme brute, en hausse de 52,6% sur la période, en raison des bonnes performances des nouvelles usines. De

même, la trituration des noix de palme a induit une production de 6 035 tonnes d'huile palmiste (+43,9%).

Sur le plan commercial, les volumes vendus d'huile brute ont progressé de 57% à 73 176 tonnes. L'activité a généré un chiffre d'affaires de 52,7 milliards de FCFA, en augmentation de 64,5% par rapport à l'année précédente.

Evolution de l'activité de l'huile de palme

<i>Production (en tonnes)</i>	2019	2020	2021	21/20
Régime de palme	238 184	291 741	449 748	54,2%
Huile brute	55 105	70 340	107 336	52,6%
Huile palmiste	2 517	4 194	6 035	43,9%
Exportations (en tonnes)	38 817	38 817	56 123	44,6%
Huile brute	35 817	46 595	73 176	57,0%
Huile palmiste	3 000	4 968	6 549	31,8%
Stéarine				
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18 465	32 082	52 778	64,5%
Effectifs (en nombre)	7 638	5 510	5 240	-4,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	15 537	15 537	12 389	-20,3%

Source : Enquête DGEPP

II.4.1.2.4 L'hévéaculture

La filière du caoutchouc naturel a enregistré des résultats contrastés en 2021. En effet, la production nationale de caoutchouc naturel en fond de tasse s'est améliorée de 12,2% à 19 714 tonnes. Par contre, l'usinage du caoutchouc en granulé de 50 kg a régressé de 34,5% à 5 613 tonnes, en raison des problèmes rencontrés par SIAT Gabon au cours de l'année (grèves à répétition, problèmes de trésorerie, faible production).

Sur le plan commercial, les exportations de caoutchouc usiné se sont contractées de 34,5%. Corrélativement, le chiffre d'affaires a fléchi de 3,0% à 7,4 milliards de FCFA, malgré l'augmentation des cours internationaux.

Les investissements réalisés en 2021, bien qu'en baisse de 46,4% par rapport à 2020, ont concerné essentiellement l'entretien et l'augmentation des superficies des plantations. Au niveau de l'emploi, les effectifs ont baissé de 12% à 870 agents, pour une masse salariale de 4,3 milliards de FCFA, en recul de 9,7%.

Evolution de l'activité du caoutchouc

<i>Production industrielle (en tonnes)</i>	2019	2020	2021	21/20
Caoutchouc humide	19 488	17 576	19 714	12,2%
Caoutchouc usiné	9 396	8 567	5 613	-34,5%
Exportations de caoutchouc usiné	9 396	8 567	5 613	-34,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 862	7 645	7 413	-3,0%
Investissements (millions de FCFA)	15 269	7 250	3 887	-46,4%
Effectifs (en nombre)	1 151	989	870	-12,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	5 519	4 829	4 363	-9,7%

Source : Enquête TBE

II.4.2 L'élevage

L'activité de l'élevage bovin a été fortement impactée par la cession du Ranch Nyanga (finalement actée le 1^{er} avril 2022). Durant la période de transition, aucune statistique fiable n'a été publiée.

Dans l'ensemble, l'élevage a affiché des résultats satisfaisants. Ainsi, l'élevage porcin a permis de produire 173 tonnes de viande en 2021. La production d'œufs a augmenté de 40,1% à 2,8 millions d'unités. A contrario, l'élevage avicole a accusé une baisse de 40,1% à 2 494 poules réformées. En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 39,8% à 1,125 milliard de FCFA.

Evolution de l'élevage

	2019	2020	2021	21/20
Poules pondeuses (en nombre)	6 612,0	4 161,0	2 494,0	-40,1%
Porcs (en tonnes)	–	52,0	173,0	231,4%
Œufs (en millions d'unités)	3,1	2,0	2,8	40,1%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	880,0	805,0	1 125,0	39,8%

Source : Enquête TBE

II.4.3 La pêche

En 2021, l'ensemble des activités du secteur pêche a enregistré une hausse de 18,4%, soit 22 544 tonnes capturées contre 19 034 tonnes en 2020. Cette performance a été réalisée grâce au dynamisme du segment pêche artisanale.

De même, la pêche industrielle a enregistré une hausse de 4,2% de ses captures à 5 513 tonnes en 2021. Par espèces, la quantité de poissons pêchés s'est chiffrée à 22 291 tonnes (+18,6%) tandis que celle des crustacés est évaluée à 253 tonnes (+6,3%).

Les opérateurs du segment pêche artisanale ont disposé d'une flotte constituée de 612 pirogues motorisées en 2021 contre 664 en 2020. Ce repli s'explique par le niveau élevé des coûts d'acquisition et d'entretien des moteurs hors-bord. L'activité industrielle a été animée par 16 chalutiers et 3 crevettiers. Les exportations des produits halieutiques se sont stabilisées à 785,8 tonnes en 2021. En revanche, les ventes locales ont diminué de 10,6%, soit 4 536 tonnes en 2021 pour 5 076 tonnes en 2020.

Evolution de l'activité de pêche

	2019	2020	2021	21/20
Flotte (en unités)				
Pirogues motorisées		664	612	-7,8%
Pirogues non motorisées		29	19	-34,5%
Chalutiers		16	16	0,0%
Crevettiers		3	3	0,0%
Production en tonnes		19 034	22 544	18,4%
Pêche industrielle		5 292	5 513	4,2%
Pêche artisanale		13 742	17 031	23,9%
Répartition par espèces				
Poissons		18 796	22 291	18,6%
Crustacés		238	253	6,3%
dont crevettes		234	207	-11,5%
autres		4	46	1050,0%
Exportations en tonnes		786	785,8	-0,03%
Ventes locales		5 076	4 536	-10,6%

Source : Enquête TBE

II.5 LES INDUSTRIES

II.5.1. Les Agro-industries

Les industries agroalimentaires sont composées des filières huiles et corps gras, de la raffinerie de sucre, des bières et boissons gazeuses, ainsi que de l'eau minérale. Durant l'année 2021, le chiffre d'affaires de la branche des industries agroalimentaires s'est apprécié de 16,9% à 294 milliards de FCFA, en raison de la reprise d'activité suite à la levée progressive des mesures gouvernementales et à la bonne orientation de la demande.

Evolution de l'activité consolidée des agro-industries

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	242 335	251 846	294 380	16,9%
Investissements (en millions de FCFA)	84 723	13 825	-	-
Effectifs (en nombre)	1 619	1 795	1 699	-5,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	21 583	23 127	25 865	11,8%

Source : Enquête TBE

II.5.1.1 Les huiles et corps gras

L'activité de la branche de production des huiles et corps gras a enregistré des résultats satisfaisants en 2021. En effet, l'approvisionnement régulier des usines en huile brute a permis à la société d'atteindre une production de 33 185 tonnes, en augmentation de 7,3%, portée essentiellement par l'huile raffinée (+19,5%).

Dans le même temps, les ventes locales et les exportations des huiles et corps gras se sont consolidées respectivement de 9,5% et 24,6%, du fait de la fermeté du carnet des commandes (domestique et extérieur). La commercialisation des produits élaborés s'est traduite par une hausse du chiffre d'affaires de 26,3% à 29 milliards de FCFA.

Les investissements se sont effondrés de 77,2% à 496 millions de FCFA, orientés vers l'entretien du matériel. Les effectifs se sont consolidés de 5,6% à 188 agents, pour une masse salariale en repli de 3,7%.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2019	2020	2021	21/20
Production (en tonnes)	22 636	30 925	33 185	7,3%
Huile raffinée (oléine)	13 221	17 966	21 474	19,5%
Savons	4 644	5 011	4 047	-19,2%
Autres produits (stéarine, acides gras)	4 771	7 948	7 664	-3,6%
Ventes (en tonnes)	12 164	23 484	25 722	9,5%
Huile raffinée	9 551	18 247	21 699	18,9%
Savons	2 613	5 238	4 023	-23,2%
Exportations (Stéarine, savons, acides gras)	4000	6 862	8 551	24,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18 465	23 186	29 273	26,3%
Investissements	2 907	2 178	496	-77,2%
Effectifs	193	178	188	5,6%
Masse salariale (millions de FCFA)	394	1 255	1 208	-3,7%

Source : Enquête TBE

II.5.1.2 La production sucrière

En 2021, la raffinerie de sucre a connu une activité contrastée, en raison de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur la production et les ventes. Ainsi, la production de sucre en granulé de 50 kg s'est affermie de 16,2% à 26 003 tonnes, du fait des conditions climatiques favorables et la maturation des cannes à sucre. Au niveau industriel par contre, les quantités de sucre transformé en morceaux et autres qualités se sont respectivement repliées de 11,1% et 6,4%.

Sur le plan commercial, les volumes vendus ont baissé de 2,7%, impactés par l'atonie de la demande (brasseries, boulangeries, ménages) et par les difficultés d'évacuation des produits aussi bien par la route que par la voie ferroviaire. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est contracté de 2,5% à 21 milliards de FCFA contre 21,6 milliards de FCFA en 2020.

S'agissant des investissements, une enveloppe de 3,4 milliards de FCFA a été allouée pour l'achat d'équipements. Les effectifs permanents ont enregistré une diminution de 2,1%, pour une masse salariale en baisse de 5,2% par rapport à 2020.

Evolution de l'activité sucrière

	2019	2020	2021	21/20
Production (en tonnes)	26 402,	22 372	26 003	16,2%
Importations (en tonnes)	6708	10 179	5 174	-49,2%
Total sucre transformé	14 683	22 042	20 035	-9,1%
<i>Sucre (en morceaux)</i>	<i>5 250</i>	<i>12 603</i>	<i>11 199</i>	<i>-11,1%</i>
<i>Autres (dose, granulé 1kg)</i>	<i>9 433</i>	<i>9 439</i>	<i>8 836</i>	<i>-6,4%</i>
Ventes (en tonnes)	31 531	31 954	31 098	-2,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	21 349	21 629	21 078	-2,5%
Investissements (en millions de FCFA)	4600	2 208	3 421	54,9%
Effectifs (nombre d'agents)	257	241	236	-2,1%
Masse salariale (en million de FCFA)	5 860	6 085	5 767	-5,2%

Source : Enquête TBE

II.5.1.3 Les boissons

II.5.1.3.1. Les bières et les boissons gazeuses

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré une consolidation de ses performances en 2021. Cette situation s'explique par l'assouplissement des mesures gouvernementales, notamment la réouverture d'un certain nombre d'activités (restaurants, hôtels, discothèques, etc.) et l'autorisation des manifestations de plus de 30 personnes. Ainsi, la production totale des boissons gazeuses et alcoolisées a augmenté de 10,6% pour se situer à 3 millions d'hectolitres, portée par les bières (+11%), les boissons gazeuses (+6,7%) et les boissons diverses (+81%).

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires a progressé de 11% à 161,9 milliards de FCFA contre 145,9 milliards de FCFA l'année précédente, en lien avec la fermeté de la demande. En matière d'emploi, les effectifs ont été de 1 056 agents à fin 2021 (+4,5%), pour une masse salariale en baisse de 9,9%.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2019	2020	2021	21/20
Productions (en hectolitres)	2 839 663	2 724 212	3 011 939	10,6%
Bières	1 711 741	1 702 342	1 892 052	11,1%
Boissons gazeuses	1 030 932	933 369	996 316	6,7%
Vins	48 571	41 951	39 314	-6,3%
Divers	48 419	46 550	84 257	81,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	155 043	145 979	161 974	11,0%
Investissements (en millions de FCFA)	1 177	739	-	-
Masse salariale (en millions de FCFA)	15 711	17 912	16 139	-9,9%
Effectifs (en nombre)	1 253	1 011	1 056	4,5%

Source : Enquête TBE

II.5.1.3.2 L'eau minérale

La branche de l'eau minérale présente des résultats satisfaisants au terme de l'année 2021. En effet, la production totale a augmenté de 2,9% à 1,14 million d'hectolitres, en raison de la bonne tenue du carnet de commandes et du dynamisme des gammes proposées par Sobraga (+9%) et Origen (+53%). Ainsi, les ventes ont généré un chiffre d'affaires de 21,9 milliards de FCFA, en hausse de 2,5% par rapport à 2020. Au niveau de l'emploi, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 9% et 13%.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2019	2020	2021	21/20
Production d'eau (en hectolitres)	1 094 970	1 115 597	1 147 409	2,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	21 151	21 324	21 864	2,5%
Investissements (millions de FCFA)	1 031	1 450	-	-
Effectifs (nombre d'agents)	92	78	71	-9,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 172	1 111	967	-13,0%

Source : Enquête TBE

II.5.2 Les Industries du Bois

La branche industrie du bois comprend trois (3) niveaux de transformation, à savoir :

- 1^{er} niveau : sciage et déroulage ;
- 2^{ème} niveau : moulures, profilés et parquets ;
- 3^{ème} niveau : menuiserie et ébénisterie.

Au terme de l'année 2021, les unités de transformation du bois ont enregistré un relèvement de leurs activités. En effet, la production de bois débités a augmenté de 34,5% à 1 577 862 m³, en lien avec l'amélioration du rendement des unités de production, la montée en puissance des usines nouvellement installées et l'approvisionnement régulier en grumes des usines dans la zone de Nkok.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont suivi cette tendance haussière et se sont situées respectivement à 171 854 m³ (+20,9%) et à 1 098 732 m³ (+34,4%). A l'export, ce regain est lié au dynamisme des commandes extérieures des bois débités en Asie et dans l'UE. Les ventes locales ont, quant à elles, été tirées par la hausse de la demande locale en bois débités (industriels et entreprises du BTP pour l'essentiel).

Evolution de l'activité des industries de bois

	2019	2020	2021	21/20
Production (m ³)	972 866	1 173 066	1 577 862	34,5%
Ventes locales (m ³)	97 587	142 141	171 854	20,9%
Exportations (m ³)	776 901	817 373	1 098 732	34,4%

Source : Enquête TBE

Les unités de sciage

Les unités de sciage ont enregistré de bonnes performances industrielle et commerciale au terme de l'année 2021. En effet, la production s'est établie à 872 331 m³, en hausse de 24,3% grâce à l'apport des nouvelles unités de production et à l'approvisionnement régulier en grumes.

Dans le même sillage, les exportations ont affiché une hausse de 18,7% à 567 903 m³, suite à la bonne orientation de la demande sur le marché international. Les ventes locales se sont accrues de 6,3% pour se situer à 120 006 m³.

Evolution de l'activité des industries de sciage

	2019	2020	2021	21/20
Production (m ³)	627 956	701 794	872 331	24,3%
Ventes locales (m ³)	87 568	112 903	120 006	6,3%
Exportations (m ³)	476 073	478 556	567 903	18,7%

Source : Enquête TBE

Les unités de déroulage

Le segment du déroulage comprend la transformation de bois en placages et en contreplaqués à base d'Okoumé, essentiellement. Le renforcement continu des capacités de production explique le dynamisme de cette branche.

Le placage

En 2021, l'activité du segment de fabrication de placages a enregistré des performances appréciables. En effet, la production a fortement progressé (+48,2%) pour atteindre 624 808 m³, en liaison avec la hausse du rendement des unités installées à Nkok.

Au niveau commercial, les ventes locales et les exportations ont augmenté respectivement de 74,8% et 63,9%. Les ventes ont tiré profit de la demande dans le BTP, au niveau domestique, et de la reprise de la demande internationale de ce produit.

Evolution de l'activité des industries de placage

	2019	2020	2021	21/20
Production (m ³)	310 821	421 621	624 808	48,2%
Ventes locales (m ³)	4 920	22 167	38 742	74,8%
Exportations (m ³)	277 052	301 429	494 190	63,9%

Source : Enquête TBE

Le contreplaqué

Au terme de l'année 2021, l'activité des unités de fabrication de contreplaqué s'est raffermie tant sur le plan industriel que sur le plan commercial. Ainsi, la production a augmenté de 62,6% à 80 724 m³, en lien avec l'entrée en production de nouvelles unités (Nkok), le bon rendement de celles précédemment installées et l'approvisionnement régulier en matières premières.

Sur le plan commercial, les ventes locales ont plus que doublé du fait de la reprise des activités dans la construction, entre autres. Les exportations ont fléchi de 2%, conséquence du repli de la demande sur le marché international.

Evolution de l'activité des unités de contreplaqué

	2019	2020	2021	21/20
Production (m ³)	34 089	49 651	80 724	62,6%
Ventes locales (m ³)	5 099	7 071	13 106	85,3%
Exportations (m ³)	23 776	37 388	36 638	-2,0%

Source : Enquête TBE

II.5.3 Le raffinage

La Société Gabonaise de Raffinage produit du butane, du gasoil, de l'essence, du kérosène et d'autres produits comme le pétrole lampant et le gaz liquéfié. Sa capacité de raffinage est de 1 200 000 tonnes métriques.

Le brut traité

En 2021, la raffinerie a traité 956 979 tonnes métriques de brut contre 834 223 tonnes métriques en 2020, confortée par la régularité des livraisons de brut à l'usine, suite à l'apurement de leur dette fournisseurs. Parallèlement, les importations ont augmenté de 25,5% pour répondre à la demande suscitée par la reprise d'activité post-Covid et pour couvrir le gap occasionné par l'arrêt technique d'entretien annuel de l'outil de production.

Evolution de l'activité de raffinage

(En tonnes métriques)	2019	2020	2021	21/20
Total brut traité	675 471	834 223	956 979	14,7%
Total Importations des produits raffinés	327 279	198 756	249 529	25,5%

Source : Enquête TBE

La commercialisation

Sur le plan commercial, la rétrocession des activités de Gabon Oil Marketing (GOM) à la SOGARA a contribué à l'amélioration de ses performances sur le marché local en 2021, portées par les ventes du butane (+221,4%), du pétrole lampant (+115,0%) et du gasoil (+85,74%). Le Résidu atmosphérique a suivi cette tendance haussière (+18,4%) pour se situer à 504 530 tonnes métriques

en 2021. En conséquence, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'est évalué à 419,503 milliards de FCFA, en hausse de 124,8%.

La société a affiché un résultat net positif de 1,25 milliard de FCFA contre une perte de 8,64 milliards de FCFA une année auparavant. Cette performance vient casser une spirale négative observée ces dernières années, en lien avec une amélioration de la gouvernance et une optimisation de l'outil de production.

Evolution des ventes de Sogara

	2019	2020	2021	21/20
Marché intérieur				
Butane TM	6 817	14 790	47 542	221,4%
Super (m ³)	55 907	53 090	90 583	70,6%
Pétrole lampant (m ³)	5 885	8 474	18 223	115,0%
Turbine FUEL 1 (m ³)	54 888	25 087	22 577	-10,0%
Gasoil moteur (m ³)	209 668	256 281	476 013	85,7%
Marché Export				
Jet A1	11 847	24 974	10 213	-59,1%
Résidu atmosphérique (RAT)	387 953	426 180	504 530	18,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	219 296	186 572	419 503	124,8%
Chiffre d'affaires intérieur	120 511	120 511	112 625	-6,5%
Chiffre d'affaires export	98 785	98 785	73 031	-26,1%

Source : Enquête TBE

Les investissements, les effectifs et la masse salariale

Les investissements, d'un montant de 13,9 milliards de FCFA en 2021, en baisse de 37,8%, ont été consacrés au renouvellement du matériel de production. A l'inverse, la masse salariale a augmenté de 13,2%, malgré un recul de 1,3% du nombre d'agents au cours de la période sous revue.

Evolution des autres indicateurs d'activité

	2019	2020	2021	21/20
Investissements (en millions de FCFA)	1 655	22 477	13 974	-37,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	9 989	14 749	16 693	13,2%
Effectifs (en nombre)	317	317	313	-1,3%

Source : Enquête TBE

II.5.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

En 2021, l'activité de la branche énergie et eau a enregistré de bonnes performances, au regard de l'évolution des principaux indicateurs, en lien avec la reprise économique.

Evolution de l'activité du secteur énergie

	2019	2020	2021	21/20
Abonnements (nombre)				
Electricité	404 948	374 948	390 198	4,1%
Eau	212 936	189 664	195 550	3,1%
Production en volume				
Electricité (en milliers de kwh)	2 818	2 722	2 793	2,6%
Production SEEG	1 826	1 853	1 877	1,3%
Production SP	992	869	916	5,4%
Eau (en millions de m ³)	118	117	123	5,1%
Ventes en volume				
Electricité (en milliers de kwh)	2 173	1 984	1 994	0,5%
Moyenne tension	1 079	896	927	3,4%
Basse tension	1 094	1 088	1 067	-1,9%
Eau (en millions de m ³)	61,9	61,2	59,9	-2,1%

Source : Enquête TBE

II.5.4.1 L'électricité

La branche de l'énergie électrique a consolidé son activité en 2021. En effet, la production nette d'électricité s'est redressée de 2,6% à 2 793 Gwh, tirée par la demande de la zone de Nkok, des miniers et des autres industriels.

Suivant la même tendance, les volumes facturés se sont améliorés de 0,5% à 1 994 Gwh. Les ventes, notamment celles de la basse tension, ont pâti des insuffisances de la facturation et des pertes constatées sur le réseau.

II.5.4.2 L'eau

En raison de la mise en service de la station CIM Gabon II, d'une capacité de 36 000 m³ d'eau par jour, la production de l'eau potable a progressé de 5,1% à 123 millions de m³. Les volumes vendus ont fléchi de 2,1% à 59,9 millions

de m³ en rapport avec les pertes observées dans le réseau de transport et de distribution ainsi que des insuffisances dans les opérations de facturation.

II.5.4.3 Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé du secteur s'est apprécié de 2,9% pour se situer à 243,6 milliards de FCFA au cours de la période d'analyse, porté par la bonne tenue du segment moyenne tension et des autres prestations. La valeur ajoutée a fléchi de 1,7% à 67,1 milliards de FCFA.

En recul de 11,7% pour un montant de 21 milliards de FCFA, les investissements ont servi principalement à l'achat de pièces détachées, de groupes électrogènes et du matériel roulant. Dans le même temps, les effectifs et la masse salariale se sont consolidés respectivement de 4,5% et 8,2%, en raison du renforcement des effectifs du secteur

Evolution des autres indicateurs consolidés du secteur énergie

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires total (en milliards de FCFA)	242,701	236,8	243,6	2,9%
Electricité	210,4	206,8	212,5	2,7%
Eau	24,2	23,863	23,34	-2,2%
Autres prestations	8,14	6,2	7,8	25,8%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	65,7	68,3	67,1	-1,7%
Investissements (en milliards de FCFA)	49,1	23,8	21,0	-11,7%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	40,7	43,9	47,5	8,2%
Effectifs (agents permanents)	2 148	2 198	2 296	4,5%

Source : Enquête TBE

II.5.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation sont constituées de la chimie, des matériaux de construction, de la seconde transformation des métaux, de la fabrication des médicaments génériques, ainsi que de l'imprimerie et de la presse.

II.5.5.1 La chimie

La chimie comprend les sous branches gaz industriels, la fabrication de matelas, des désinfectants, de papier à base d'ouate de cellulose, des peintures et de la fabrication des médicaments.

En 2021, l'activité de l'industrie chimique a enregistré une amélioration de ses performances industrielle et commerciale. Cette évolution est corrélée au relèvement de l'activité dans les secteurs des BTP et pétrole.

La commercialisation des produits chimiques a généré un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de FCFA, soit une hausse de 10,9% par rapport à 2020, consécutivement à la fermeté des commandes des industries minière et pétrolière et des ménages.

Par contre, les investissements ont fortement baissé (-81,1%) pour se situer à 242 millions de FCFA en 2021 contre 1,28 milliard de FCFA en 2020. Après la construction de l'usine de fabrication de médicaments dans la zone de Nkok, les investissements ont été orientés essentiellement vers le renouvellement des équipements.

Evolution de l'activité des industries chimiques

	2019	2020	2021	21/20
Productions				
- Peintures (tonnes)	3 346	3 154	3 863	22,5%
- Gaz industriels (m ³)	771 378	468 221	ND	-
- Charbon actif (en tonnes)	ND	341	525	54,0%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	16 224	13 074	14 501	10,9%
Investissements (millions de FCFA)	544	1 282	242	-81,1%
Masse salariale (millions de FCFA)	2 147	1 544	1 623	5,1%
Effectifs (en nombre)	258	229	303	32,3%

Source : Enquête TBE

Les peintures

L'activité de la sous-branche peintures est en hausse de 22,5%, soit 3 863 tonnes en 2021 contre 3 154 tonnes en 2020. Cette évolution est consécutive à la reprise d'activité de ses principaux clients des secteurs BTP, pétrole et mines..

Le charbon actif

La production de charbon s'est accrue de 54% à 525 tonnes contre 341 tonnes en 2020. Cette hausse est liée à la fermeté du carnet de commandes des clients internationaux suite à la réouverture des frontières..

II.5.5.2 Les matériaux de construction

Les matériaux de construction sont constitués de la production du ciment, de gravier et de l'extraction de sable. En 2021, l'activité des matériaux de construction a été morose au regard de ses résultats industriels et commerciaux.

En effet, la production de ciment s'est repliée de 3,9% à 470 086 tonnes, en raison de la forte concurrence exercée par le ciment importé. Suivant la même tendance, l'importation de clinker a reculé de 8,8% à 400 070 tonnes en lien avec le renchérissement des prix des matières premières.

A contrario, l'activité de la sous-branche de concassage (gravier) a enregistré un frémissement, portant sa production à 21 264 tonnes contre 20 316 tonnes une année auparavant, soit une hausse de 4,7%. Cette embellie résulte de la bonne tenue du carnet de commandes des BTP. En conséquence, la vente des matériaux de construction a généré un chiffre d'affaires de 34 milliards de FCFA, en baisse de 4,8%

Les investissements, orientés essentiellement vers l'entretien de l'outil de production, ont chuté de 90,9% à 576 millions de FCFA. En matière d'emploi, les effectifs ont augmenté de 23,3% à 111 employés, représentant une masse salariale de 1,55 milliard de FCFA.

Evolution des matériaux de construction

	2019	2020	2021	21/20
Importation de clinker (en tonnes)	459 799	438 597	400 070	-8,8%
Production de ciment (en tonnes)	546 434	489 344	470 086	-3,9%
Production de gravier (en tonnes)	54 000	20 316	21 264	4,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	38 304	35 784	34 066	-4,8%
Investissements (en millions de FCFA)	8127	6 348	576	-90,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 731	858	1 553	81,0%
Effectifs (en nombre)	158	90	111	23,3%

Source : Enquête TBE

II.5.5.3 La seconde transformation des métaux

L'activité de la seconde transformation des métaux comprend la chaudronnerie, la charpente métallique, la mécanique, la fabrication des tôles en aluminium et le recyclage des métaux. Les unités de fonderie permettent la transformation

à chaud des aciers pour produire du fer à béton, des lingots de plomb, de cuivre, d'aluminium, de laiton et de bronze.

L'activité de la seconde transformation des métaux a fléchi de 0,5% à 19 787 en 2021 tonnes contre 19 885 tonnes en 2020, plombée par la production des fers à béton (-8,7%). Cette évolution a toutefois été atténuée par la bonne orientation de la production des tôles (+24,5%) et des lingots (+19,8%), en lien avec la hausse de la demande tant locale qu'internationale.

Les ventes totales ont généré un chiffre d'affaires de 12,58 milliards de FCFA, en hausse de 23,3% par rapport à l'année précédente, suite au relèvement des prix des matières premières sur les marchés mondiaux. De même, les investissements ont fortement augmenté pour se situer à 1,148 milliard de FCFA en 2021, essentiellement consacré au renouvellement des équipements de production et à l'extension des usines. Les effectifs et la masse salariale ont progressé respectivement de 43,1% et de 12,3%.

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2019	2020	2021	21/20
Production (en tonnes)	26 145	19 885	19 787	-0,5%
Tôles	1 617	1 772	2 206	24,5%
Fers à béton	20 464	14 472	13 220	-8,7%
Lingots (plomb, cuivre, aluminium)	4 064	3 641	4 361	19,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 970	10 205	12 580	23,3%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	4 257	2 692	3 501	30,0%
Investissements (en millions de FCFA)	485	412	1 148	178,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 215	447	502	12,3%
Effectifs (en nombre)	464	225	322	43,1%

Source : Enquête TBE

II.5.5.4. L'imprimerie

Le chiffre d'affaires de l'imprimerie s'est légèrement redressé (+1,5%) à 1,2 milliard de FCFA en 2021, suite à la fermeté du carnet des commandes. A contrario, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 11,9% et 9,5%. Parallèlement, les investissements ont régressé de 29,1%, orientés essentiellement vers le renouvellement du matériel.

Evolution de l'activité de l'imprimerie

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 503	1 185	1203,3	1,5%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	699	584	636	9,0%
Investissements (en millions de FCFA)	1 963	79	56	-29,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	552	547	495	-9,5%
Effectifs (nombre d'employés)	59	59	52	-11,9%

Source : Enquête TBE

II.5.5.5. L'industrie minière

Suite à la décision d'arrêt définitif de la production de manganèse métal, le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M) ne produit plus que le silico manganèse. La production d'alliages de manganèse s'est située à 41 040 tonnes en 2021 contre 36 777 tonnes en 2020, soit une augmentation de 11,6%.

Les exportations ont reculé de 18,6% pour atteindre 37 831 tonnes. Cependant, le chiffre d'affaires s'est accru de 10,3% à 29,5 milliards de FCFA. Au niveau de l'emploi, les effectifs ont fléchi de 6,7% en 2021, à 209 agents, représentant une masse salariale de 5,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	2019	2020	2021	21/20
Production (en tonnes)	47 763	36 777	41 040	11,6%
Silico Manganèse (SiMn)	39 607	35 424	41 040	15,9%
Manganèse Métal (Mn Métal)	8 156	1 353	0	-100,0%
Ventes (en tonnes)	40 509	46 462	37 831	-18,6%
Silico Manganèse (SiMn)	33 398	43 391	37 828	-12,8%
Manganèse Métal (Mn Métal)	7 111	3 071	3	-99,9%
Chiffre d'affaires (en milliards FCFA)	27 229	26 748	29 501	10,3%
Investissements (en millions FCFA)	4 911			
Effectifs	420	224	209	-6,7%
Masse salariale (en millions FCFA)	8 680	6 503	5 407	-16,9%

Source : Enquête TBE

II.6 LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

En 2021, les BTP ont enregistré de très bonnes performances, contrastant avec le repli observé l'année précédente. La production vendue a affiché 122,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 44,3%. Cette bonne fortune est liée à la mise en œuvre du Plan d'Accélération et de la Transformation (PAT) à travers la relance de la commande publique, notamment les travaux de la Transgabonaise, la réhabilitation des deux voies du boulevard triomphal, la construction de la voie d'Alibandeng, des travaux d'aménagement en pavés et en béton bitumineux de certains axes routiers de Libreville. Il existe également de nombreux contrats privés, essentiellement les travaux sur la voie ferrée, le renouvellement de la carrière de Comilog, l'extension du réseau d'eau dans la zone de Razel et de Barracuda.

Ainsi, la valeur ajoutée s'est fortement appréciée (+ 42,6%) pour se situer à 35 milliards de FCFA sur la période d'analyse. Parallèlement, les investissements, consacrés à l'achat du matériel roulant (engins, camions, pelleteuses, pick-up...), ont progressé de 2,9% à 19,6 milliards de FCFA.

Dans le même temps, les effectifs se sont accrus de 1,2% à 2 515 agents permanents. Cette évolution est consécutive à la signature de contrats chantiers qui permettent une flexibilité de la main d'œuvre. Dans le sillage des effectifs, la masse salariale s'est appréciée de 5,0%.

Evolution de l'activité des BTP

	2019	2020	2021	21/20
Production vendue (en millions de FCFA)	91 054	84 910	122 447	44,3%
- Bâtiment-génie-civil	74 122	69 366	108 321	56,2%
- Lignes eau, électricité, téléphone	16 932	15 544	14 126	-9,1%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	24 270	24 705	35 235	42,6%
Investissements (en millions de FCFA)	21 885	19 052	19 603	2,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	20 867	21 233	22 286	5,0%
Effectifs permanents	2 618	2 485	2 515	1,2%

Source : Enquête TBE.

II.7 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

Le secteur des transports compte quatre branches. Il s'agit du :

- transport ferroviaire ;
- transport aérien ;
- transport maritime ;
- transport routier.

Les auxiliaires de transport viennent en complément des opérateurs œuvrant dans les branches citées plus haut. Ce sont des partenaires spécialisés dans l'organisation du transport des personnes (agences de voyages) et des marchandises (manutentionnaires, transitaires, commissaires en douane, etc..).

II.7.1 Le transport ferroviaire

Secteur transversal de l'activité économique, le transport ferroviaire a de nouveau joué son rôle de vecteur de croissance en enregistrant des performances remarquables en 2021. En effet, le volume global de marchandises transportées s'est chiffré à 10,01 millions de tonnes, soit une augmentation de 9,8% par rapport 2020. Cette embellie a été portée par le minerai de manganèse (+11,4%) et les produits pétroliers (+15,4%) en dépit du recul des autres produits.

Suivant la même tendance, le nombre de passagers a progressé de 39,2% à 226 976, suite à la levée des restrictions de déplacement entre le « Grand Libreville » et les autres localités.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2019	2020	2021	21/20
Total marchandises transportées	7 165 052	9 117 542	10 012 210	9,8%
Grumes (en tonnes)	378 474	378 424	349275	-7,7%
Bois débités (en tonnes)	18 240	96 799	92 474	-4,5%
Bois débités conteneurisés (en tonnes)	72 761	79 909	78 692	-1,5%
Manganèse (en tonnes)	6 248 610	8 149 579	9 081 524	11,4%
Produits pétroliers (en tonnes)	64 966	72 099	83 177	15,4%
Autres marchandises (en tonnes)	382 001	340 732	327 068	-4,0%
Passagers (en nombre)	321 615	163 113	226 976	39,2%

Source : Enquête TBE

Le transport ferroviaire a généré un chiffre d'affaires de 93,9 milliards de FCFA contre 91,3 milliards de FCFA une année auparavant. Dans le même temps, les effectifs et la masse salariale ont augmenté respectivement de 12,5% et 11,4%.

Les investissements ont baissé de 20,4% à 22 milliards de FCFA. Ils ont concerné la poursuite du programme de modernisation et de sécurisation du chemin de fer, dénommé Programme de Remise à Niveau (PRN).

L'année 2021 a été marquée par l'entrée de Meridian dans le capital de la Setrag (40%), aux côtés de Comilog (51%) et de l'Etat gabonais (9%). Meridian est spécialisé dans l'investissement et la gestion d'infrastructures ferroviaires.

Evolution des autres indicateurs du transport ferroviaire

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	83,5	91,27	93,95	2,9%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	44,8	26,07	22,80	-12,5
Masse salariale (en milliards de FCFA)	16,7	20,86	23,23	11,4%
Investissements (en milliards de FCFA)	38,6	27,69	22,05	-20,4%
Effectifs (en nombre)	1 081	1 188	1 337	12,5%

Source : Enquête TBE

II.7.2 Le transport aérien

En 2021, le transport aérien a enregistré un redressement de son activité au regard des résultats obtenus. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont augmenté de 18,8% à 11 960 vols. Le nombre de passagers transportés a connu la même évolution en affichant une hausse de 72,9% à 516 410 personnes. Cette performance a été soutenue par l'augmentation des rotations hebdomadaires tant au niveau domestique (Afrijet et National Airways Gabon) qu'à l'international (Air TM, RAM et Ethiopian). En revanche, le volume de fret a baissé de 4,3% à 11 726 tonnes..

Evolution de l'activité aérienne

	2019	2020	2021	21/20
Mouvements avions commerciaux	15 311	10 068	11 960	18,8%
- réseau domestique	5 317	4 609	5 918	28,4%
- réseau international	9 994	5 459	6 042	10,7%
Nombre passagers	793 505	298 604	516 410	72,9%
- vols domestiques	159 005	62 734	111 868	78,3%
- vols internationaux	531 842	206 886	306 752	48,3%
- en transit	102 658	28 984	97 790	237,4%
Volume du fret (tonnes)	13 506	12 247	11 726	-4,3%
- réseau domestique	633	612,35	703,56	14,9%
- réseau international	12 873	11 635	11 022	-5,3%

Source : Enquête TBE)

II.7.2.1 Le trafic aérien national

Au niveau du trafic aérien national, les mouvements commerciaux des avions ont augmenté de 28,4% à 5 918 vols en 2021 contre 4 609 vols en 2020. Le nombre de passagers est également en net progression de 78,3%, contrairement au volume fret qui lui a fléchi de 4,3%. Le regain d'activité observé est lié à l'assouplissement des mesures gouvernementales, qui a induit l'augmentation du nombre de vols.

II.7.2.2 Le trafic aérien international

Les mouvements commerciaux des avions et le nombre de passagers au niveau international ont progressé respectivement de 10,7% et 48,3%, suite au relèvement du nombre de rotations hebdomadaires.

II.7.2.3 Les résultats des compagnies aériennes.

Au terme de l'année 2021, l'activité de la branche du transport aérien s'est soldée par une augmentation de son chiffre d'affaires de 31,3% à 26,5 milliards de FCFA contre 20 milliards de FCFA en 2020. Dans le même temps, les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 26,3% et 4,3%.

Evolution des performances du transport aérien

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	61,46	20,20	26,53	31,3%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,61	0,92	0,88	-4,3%
Effectifs (en nombre)	133	57	42	-26,3%

Source : Enquête TBE

II.7.3 Le transport maritime et fluvial

II.7.3.1 Le transport maritime

La reprise d'activité observée dans la plupart des sous-branches est également effective au niveau des principales compagnies maritimes. En effet, cette branche a présenté des performances en amélioration au terme de l'année 2021. Le chiffre d'affaires s'est porté à 42,5 milliards de FCFA contre 37,59 milliards de FCFA en 2020, soit une hausse de 13,1%. De même, les effectifs et la masse salariale ont crû respectivement de 17,3% et 1,7%, tandis que les investissements ont reflué de 34,9%.

Evolution des performances du transport maritime

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	65,6	37,59	42,5	13,1%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	18,9	10,16	1,47	-85,5%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	13,9	17,6	17,9	1,7%
Investissements (en milliards de FCFA)	11,1	6,3	4,1	-34,9%
Effectifs (en nombre)	1496	1 116	1 309	17,3%

Source : Enquête TBE

II.7.3.2 Le transport lagunaire et fluvial

II.7.3.2.1 Le transport côtier

La Compagnie Nationale de Navigation Intérieure et Internationale (C2N2I) est une société spécialisée dans le transport maritime dont l'activité principale est le transport des passagers. Elle assure la desserte sur la ligne Libreville/Port-Gentil.

L'activité du transport côtier a été atone en 2021, en raison de la crise sanitaire, des avaries sur les navires et des grèves des employés qui ont occasionné des interruptions d'exploitation. Ainsi, le nombre de rotations des navires a baissé

de 6,7% induisant une contraction de 20,5% du nombre de passagers et de 44,9% du chiffre d'affaires.

Evolution des performances du transport côtier

	2019	2020	2021	21/20
Nombre de bateaux	2	2	2	0,0%
Rotation des navires (en nombre)	220	150	140	-6,7%
Nombre de passagers transportés	33 986	10 860	8 630	-20,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 515	2 690	1 482	-44,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 077	2 183	1 931	-11,5%
Effectifs (en nombre)	297	277	277	0,0%

Source : Enquête TBE

II.7.3.3 Les activités portuaires

En 2021, les indicateurs de suivi de l'activité portuaire ont maintenu leur tendance haussière. En effet, le volume global des marchandises manipulées a augmenté de 16,0% à 12,7 millions de tonnes contre 10,9 millions de tonnes une année auparavant. Cette bonne orientation de l'activité provient du trafic manganèse (+7,5%), bois ouvrés (+42,4%) et autres marchandises (+43,1%).

Bilan activité portuaire

	2019	2020	2021	21/20
Mouvements des bateaux (en nombre)	3 065	3 608	3 884	7,6%
Volume total de marchandises	9 072 845	10 960 091	12 710 265	16%
Bois débités (en tonnes)	234 690	231 793	330 040	42,4%
Manganèse (en tonnes)	6 139 783	8 341 605	8 964 388	7,5%
Autres marchandises (en tonnes)	2 698 372	2 386 693	3 415 837	43,1%

Source : Enquête TBE

Le port d'Owendo

L'activité au port sous douane d'Owendo s'est à nouveau consolidée en 2021. En effet, les mouvements des bateaux sont en hausse de 5,9% à 1 682 rotations. De même, le volume global de marchandises manipulées a augmenté de 8,5% à 5,3 millions de tonnes, en raison de l'effet combiné du relèvement des quantités exportées des bois ouvrés et des Autres marchandises.

Evolution de l'activité du port d'Owendo

	2019	2020	2021	21/20
Mouvements des bateaux (en nombre)	1 210	1 588	1 682	5,9%
Volume total de marchandises	3 839 975	4 902 075	5 317 550	8,5%
Bois débités (en tonnes)	199 764	178 139	260 496	46,2%
Manganèse (en tonnes)	2 859 436	4 039 693	3 999 502	-1,0%
Autres marchandises (en tonnes)	780 775	684 243	1 057 552	54,6%

Source : Enquête TBE

Le port de Port-Gentil

L'activité au port de Port-Gentil a enregistré des performances notables en 2021. Les mouvements de bateaux ont effectivement augmenté de 5,7%. Le volume global des marchandises manipulées a progressé de 25,8% à 201 358 tonnes, tiré par les exportations des bois débités et des autres marchandises.

Evolution de l'activité au port de Port-Gentil

	2019	2020	2021	21/20
Mouvements de bateaux (en nombre)	344	528	558	5,7%
Volume total de marchandises	94 472	160 031	201 358	25,8%
Bois débités (en tonnes)	34 926	53 654	69 544	29,6%
Autres marchandises (en tonnes)	59 546	106 377	131 814	23,9%

Source : Enquête TBE

Le Port Môle

L'activité au port môle et dans les différents beaches (Barracuda et Acae pour le transport du sable et du gravier) s'est améliorée tant pour les mouvements des bateaux (+7,8%) que pour les marchandises (+186,5%).

Evolution de l'activité au port Môle

	2019	2020	2021	21/20
Mouvements des bateaux (en nombre)	1 304	1 278	1 378	7,8%
Volume total de marchandises (en tonnes)	642 619	287 407	823 393	186,5%
Poissons	9 857	9 384	7 840	-16,5%
Autres marchandises	632 762	278 023	815 553	193,3%

Source : Enquête TBE

Ports cargo et minéralier d'Olam

Les performances des plateformes portuaires sous douane gérées par Olam se sont consolidées. Ainsi, les mouvements de bateaux se sont améliorés de 24,3% à 266 rotations en 2021. Dans le même temps, le volume global de marchandises a augmenté de 13,5% à 6,36 millions de tonnes en 2021, grâce au transport du manganèse.

Evolution de l'activité aux ports cargo et minéralier d'Olam

	2019	2020	2021	21/20
Mouvements des bateaux (nombre)	207	214	266	24,3%
Volume de marchandises (en tonnes)	4 495 779	5 610 578	6 367 964	13,5%
Manganèse CITIC	603 554	552 242	853 402	54,5%
Manganèse de Comilog	1 666 504	2 226 335	2 505 665	12,6%
Manganèse de NGM	1 010 289	1 523 335	1 605 819	5,4%
Clinker de CIMAF	539 499	433 635	444 220	2,4%
Autres marchandises	675 933	875 031	958 858	9,6%

Source : Enquête TBE

II.7.4 Le transport routier

Cette branche d'activité comprend le transport de personnes en zone urbaine, périurbaine et interurbaine, ainsi que l'acheminement de marchandises. Celle-ci a terminé l'année 2021 avec des résultats mitigés.

Le parc automobile du transport urbain public⁽¹⁾ a baissé de 5,9% à 254 véhicules (taxi, bus et autobus) comparativement à 2020. De même, le nombre de passagers transportés par voie routière a explosé pour se situer à 31 millions, en lien avec le dynamisme de l'activité de Trans'Urb et la poursuite de la gratuité des transports publics. De ce fait, le chiffre d'affaires a chuté de 56,5% à 1,05 milliard de FCFA.

En matière d'emploi, les effectifs ont diminué de 2,2% à 1 075 agents contre 1 099 agents en 2020, pour une masse salariale de 5,6 milliards de FCFA.

⁽¹⁾Sogatra et Trans'Urb

Evolution de l'activité du transport routier (urbain du Grand Libre-ville)

	2019	2020	2021	21/20
Parc automobile (nombre de taxis, bus et autobus)	56	270	254	-5,9%
Nombre de personnes transportées (en millions)	2,12	13,37	31,36	134,5%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	1	2,42	1,05	-56,5%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	0,18	5,27	3,99	-24,1%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	6,24	6,44	5,61	-12,9%
Investissements (en milliards de FCFA)	0,22	0,22	0,28	27,3%
Effectifs (en nombre)	1 036	1 099	1 075	-2,2%

Source : Enquête TBE

II.7.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe les entreprises dont l'activité est focalisée sur les différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA) ;
- les agences de voyages ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime.

En 2021, le chiffre d'affaires des auxiliaires de transport s'est accru de 12,3%. La reprise du trafic passagers, la mobilisation du matériel offshore des compagnies pétrolières et une hausse globale du trafic conteneurisé ont permis de réaliser ces bons résultats. Dans le même temps, les effectifs se sont renforcés de 16,5%, alors que la masse salariale a baissé de 26,9% à 25 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	76,6	90,8	101,9	12,3%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	38,3	41,8	40,9	-2,2%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	21,2	34,2	25,0	-26,9%
Investissements (en milliards de FCFA)	5,2	6,4	2,5	-61,5%
Effectifs (en nombre)	947	1 249	1 455	16,5%

Source : Enquête TBE

II.8 COURRIERS ET TELECOMMUNICATIONS

Le secteur courriers et télécommunications est constitué des sociétés intervenant dans :

- la transmission radiotélévisée et l'approvisionnement des fournitures d'accès à internet ;
- la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres ;
- l'acheminement du courrier express ;
- la téléphonie mobile et filaire ;
- la commercialisation et l'installation des équipements pour le réseau de la télévision par satellite.

Les importants investissements réalisés ces dernières années ont entraîné de profondes mutations sur le marché des télécommunications au Gabon. De ce fait, les principaux centres urbains sont désormais connectés à la technologie 3G/4G. Le déploiement de la fibre optique et les offres de box internet permettent aux opérateurs d'avoir en moyenne un taux de pénétration de 95%.

Au regard de l'évolution des principaux indicateurs de suivi, l'activité de la téléphonie s'est consolidée à fin 2021. Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone s'est accru de 3,3% à 3,17 millions par rapport à l'année précédente. De même, celui des abonnés à internet a augmenté de 9,6% à 2,28 millions, en lien avec l'explosion d'internet haut débit (+122,5%) et internet mobile (+8,9%).

Evolution du nombre d'abonnés

	2019	2020	2021	21/20
Téléphone ordinaire	22 332	25 428	31 708	24,7%
Téléphone cellulaire	2 992 811	3 050 028	3 144 609	3,1%
Total abonnés téléphone	3 015 143	3 075 456	3 176 317	3,3%
Nombre abonnés ADSL	17 958	12 526	27 874	122,5%
Nombre abonnés Internet Mobile (GSM)	2 048 745	2 071 537	2 255 282	8,9%
Total abonnés Internet	2 066 703	2 084 063	2 283 156	9,6%

Source : Enquête TBEI

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 0,5% à 273,5

milliards de FCFA, suite à la bonne orientation de l'activité de la télévision satellitaire et de l'abonnement internet (Canal Box, ADSL et autres).

De même, les investissements se sont accrus de 20,8% à 31,9 milliards de FCFA, en raison de la reprise de l'exécution des anciens projets d'investissement et/ou du démarrage de nouveaux projets. A contrario, la valeur ajoutée s'est contractée de 0,8%. Certaines structures parviennent à peine à couvrir les charges additionnelles occasionnées par la pandémie.

En matière d'emploi, les effectifs ont baissé de 2,6% à 1 621 agents alors que la masse salariale a légèrement augmenté de 0,5% pour se situer à 15,1 milliards de FCFA

Evolution des performances du secteur courriers et télécommunications

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	250,5	272,2	273,5	0,5%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	118,2	104,3	103,5	-0,8%
Investissements (en milliards de FCFA)	338,6	26,4	31,9	20,8%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	17,4	15,06	15,14	0,5%
Effectifs (en nombre)	887	1 665	1 621	-2,6%

Source : Enquête TBE

II.9 LE COMMERCE

Le secteur commerce comprend les entreprises qui achètent des marchandises et les revendent en l'état, à savoir :

- le commerce général structuré qui regroupe un ensemble d'entreprises opérant dans la distribution et la vente de produits divers (alimentation, habillement, cosmétiques, quincaillerie, etc.) ;
- le commerce des véhicules qui concerne principalement les concessionnaires agréés, regroupés pour la plupart au sein de l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI) ;
- le commerce des produits pétroliers qui est assuré par le Groupe des Professionnels Pétroliers (GPP) distributeurs des produits dérivés du pétrole (lubrifiant, carburant, gaz etc.) ;
- le commerce des produits pharmaceutiques qui compte deux distributeurs de gros des produits pharmaceutiques que sont Pharmagabon et Ubipharm Gabon.

En 2021, l'activité du secteur commerce s'est consolidée de 6,5% à 1 008 milliards de FCFA, traduisant une hausse de la demande domestique. La reprise de l'activité dans la branche des produits pétroliers (montée en gamme de l'offre des lubrifiants) et la bonne tenue du commerce des produits pharmaceutiques (bonne orientation du marché du médicament et l'ouverture de nouvelles pharmacies) en sont les facteurs explicatifs.

Dans le même temps, les investissements ont chuté de 65,8% suite à la fin des projets d'envergure engagés au cours des dernières années. Suivant la même tendance, les effectifs et la masse salariale se sont contractés respectivement de 3,6% et 0,5%.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	1 068	947	1 008	6,5%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	112	107	129	20,6%
Investissements (en milliards de FCFA)	23	76	26	-65,8%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	38	182	181	-0,5%
Effectifs (nombre d'agents)	5 905	5 853	5 641	-3,6%

Source : Enquête TBE

II.9.1 Le commerce général structuré

Au terme de l'exercice 2021, l'activité du commerce général structuré a reculé de 2,6% pour s'établir à 454 milliards de FCFA contre 466 milliards de FCFA l'année précédente. Ce léger repli est la résultante des restrictions imposées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, mais également de la grève des agents des douanes et des difficultés des opérateurs à s'adapter à la nouvelle réglementation de change.

Parallèlement, les investissements ont chuté de 81,0% à 12 milliards de FCFA, essentiellement orientés vers l'entretien des récentes acquisitions. De même, la masse salariale et les effectifs ont respectivement fléchi de 2,9% et 3,9%, suite aux départs volontaires et à la retraite.

Evolution du commerce général structuré

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	476	466	454	-2,6%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	51	57	60	5,3%
Investissements (en milliards de FCFA)	11	63	12	-81,0%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	25	35	34	-2,9%
Effectifs (nombre d'agents)	4 639	4 630	4 448	-3,9%

Source : Enquête TBE

II.9.2 Le commerce de véhicules

En 2021, le commerce de véhicules a enregistré une seconde année de baisse à 2 493 unités, soit un recul de 2,8%. Cette évolution a été atténuée par l'accroissement des ventes de véhicules industriels, en lien avec le dynamisme des entreprises minières et le regain dans les BTP grâce au lancement des travaux du PAT. Dans le sillage des ventes, le chiffre d'affaires s'est contracté de 3,8% à 102 milliards de FCFA.

Portant sur la réfection des bâtiments et le renouvellement du matériel roulant, les investissements ont fortement progressé (+44,4%) pour se chiffrer à 2,6 milliards de FCFA. Les effectifs et la masse salariale ont baissé respectivement de 1,9% (licenciements économiques) et de 8,5%.

Evolution du commerce de véhicules

	2019	2020	2021	21/20
Vente de véhicules neufs (unité)	2 671	2 564	2 493	-2,8%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	109	106	102	-3,8%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	18	17,37	17,63	1,5%
Investissements (en milliards de FCFA)	1,6	1,8	2,6	44,4%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	0,62	0,59	0,54	-8,5%
Effectifs (nombre d'agents)	682	802	787	-1,9%

Source : Enquête TBE

II.9.3 Le commerce de produits pétroliers

L'activité de négoce de produits pétroliers a enregistré de bonnes performances. En effet, les ventes se sont consolidées de 10,6% à 541 300 tonnes métriques au terme des douze mois de l'année 2021. Cet affermissement est lié à la bonne tenue du carnet de commandes, notamment des secteurs BTP, Mines, Forêt et Energie. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est porté à 385 milliards de FCFA, en augmentation de 23,1% sur un an.

Destinés essentiellement à l'agrandissement des dépôts et à la construction de nouvelles stations-services, les investissements réalisés à hauteur de 11,3 milliards de FCFA ont progressé de 2,9%. En matière d'emploi, les effectifs ont diminué de 3,6% pour s'établir à 404 agents, représentant une masse salariale de 10 milliards de FCFA.

Evolution du commerce de produits pétroliers

	2019	2020	2021	21/20
Vente en volume (TM)	654 076	489 395	541 300	10,6%
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	422	312,86	385,09	23,1%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	36	23,71	41,24	73,9%
Investissements (en milliards de FCFA)	9,97	11	11,32	2,9%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	10,9	10,29	10,14	-1,5%
Effectifs (nombre d'agents)	445	419	404	-3,6%

Source : Enquête TBE

II.9.4 Le commerce de produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires du commerce de produits pharmaceutiques a augmenté de 9,8% à 67 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par la forte demande en médicaments générée par la crise sanitaire mais également par l'ouverture de nombreuses pharmacies et autres dépôts pharmaceutiques à travers le pays.

De même, les investissements se sont relevés de 9,4% à 350 millions de FCFA et ont financé le renouvellement du parc automobile (véhicules de liaison) et des équipements (chariots). Les effectifs se sont stabilisés à 136 agents pour une masse salariale qui a progressé de 7,9% à 1,78 milliard de FCFA.

Evolution du commerce de produits pharmaceutiques

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	61	61	67	9,8%
Valeur ajoutée (en milliards de FCFA)	7	9	10	11,2%
Investissements (en milliards de FCFA)	0,29	0,32	0,35	9,4%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	1,5	1,65	1,78	7,9%
Effectifs (nombre d'agents)	139	136	136	0%

Source : Enquête TBEE

II.10 LES AUTRES SERVICES

Le secteur des autres services comprend les services rendus aux particuliers, les services de mécanique générale, les services immobiliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

Après l'atonie observée lors de la crise sanitaire, la branche des autres services a enregistré un renforcement de son chiffre d'affaires de 14,0% à 114,6 milliards de FCFA en 2021 contre 100,5 milliards de FCFA en 2020. Ce regain d'activité est lié à la reprise dans la quasi-totalité des secteurs.

Les investissements sont en hausse de 31,1% à 52,2 milliards de FCFA, suite aux efforts consentis pour l'acquisition de matériels et la reprise des chantiers arrêtés lors de la crise sanitaire, principalement. Les effectifs et la masse salariale sont en quasi-stabilité à 2 649 agents et 28,9 milliards de FCFA.

Evolution des indicateurs consolidés des autres services

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	142 008	100 550	114 661	14,0%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	53 395	43 521	46 208	6,2%
Investissements (en millions de FCFA)	30 185	39 870	52 255	31,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	44 109	28 821	28 975	0,5%
Effectifs (en nombre)	7 647	2 661	2 649	-0,5%

Source : Enquête TBE.

II.10.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers regroupent les entreprises exerçant une diversité de prestations, à savoir : les services médicaux, l'auto-école, les prestations funéraires, la photographie, les jeux et les loisirs, la décoration, etc.

L'activité des services rendus aux particuliers a été bien orientée en 2021. En effet, le chiffre d'affaires s'est consolidé de 18,6% à 50,5 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par l'allègement des mesures restrictives et le lancement de nouveaux produits dans les maisons de jeux et loisirs. Elle se justifie également par l'accroissement des prestations médicales et de l'activité des maisons funéraires suite à la Covid. Les investissements, en très forte hausse, ont porté sur l'achat d'équipements et l'amélioration de la productivité, pour une valeur de 9,2 milliards de FCFA. Concernant l'emploi, les effectifs ont baissé de 1,6%, suite aux départs à la retraite. Le paiement des indemnités a entraîné une hausse de 5,1% de la masse salariale.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	41 504	42 664	50 581	18,6%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	15 893	20 124	18 357	-8,8%
Investissements (en millions de FCFA)	6 411	4 530	9 215	103,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	12 200	11 696	12 289	5,1%
Effectifs (en nombre)	1 330	1 465	1 441	-1,6%

Source : Enquête TBE

II.10.2 Les services immobiliers

Les activités des services immobiliers regroupent les transactions immobilières, le syndic d'immeubles, la location, la vente, la gestion du patrimoine et la maîtrise d'ouvrages.

Les services immobiliers ont enregistré un frémissement de leur activité eu égard au léger relèvement du chiffre d'affaires de 1,1% à 6,9 milliards de FCFA. Cette évolution a été soutenue par les transactions immobilières (ventes de parcelles bâties et non bâties, location, réhabilitation et gestion du parc immobilier).

Les investissements se sont accrus de 52,8% à 981 millions de FCFA sur la période sous revue. Cette bonne fortune est consécutive à la reprise des projets arrêtés et au lancement de nouveaux programmes. Dans le même temps, les effectifs et la masse salariale ont augmenté respectivement de 3,5% et de 2,9%.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 611	6 918	6 994	1,1%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	3 172	2 549	5 033	97,4%
Investissements (en millions de FCFA)	6 801	642	981	52,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 357	2 155	2 217	2,9%
Effectifs (en nombre)	229	200	207	3,5%

Source : Enquête TBE

II.10.3 Les services rendus aux entreprises

Les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, de contrôles et d'expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels composent les services rendus aux entreprises.

La reprise d'activité observée dans la majorité des secteurs a impacté cette branche, notamment à travers une amélioration du recouvrement, la reprise des contrats clients, le développement de nouvelles offres, le maintien du consulting et du conseil juridique. En conséquence, le chiffre d'affaires a augmenté de 9,6% pour s'établir à 38,4 milliards de FCFA.

Dans le même temps, les investissements se sont accrus de 21,9% à 41,8 milliards de FCFA. De même, les effectifs se sont stabilisés à 769 employés en 2021 pour une masse salariale en retrait de 4,7%.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	75 481	35 014	38 392	9,6%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	31 921	18 632	19 937	7,0%
Investissements (en millions de FCFA)	16 927	34 328	41 847	21,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	27 777	13 477	12 841	-4,7%
Effectifs (en nombre)	5 852	765	769	0,5%

Source : Enquête TBE

II.10.4 Les services de mécanique générale

Les services de mécanique générale regroupent les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et autres moteurs.

Les activités des services de mécanique générale ont été florissantes en 2021. En effet, les ventes ont connu un essor considérable après le retour progressif vers un niveau normal des activités du tissu économique national. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires est passé de 15,9 milliards de FCFA en 2020 à 18,6 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de 17,2%.

A contrario, les investissements se sont repliés de près de 43,0% pour s'établir à 212 millions de FCFA en 2021 contre 370 millions de FCFA en 2020.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	15 412	15 954	18 694	17,2%
Valeur ajoutée (en millions de FCFA)	2 409	2 216	2 881	30,0%
Investissements (en millions de FCFA)	46	370	212	-42,7%
Masse salariale (en millions de FCFA)	1 775	1 493	1 628	9,0%
Effectifs (nombre d'agents)	236	231	232	0,4%

Source : Enquête TBE

III.11 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Avec l'allègement des mesures de riposte contre la pandémie de Covid-19, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration renait de la paralysie occasionnée par la crise sanitaire.

Les activités du secteur sont :

- l'hébergement (hôtels, motels, résidences, auberges) ;
- la restauration (restaurants, catering, restauration collective, snack-bar, cafétérias).

II.11.1 L'hôtellerie

La branche de l'hôtellerie comprend trois segments :

- la grande hôtellerie (unités répondant aux normes internationales), sous la gestion du Groupe Waly hôtel and Resort, des chaînes intégrées (LEGACY) et des indépendants ;
- la petite hôtellerie (hôtels de moyenne capacité) ;
- l'hébergement touristique commercial non hôtelier (meublés de tourisme, chambres et maisons d'hôtes, locations saisonnières).

II.11.1.1 Les hôtels de classe internationale

L'activité hôtelière a amorcé une remontée en 2021, suite à l'assouplissement des restrictions sanitaires. Toutefois, cette activité demeure en deçà du niveau d'avant crise. En effet, la reprise de l'exploitation des structures de cette branche a généré un gain de 6,6 points sur le taux d'occupation. De même, le nombre de clients a augmenté de 78,8% et le prix moyen de la chambre a reculé de 5,6%. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 61,7%, conforté par les segments hébergement et restauration, en hausse respectivement de 71,1% et 78,8%.

Par ailleurs, les différents départs à la retraite (normale, volontaire et anticipée) ont alourdi la masse salariale de 2,4%. Parallèlement, la signature de Contrats à Durée Déterminée (CDD) a relevé le nombre d'employés de 2,8% à 672 agents.

Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	17,4	8,1	13,1	61,7%
Nombre de clients	133 426	72 373	129 380	78,8%
Taux d'occupation %	41,3	30,98	37,61	6,6 pts
Prix moyen/chambre (en FCFA)	79 154	73 781	69 618	-5,6%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	3	4,2	4,3	2,4%
Effectifs (en nombre)	625	654	672	2,8%

Source : Enquête TBE

II.11.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Le segment de la petite hôtellerie a été dans l'ensemble sous exploité en 2021. L'adaptation aux protocoles sanitaires s'est faite difficilement (absence de terrasses, surfaces insuffisantes pour le respect de la distanciation physique).

En dépit des tensions de trésorerie, le chiffre d'affaires s'est établi à 717,5 millions de FCFA contre 643 millions de FCFA en 2020, soit une amélioration de 11,6%.

II.11.2 La restauration

Cette branche comprend :

- les restaurants de haut de gamme (incorporés dans les structures à dimension internationale et ceux en implantation libre) ;
- les restaurants de taille moyenne ;
- la restauration collective (catering) et la restauration de proximité (mobile ou en ligne).

La restauration a enregistré un relèvement de son activité en 2021, suite à la mise en service des nouvelles unités. En effet, le chiffre d'affaires consolidé est passé de 4,8 milliards de FCFA en 2020 à 7,1 milliards de FCFA, soit une hausse de 47,9%.

La reprise des commandes provenant du secteur pétrolier, l'allègement des mesures restrictives et l'augmentation des vols internationaux intervenus au deuxième semestre 2021 ont stabilisé l'activité de la restauration collective, après la forte chute enregistrée depuis la survenue de la crise sanitaire. Le chiffre d'affaires s'est relevé de 0,3% à 18,8 milliards de FCFA.

L'abandon des marchés à faible rentabilité, les difficultés d'accès aux sites (mesures anti covid et diminution des turnover) et la fin des CDD ont induit la baisse des effectifs (-12,8%) et de la masse salariale (-0,8%).

Evolution de l'activité de la restauration collective

	2019	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	16 429	18 771	18 835	0,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	4 536	4 212	4 180	-0,8%
Effectifs (permanents)	361	847	739	-12,8%

Source : Enquête TBE

II.12 LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

En 2021, le système bancaire gabonais compte sept (07) banques en activité. La levée partielle des mesures restrictives a induit une amélioration des performances de ce secteur.

Ainsi, le total agrégé du bilan des banques s'est raffermi de 15,2% à 3 266,6 milliards de FCFA contre 2 835,6 milliards de FCFA en 2020. Les dépôts de la clientèle et les crédits octroyés se sont consolidés respectivement de 8,1% à 2 353,9 milliards de FCFA et de 16% à 1 854,2 milliards de FCFA. Le produit net bancaire (PNB) a suivi la même tendance haussière (+2,9%).

En termes de développement du secteur, le nombre d'agences a augmenté de 2,5% et le nombre de guichets automatiques de billets (GAB) de 3,0%. Les effectifs du secteur bancaire ont progressé de 1,4%. En conséquence, la masse salariale s'est relevée de 7,7% à 46,1 milliards de FCFA, suite aux revalorisations salariales et aux recrutements.

Structure du réseau bancaire

	2019	2020	2021	21/20
Nombre d'agences	79	80	82	2,5%
Nombre de GAB	257	264	272	3,0%
Nombre de clients	341 319	378 184	388 381	2,7%
Effectifs	1 653	1 615	1 638	1,4%
Masse salariale (en milliards de FCFA)	44,1	42,8	46,1	7,7%

Sources : BEAC, banques, enquête TBE

II.12.1 Les banques commerciales et de développement

Les ressources

En 2021, les ressources collectées par le secteur bancaire ont augmenté de 8,1% à 2 353,9 milliards de FCFA, tirées par la bonne tenue des dépôts des entreprises.

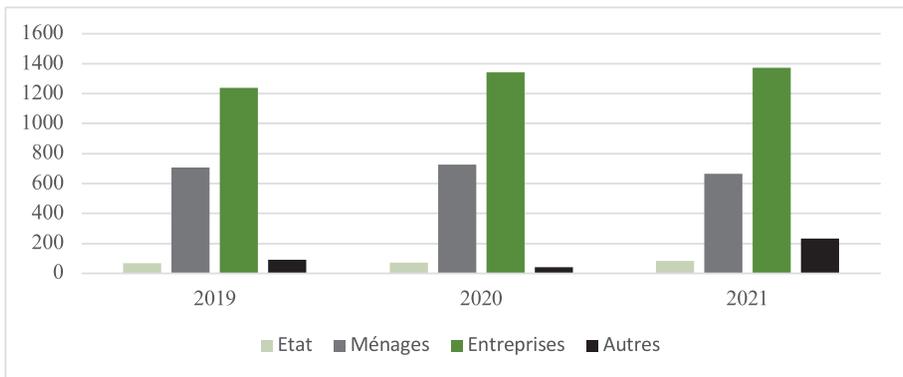
En effet, les dépôts des entreprises ont enregistré une hausse de 2,5% à 1 373,5 milliards de FCFA sur la période. Celle-ci est corrélée à la reprise de l'activité économique mais aussi au rapatriement d'une part non négligeable des recettes d'exportations. En outre, les entreprises ont bénéficié de l'opération de titrisation de la dette intérieure de l'Etat pour recouvrer certaines créances en souffrance. Par ailleurs, les banques ont proposé à leur

clientèle une gamme de produits innovants qui a favorisé la collecte de l'épargne.

Evolution des dépôts de la clientèle par type de déposants

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Etat	69,6	70,7	83,6	18,2%
Ménages	708,2	724,8	665,8	-8,1%
Entreprises	1 238,40	1 340,5	1 373,5	2,5%
Autres	89,4	41,9	231,0	451,3%
Total	2 105,6	2 177,9	2 353,9	8,1%

Sources : Banques, COBAC



Les crédits distribués

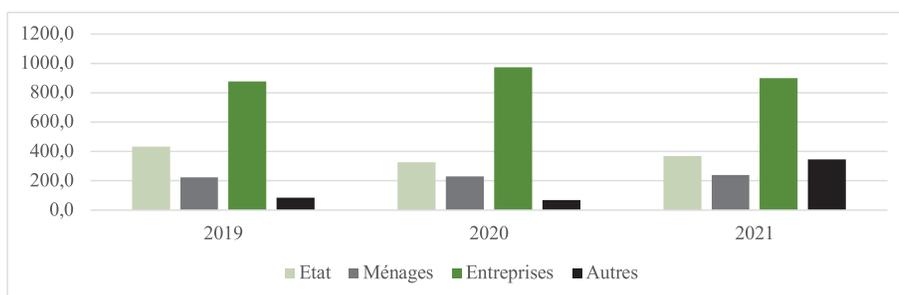
L'encours des crédits distribués en 2021 a progressé de 16,0% pour s'établir à 1 854,2 milliards de FCFA contre 1 598,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette embellie est principalement tributaire de l'accroissement concomitant des crédits accordés à l'Etat (+13%) et aux ménages (+4,7%).

Parallèlement, les crédits consentis aux entreprises sont en retrait de 7,6% à 900,8 milliards de FCFA en 2021, consécutivement à l'attentisme de certains opérateurs économiques. A l'opposé, les crédits aux ménages, constitués essentiellement du crédit à la consommation, ont enregistré une hausse de 4,7% à 239,9 milliards de FCFA.

Evolution des crédits distribués par type de client

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Etat	431,8	326,1	368,6	13,0%
Ménages	224,8	229,1	239,9	4,7%
Entreprises	878,5	974,5	900,8	-7,6%
Autres	86,7	68,4	344,9	404,2%
Total	1 621,80	1 598,10	1 854,2	16,0%

Sources : établissements bancaires, COBAC



Les opérations de gestion

Le total des actifs des banques s'est raffermi de 15,2% à 3 266,6 milliards de FCFA en 2021. Les fonds propres ont augmenté de 18,7%, en raison de la nécessité pour les banques de conforter leur solvabilité et leur liquidité. En effet, l'évolution rapide des crédits distribués comparée au volume des dépôts collectés constitue un risque de gestion pour les banques. Toutefois, celui-ci pourrait être atténué par une flexibilité accrue du marché interbancaire.

Les créances en souffrance se sont alourdies de 1,2% à 157,8 milliards de FCFA sur la période pour représenter 8,5% des crédits bruts distribués tandis qu'ils représentaient 9,8%, l'année précédente. Le taux de couverture des créances en souffrance par les provisions s'élève à 67,5% en 2021 contre 66,8% en 2020. Cette évolution traduit la prise en compte par les banques du risque d'insolvabilité de la clientèle au regard du contexte sanitaire.

Le produit net bancaire (PNB) a progressé de 2,9% à 225,1 milliards de FCFA en 2021. Cette performance s'explique par la hausse des intérêts perçus des opérations sur titres de l'Etat et par une compression des charges. Le résultat net du secteur bancaire s'est établi à 69,7 milliards de FCFA en 2021, soit un accroissement de 23,4% par rapport à 2020.

Evolution des indicateurs des banques

<i>(En milliards de FCFA)</i>	2019	2020	2021	21/20
Total des actifs	2 692,6	2 835,6	3 266,6	15,2%
Fonds propres	291,9	319,1	378,6	18,7%
Fonds propres/Total actifs	10,8%	11,3%	11,6%	
Total prêts	1 621,8	1 598,1	1 854,2	16,0%
Créances en souffrance	159,5	156,0	157,8	1,2%
Prêts bancaires improductifs/Total prêts	9,8%	9,8%	8,5%	
Provisions pour prêts improductifs	117,9	104,2	106,6	2,3%
Provisions/créances en souffrance	73,9%	66,8%	67,5%	
Résultat net	54,5	56,5	69,7	23,4%
PNB	210,9	218,8	225,1	2,9%

Sources : Banques, COBAC, DGEFF

Les opérations de trésorerie

Les ressources de trésorerie se sont renforcées de 96,5% à 305,1 milliards de FCFA, tirées par les opérations au jour le jour et à terme, dont le montant s'est établi à 240,4 milliards de FCFA contre 69,5 milliards de FCFA l'année précédente.

Les emplois de trésorerie se sont consolidés de 6,7% à 1 086,3 milliards de FCFA. Ils sont majoritairement répartis entre les opérations au jour le jour et à terme (23%), les opérations à vue y compris encaissements (36,4%) et les titres de placements et de transactions (35,4%). Le rapprochement des ressources de trésorerie (305,1 milliards de FCFA) aux emplois de trésorerie (1 086,3 milliards de FCFA) fait ressortir un déficit de trésorerie en baisse de 9,4% à -781,2 milliards de FCFA à fin 2021.

Evolution des indicateurs des banques

<i>(En milliards de FCFA)</i>	2019	2020	2021	21/20
Emplois de trésorerie	849,8	1 017,8	1 086,3	6,7%
Ressources de trésorerie	102,7	155,3	305,1	96,5%
Excédent/déficit de trésorerie	-747,1	-862,5	-781,2	-9,4%

Source : COBAC

II.12.2 Les établissements de microfinance

En 2021, le secteur de la microfinance compte vingt (20) structures agréées. L'analyse porte essentiellement sur six (06) coopératives, regroupées au sein du Réseau des Etablissements de Première Catégorie dénommé REPC, et dix (10) sociétés anonymes indépendantes.

La configuration du secteur

On dénombre douze (12) agences et points de vente supplémentaires en 2021, portant leur nombre à cent (100) sur l'ensemble du territoire. Toutefois, les activités restent majoritairement concentrées à Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem.

Paysage du secteur de la Microfinance

	Déc-19	Déc-20	Déc-21	Var 21/20
Nombre d'EMF (par unité)	19	20	20	0
Nombre d'agences (par unité)	78	88	100	13,6%
Usagers (par unité de personnes)	221 953	253 281	291 345	15,0%
Effectifs (par unité de personnes)	612	709	821	15,8%

Sources : EMF/Enquête TBE

L'ouverture de nouvelles agences s'est traduite par l'augmentation du portefeuille clients et des effectifs. En effet, le secteur a enregistré une hausse de 15% de sa clientèle qui passe de 253 281 à 291 345 usagers. La cible des EMF est composée de particuliers salariés ou justifiant d'un revenu permanent régulier notamment, les PME/PMI, les commerçants et artisans, les retraités et les étudiants boursiers.

En termes de parts de marché, quatre principaux établissements de deuxième catégorie (Finam, Loxia, EDG et Express-Union) regroupent à eux seuls 93% des clients du secteur. En matière d'emploi, les effectifs du secteur ont progressé de 15,8% pour se situer à 821 employés.

Les fonds propres et l'intermédiation financière

Les fonds propres des EMF, établis à 10,04 milliards de FCFA, ont baissé de 13,4% suite à la détérioration des fonds propres d'une société anonyme et du réseau des sociétés coopératives.

Evolution des emplois

(En milliards de Fcfa)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Fonds propres	9,1	11,6	10,04	-13,4%
Encours de dépôts	60,4	67,1	86,02	28,2%
Encours de crédits	51,9	66,3	82,12	23,9%

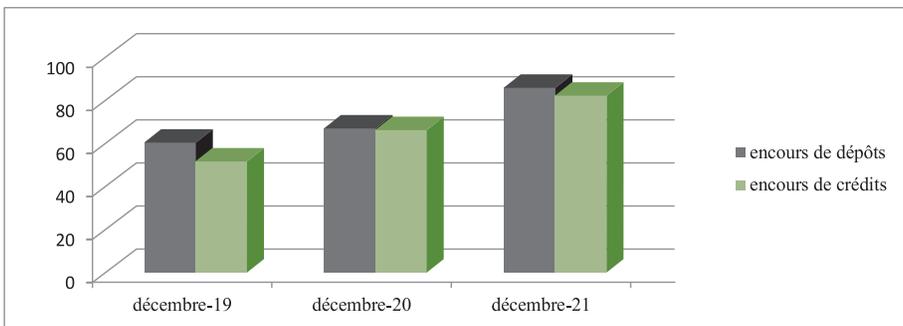
Sources : EMF/Enquête TBE

L'analyse des indicateurs d'intermédiation fait apparaître une hausse d'activité, traduisant une amélioration de l'inclusion financière. En effet, les dépôts collectés, constitués pour l'essentiel des dépôts à vue (environ 70% de l'encours) se sont consolidés de 28,2% à 86,02 milliards de FCFA, grâce aux performances commerciales des leaders du secteur.

Évolution des dépôts des clients par type de comptes

(En milliards de Fcfa)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Comptes à vue	43,24	51,5	60,51	17,5%
Compte à terme	11,24	13,2	20,23	53,3%
Comptes de dépôts à régime spécial	5,2	1,7	4,22	148,2%
Autres comptes	0,75	0,7	1,06	51,4%
Total des dépôts	60,43	67,1	86,02	28,2%

Sources : EMF/Cellule Microfinance



Les crédits bruts distribués sont en hausse de 23,9% à 82,1 milliards de FCFA. Les EMF ont accompagné les petites et moyennes entreprises pour faire face aux besoins de trésorerie consécutivement à la crise sanitaire. Les créances en souffrance ont régressé de 21,1% à la faveur d'une meilleure politique de recouvrement.

Les EMF ont fait des provisions pour dépréciation des comptes clientèle, en hausse de 43,2%, pour se prémunir des risques d'insolvabilité de leurs clients.

La structure des taux d'intérêts est restée identique à celle de 2020, malgré une forte concurrence entre les établissements. Les taux annuels créditeurs ont varié de 4,5% à 5% et débiteurs de 14% à 24%, soit un taux débiteur moyen oscillant entre 16% et 33%.

Evolution des crédits nets

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Crédits bruts	53,1	66,3	82,12	23,9%
Créances en souffrance	4,93	9,5	7,5	-21,1%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	4,73	4,4	6,3	43,2%
Crédits nets	48,37	61,9	75,82	22,5%

Source : EMF/Enquête TBE

Les opérations de trésorerie et la rentabilité financière

L'excédent de trésorerie s'est situé à 23,9 milliards de FCFA, soit 17% du total du bilan. Il est constitué des avoirs à vue et à terme auprès des banques commerciales.

Opérations de trésorerie

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Emplois de trésorerie	23,46	23,9	29,5	23,4%
Ressources de trésorerie	6,8	14,1	5,6	-60,3%
Excédent/déficit de trésorerie	16,66	9,8	23,9	143,9%
Produit net financier	12,9	13,8	15,89	15,1%

Source : EMF/Enquête TBE

Le produit net financier (PNF), alimenté essentiellement par les intérêts sur crédits et les commissions sur transferts, est en hausse de 15,1% à 15,89 milliards de FCFA contre 13,8 milliards de FCFA en 2020.

II.12.3 La situation des établissements financiers

Le secteur compte deux opérateurs économiques, Alios Finance Gabon et FINATRA qui ont pour activités principales, les opérations de leasing, les

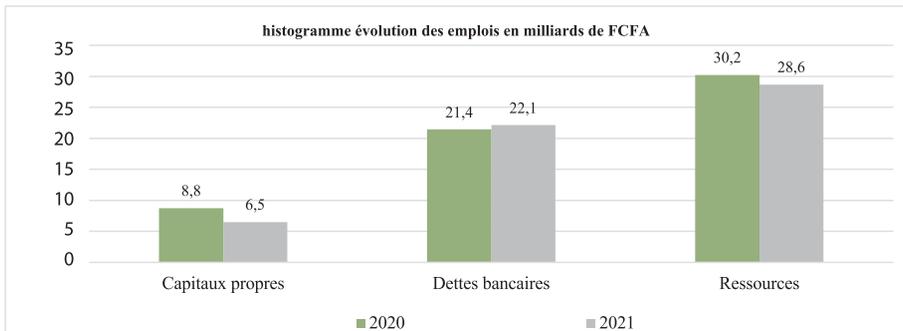
crédits automobiles, le crédit-bail, les crédits d'équipement et les crédits d'investissement.

A fin 2021, la situation consolidée des établissements financiers est marquée par une augmentation du total bilan de 11,3%, soit 47,1 milliards de FCFA, suite à l'accroissement des opérations de crédits à moyen terme (36% à 3,4 milliards de FCFA) et à l'augmentation du niveau du crédit-bail (23,2% à 17,5 milliards de FCFA). La hausse du niveau des crédits octroyés, principalement aux PME, traduit une relative relance des activités du secteur.

Les ressources

Au cours de la période sous-revue, les ressources du secteur ont diminué de 5,3% par rapport à 2020 pour s'établir à 28,6 milliards de FCFA, imputables essentiellement à la baisse des capitaux propres (-26,1% à 6,5 milliards de FCFA).

Evolution des ressources (en milliards de FCFA)

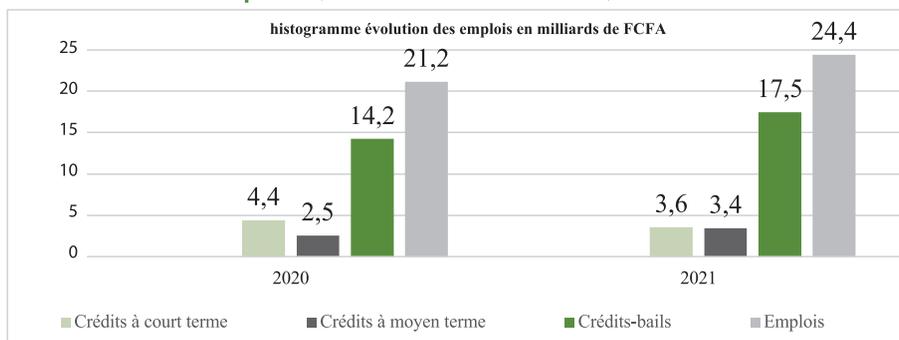


En dépit du contexte incertain lié à l'environnement international, les établissements financiers ont tout de même bénéficié d'un montant de 22,1 milliards de francs CFA de prêts bancaires en 2021, soit une hausse de 3,3%.

Les emplois

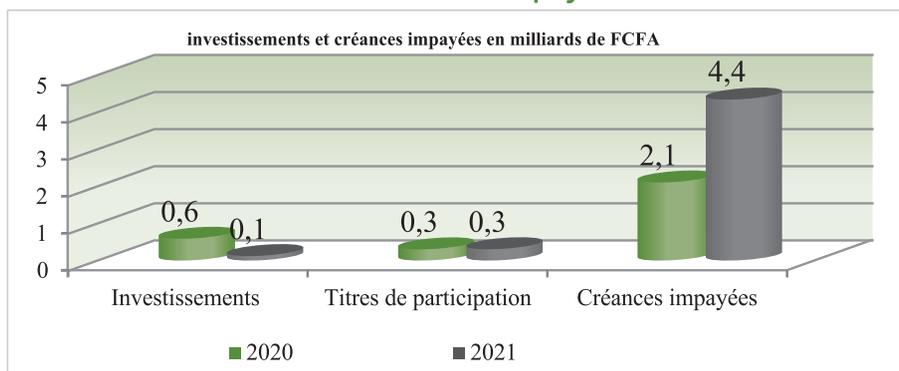
Au 31 décembre 2021, les emplois se sont consolidés de 16,1% à 24,5 milliards de francs CFA, en raison de l'augmentation cumulée du crédit à moyen terme et du crédit-bail, respectivement de 36% pour 3,4 milliards de francs CFA et de 23,2% pour 17,5 milliards de francs CFA. Cette amélioration résulte de la bonne tenue des activités, notamment la production commerciale réalisée à travers les crédits destinés aux entreprises (PME) pour faire face à leurs besoins de financement en matériels d'exploitation (crédit-bail) et en fonds de roulement.

Evolution des emplois (en milliards de FCFA)



Par ailleurs, les crédits de court terme, établis à 3,6 milliards de FCFA en 2021 contre 4,4 milliards de FCFA en 2020, sont en recul de 18,2%, plombés par l'arrêt de production d'Alios Finance Gabon.

Les Investissements et les Créances impayées



Sur la période de référence, les investissements ont décliné de 81,7% à 0,1 milliard de FCFA. Les établissements financiers ont renouvelé le matériel de transport et informatique.

Par ailleurs, on note une accentuation des créances impayées, qui passent de 2,1 milliards de FCFA en 2020 à 4,4 milliards de FCFA en 2021, soit une hausse de plus de 100%. Cette situation s'explique par les difficultés de trésorerie rencontrées par la clientèle en lien avec la crise sanitaire.

Evolution des effectifs, de la masse salariale et des immobilisations en location

	2019	2020	2021	21/20
Effectifs (En nombre)	87	84	81	-3,6%
Masse salariale (En milliards de FCFA)	1,40	1,40	1,44	2,9%
Immobilisations en location (En milliards de FCFA)	17,1	13,9	18,9	35,9%

Source : Enquête TBE

A fin 2021, les établissements financiers ont employé 81 personnes contre 84 un an plus tôt, en raison principalement des départs à la retraite. A l'inverse, la masse salariale a légèrement progressé pour s'établir à 1,44 milliard de FCFA contre 1,40 milliard de FCFA un an auparavant, attribuable au paiement des droits de départ à la retraite. Par ailleurs, les immobilisations en location se sont raffermies de 35,9% à 18,9 milliards de FCFA.

II.12.4 L'activité mobile money

Les services financiers sur téléphone mobile sont offerts par (2) deux opérateurs : Airtel Money Gabon (Airtel Gabon) et Moov Africa (Gabon Telecom).

En 2021, les performances commerciales du mobile money se sont affermies de 15,8%, pour un chiffre d'affaires consolidé à 32,9 milliards de FCFA contre 28,4 milliards de FCFA en 2020. Cette dynamique est soutenue par les opérations de retraits (+24,7%), de transferts nationaux (+38,9%) et de transferts dans la zone CEMAC (253,4%).

En effet, à la faveur des services du Groupement Interbancaire Monétique de l'Afrique Centrale (GIMACPAY), le transfert d'argent inter-opérateurs de téléphonie mobile est désormais possible dans les Etats de la CEMAC. Au sein de cette zone, les transferts ont généré un chiffre d'affaires de 894 millions de FCFA contre 253 millions de FCFA en 2020. Cette progression est due au partage des revenus entre les différents partenaires lors de l'utilisation du service GIMACPAY.

Parallèlement, les transferts nationaux ont augmenté de 38,9%, passant ainsi de 2,5 milliards de FCFA en 2020 à 3,4 milliards de FCFA en 2021.

Les opérations de paiement ont affiché une baisse de 7,7% par rapport à l'année précédente, soit 9,9 milliards de FCFA contre 10,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité

(En milliards de FCFA)	2020	2021	21/20
Chiffre d'affaires	28,4	32,9	15,8%
Retraits	14,945	18,629	24,7%
Paiements	10,734	9,906	-7,7%
Transferts nationaux	2,47	3,432	38,9%
Transferts Zone CEMAC	0,253	0,894	253,4%

Source : Enquête TBE

II.12.4.1. L'évolution du nombre d'abonnés et du réseau de distribution

Le nombre de comptes répertoriés a baissé de 3,1% à 2 373 803 comptes en 2021, suite au nettoyage du fichier qui comptait un grand nombre de doublons. Cependant, le nombre de comptes actifs a augmenté de 6,0% pour s'établir à 1 019 189 comptes en 2021.

A fin décembre 2021, on dénombrait 29 supers distributeurs (Grossistes) de Mobile money à travers le territoire contre 27 grossistes, en progression de 7,4% par rapport à 2020. Parallèlement, le nombre de distributeurs a augmenté de 25,9%, passant de 626 à 788 en 2021. De même, le nombre de points de ventes a progressé de 14,3% à 40 157 en 2021 contre 35 129 un an plus tôt.

Évolution du nombre de portefeuilles

INDICATEURS	2020	2021	21/20
Nombre total de comptes	2 450 852	2 373 803	-3,1%
Nombre de comptes actifs	961 127	1 019 189	6,0%
Nombre de Super distributeurs	27	29	7,4%
Nombre de distributeurs	626	788	25,9%
Nombre de points de ventes	35 129	40 157	14,3%

Source : Enquête TBE

II.12.4.2. L'évolution des transactions du Mobile Money

Le nombre de transactions effectuées via les systèmes de paiement du mobile money s'est situé à 144 945 906 contre 108 571 613 en 2020, soit une hausse de 33,5%. Les transactions totales en monnaie électronique ont atteint une valeur 2 629 milliards de FCFA en 2021 contre 2 227 milliards de FCFA en 2020, soit un accroissement de 18,1%.

L'analyse par type de transactions fait apparaître un raffermissement des dépôts de 25,1% à 1 090 milliards de FCFA. Les retraits ont augmenté de 26,9% pour s'établir à 830 milliards de FCFA. Les opérations de transferts nationaux se consolident de 35,3% à 471 milliards de FCFA.

Dans le même sillage, les transferts dans la zone CEMAC se sont chiffrés en nombre et en valeur, respectivement à 1 364 867 et 50 milliards de FCFA en décembre 2021.

Les paiements, quant à eux, sont évalués à 188 milliards de FCFA en 2021 contre 353 milliards de FCFA en 2020, soit une baisse de 46,7%. Ceci s'explique par les dysfonctionnements enregistrés par le système d'interconnectivité (GIMACPAY) en 2021.

Évolution des transactions

INDICATEURS	2020		2021		Var 21/20	
	Transactions		Transactions		Volume	Valeur
	En volume	En milliards	En volume	En milliards		
Dépôts	43 433 349	871	57 435 004	1 090	32,2%	25,1 %
Retraits	40 413 855	654	52 438 631	830	29,8%	26,9%
Transferts	24 724 409	348	33 707 404	471	36,3 %	35,3 %
Transferts zone CEMAC	NA	NA	1 364 867	50	NA	NA
Paiements	NA	353	NA	188	NA	-46,7%
Total transactions	108 571 613	2227	144 945 906	2629	33,5 %	18,1 %

Source : Enquête TBE

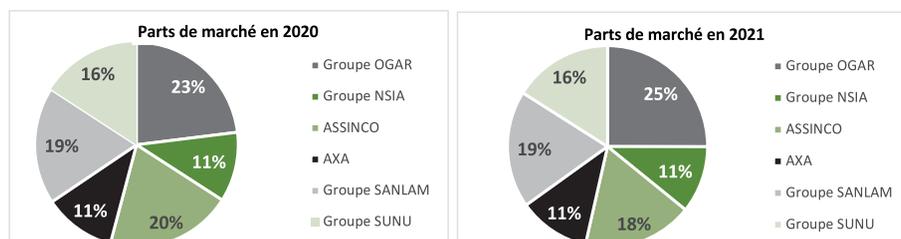
III.12.5 Les compagnies d'assurance

Le secteur des assurances compte six (6) compagnies Non vie, quatre (4) compagnies Vie et une (1) société de réassurance. L'année 2021 est marquée par deux événements majeurs :

- le recul du secteur d'un rang dans le classement C.I.M.A, au profit du marché burkinabé ;
- le rachat de la branche Vie du Groupe SAHAM, devenu SANLAM, par le Groupe N.S.I.A.

En 2021, le secteur des assurances a fait preuve de résilience face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. En effet, ce secteur est resté concurrentiel et s'est développé avec l'arrivée sur le marché de nouveaux acteurs (Agents généraux et Producteurs libres). Toutefois, le marché est resté majoritairement dominé

par ASSINCO SA, SANLAM I.A.R.D et OGAR I.A.R.D qui représentent 53% des parts de marché en termes de primes.



Les activités

L'activité du secteur des assurances a enregistré une hausse de 0,5% de son chiffre d'affaires, passant de 103,6 milliards de FCFA en 2020 à 104,1 milliards de FCFA en 2021, en dépit des effets d'une conjoncture économique défavorable.

Evolution du Chiffre d'affaires des compagnies d'assurance

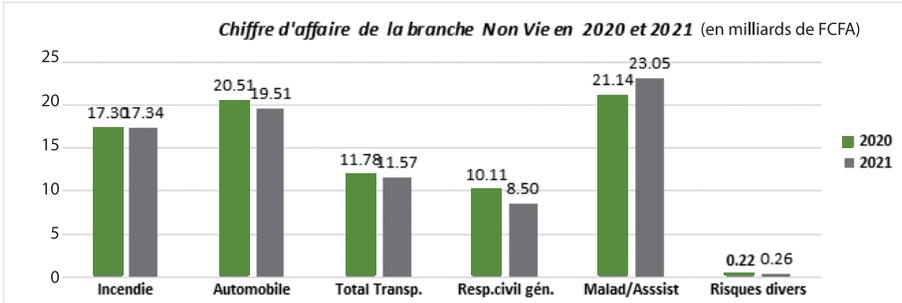
(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	Var %	Parts de marché
Non Vie	80,45	81,26	78,89	-2,9%	75,8%
Vie	20,88	22,33	25,25	13,1%	24,2%
Total	101,3	103,59	104,14	0,5%	100%

Source : compagnies d'assurance

La branche Non Vie

La Branche Non Vie, qui représente 75,8% du total des émissions du secteur, concerne les opérations des produits d'assurance portant sur le transport aérien, maritime, terrestre, et autres transports, mais aussi Incendie, Automobile, Responsabilité Civile, Dommage aux biens, Accident individuel, Maladie et Assistance, Assurance-crédit, Crédit caution, assistance aux véhicules et aux voyageurs, multirisques habitation, acceptations dommages et risques divers.

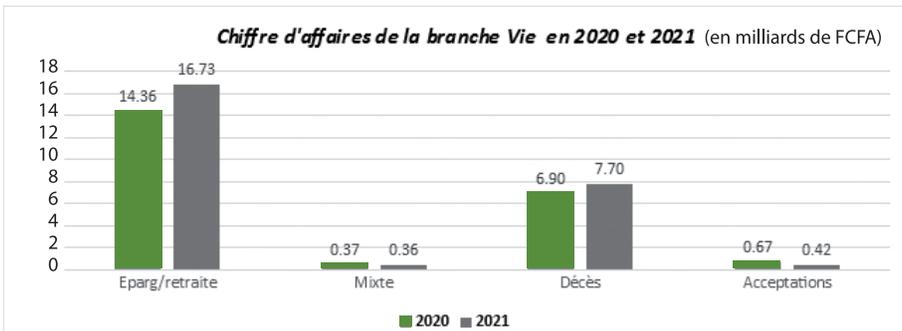
En 2021, le chiffre d'affaires s'est replié de 2,9% à 78,9 milliards de FCFA contre 81,3 milliards de FCFA en 2020. Cette contreperformance est inhérente à l'insuffisance de nouveaux contrats, notamment au niveau de l'Assurance automobile, du Total transport et de la Responsabilité civile qui ont décliné respectivement de 4,9% à 19,51 milliards de FCFA, de 1,7% à 11,57 milliards de FCFA et de 16% à 8,5 milliards de FCFA.



Source : compagnies d'assurance

La branche Vie

La branche Vie, qui couvre les opérations des produits capitalisation, décès et mixte, a représenté 24,2% de l'encours des émissions du secteur. En 2021, le chiffre d'affaires de la branche Vie s'est établi à 25,3 milliards de FCFA, soit une hausse de 13,1% par rapport à 2020. Cette évolution s'explique par la vigueur des produits d'épargne notamment, la Capitalisation et les Décès qui ont progressé respectivement de 16,5% à 16,73 milliards de FCFA et de 11,6% à 7,7 milliards de FCFA.



Les Commissions versées

Le montant total des commissions versées aux courtiers d'assurance a reculé de 2% à 10,39 milliards de FCFA en 2021 contre 10,68 milliards de FCFA en 2020, sous l'effet du développement des Bureaux Directs des compagnies d'assurance. Ainsi, les commissions versées en Non Vie ont reculé de 6% à 9,06 milliards de FCFA tandis que celles de la branche Vie se sont consolidées de 28% à 1,33 milliard de FCFA.

Les sinistres réglés

La charge totale des sinistres réglés s'est dépréciée de 6% à 42,34 milliards de FCFA en 2021 en rapport avec l'amélioration de la cadence de règlement des sinistres dans les branches Non Vie et Vie.

Les prestations servies aux assurés par la branche Non Vie représentent 72% de l'encours des sinistres payés du secteur. Elles ont régressé de 9% à 30,41 milliards de FCFA en 2021 suite au tassement de l'activité de cette branche.

Parallèlement, pour le compte Vie, les compagnies ont amélioré leur cadence de règlement des sinistres, en relation avec le dynamisme de leur activité. Ainsi, les indemnités versées à leurs clients ont progressé de 2% à 11,9 milliards de FCFA en 2021 contre 11,84 milliards de FCFA en 2020.

Les investissements physiques et placements

Les investissements réalisés en 2021 ont reculé de 20,5% à 47,11 milliards de FCFA. Ils ont servi essentiellement à l'achat d'obligations étatiques et à l'ouverture de comptes DAT auprès des banques. Le total des placements financiers a régressé de 33,2% à 26,111 milliards de FCFA. Ceux effectués au Gabon demeurent les plus importants, soit 84% de l'encours. Ceux de la zone C.I.M.A et hors C.I.M.A ont représenté respectivement 15% et 1% du volume global.

Les investissements dans l'immobilier se sont chiffrés à 20,999 milliards de FCFA en 2021 contre 20,194 milliards de FCFA en 2020.

Répartition des placements du secteur par zone et par catégorie d'actifs

PLACEMENTS	2019	2020	2021	Var %	Part de marché
Placements au Gabon	96,35	49,21	39,44	-20%	84%
Immobiliers	23,00	20,194	20,999	4%	45%
Financiers	73,35	29,014	18,443	-36%	39%
Placements dans la zone CIMA	22,07	9,563	7,018	-27%	15%
Immobiliers	0	0	0	0	0
Financiers	22,07	9,563	7,018	-27%	15%
Placements hors zone CIMA	2,11	0,52	0,653	26%	1%
Immobiliers	0	0	0	0	0
Financiers	2,11	0,52	0,653	26%	1%
Total	120,53	59,29	47,11	-20,5%	100%

Source : compagnies d'assurance

Les effectifs et la masse salariale

Le contexte de baisse significative du niveau d'activité a occasionné la réduction des effectifs de l'ordre de 2,3% à 520 personnes, pour une masse salariale en recul de 3,5% à 8,37 milliards de FCFA en 2021.

L'activité de Réassurance

La Société Commerciale Gabonaise de Réassurance (SCG-RE) a été créée le 22 février 2012 dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé pour capter une partie des primes de réassurance versées hors du Gabon. Elle opère uniquement sur le marché de la réassurance. Son chiffre d'affaires a progressé de 3,9% à 13,56 milliards de FCFA en 2021, soutenu par le développement du marché anglophone dans la partie facultative.

Durant l'année 2021, la SCG-RE a mis en application son Plan de Développement Commercial quant à son introduction sur la place boursière de la C.E.M.A.C par Appel Public à l'Épargne. Ce, afin de mobiliser 5 milliards de FCFA exigibles par la directive CIMA comme capital social minimum pour les compagnies de réassurance.

Evolution des Principaux Agrégats de la S.C.G-RÉ

(En millions de FCFA)	Production Globale			Var %
	2019	2020	2021	2021/2020
Chiffre d'affaires	15,17	13,058	13,566	3,9%
Primes cession légale (Gabon)	8,07	8,098	8,787	8,5%
Commissions payées	2,18	2,179	2,102	-3,5%
Sinistres réglés	5,88	3,441	3,905	13,5%
Charges de sinistres	6,36	4,14	4,843	17%
Primes acquises aux rétrocessionnaires	5,37	6,385	5,131	-19,6%
Commissions reçues des rétrocessionnaires	0,94	0,775	0,518	-33,2%
Sinistres à charge des rétrocessionnaires	4,15	1,117	0,917	-17,9%
Fonds propres	8,95	8,373	9,592	14,6%
Investissements	0	0,378	0,204	-46,0%
Résultat Net	1,18	1,143	0,824	-27,9%
Placements financiers	13,31	1,000	0,961	-3,9%
Effectifs (Nombre)	27	26	31	19,2%
Masse salariale	0,65	0,868	0,839	-3,3%

Source: SCG - Ré



*Les grandeurs
macroéconomiques*

3^e partie



III LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES

Grandeurs	Unités	2019	2020	2021	20/19	21/20
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	5 747,5	5 641,9	5 724,4	-1,8%	1,5%
PIB en valeur	Mds de FCFA	9 886,9	8 814,9	11 210,9	-10,8%	27,2%
PIB hors pétrole (nominal)	Ratio au PIB	78,1%	84,5%	79,6%		
PIB pétrole (nominal)	Ratio au PIB	21,9%	15,5%	20,4%		
Importations totales (yc services)	Mds de FCFA	2 174,8	1 988,2	1 888,6	-8,6%	-5,0%
Importations	Ratio au PIB	22,0%	22,6%	16,8%		
Total ressources (en valeur)	Mds de FCFA	12 061,7	10 803,1	13 099,5	-10,4%	21,3%
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	4 811,7	4 861,5	4 961,6	1,0%	2,1%
Publique	Mds de FCFA	1 086,9	1 161,0	1 274,2	6,8%	9,8%
Privée	Mds de FCFA	3 724,8	3 700,5	3 687,3	-0,7%	-0,4%
Consommation	Ratio au PIB	48,7%	55,2%	44,3%		
FBCF en valeur	Mds de FCFA	2 165,1	1 754,1	1 882,3	-19,0%	7,3%
Publique	Mds de FCFA	287,4	228,5	255,1	-20,5%	11,6%
Publique/FBCF	%	13,3	13,0	13,6	-2,3%	4,6%
Privé	Mds de FCFA	1 877,7	1 525,6	1 627,2	-18,8%	6,7%
Dont Pétrole	Mds de FCFA	559,8	379,1	464,7	-32,3%	22,6%
FBCF	Ratio au PIB	21,9%	19,9%	16,8%		
Dont Pétrole	Ratio au PIB	5,7%	4,3%	4,1%		
Exportations en valeur	Mds de FCFA	5 084,9	4 187,5	6 255,6	-17,6%	49,4%
Exportations	Ratio au PIB	51,4%	47,5%	55,8%		
Absorption	Mds de FCFA	7 259,8	6 175,7	8 144,2	-14,9%	31,9%
Solde biens et services non-facteurs (X-M)	Mds de FCFA	2 910,1	2 199,3	4 367,0	-24,4%	98,6%
Solde biens et services non-facteurs	Ratio au PIB	29,4%	24,9%	39,0%		
Taux de couverture (Export./Import.)	%	233,8	210,6	331,2	-9,9%	57,3%
Emploi	Effectifs	184 136	181 494	183 608	-1,4%	1,2%
Public hors collectivités locales	Effectifs	99 405	97 781	100 295	-1,6%	2,6%
dont MONP	Effectifs	14 622	13 613	13 119	-6,9%	-3,6
Public/Emploi Total	%	54,0	53,9	54,6	-	-
Privé et parapublic	Effectifs	84 731	83 713	83 313	-1,2%	-0,5%
Masse salariale	Mds de FCFA	2 005,1	1 969,3	2 016,2	-1,8%	2,4%
Public hors collectivités locales	Mds de FCFA	688,9	683,2	682,4	-0,8%	-0,1%
Privé et parapublic	Mds de FCFA	1 316,2	1 286,1	1 333	-2,3%	3,7%
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	2 329,3	2 499,2	2 646,2	7,3%	5,9%
Vitesse de circulation de la monnaie		4,2	3,5	4,2	-16,9%	20,1%
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indice	100,8	102,1	103,2	1,3%	1,1%

Sources : DGEFF, BEAC, DGBFIP

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2021, l'activité économique nationale s'est déroulée dans un contexte marqué entre autres par : (i) la reprise économique de nos principaux partenaires notamment la Chine, la France ; (ii) la persistance de la pandémie et le démarrage des campagnes de vaccination (iii) et le lancement des projets d'investissement du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), appuyé techniquement et financièrement par nos partenaires au développement.

Ainsi, l'économie nationale a amorcé un redressement en 2021 avec une progression du PIB réel de 1,5%. Cette embellie a été soutenue par l'accélération du secteur hors pétrole (+2,5%), en dépit d'une dégradation de la production pétrolière (-6,7% contre -1,2% en 2020).

Evolution du taux de croissance du PIB

(En %)	2019	2020	2021
PIB total	3,9	-1,8	1,5
Pétrole	13,0	-1,2	-6,7
Hors-pétrole	2,9	-1,9	2,5

Source : DGEPPF

III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

Du point de vue des ressources, l'ensemble des secteurs ont enregistré des performances positives. Les secteurs secondaire et tertiaire se sont améliorés respectivement de 8,2% (après -6,5% en 2020) et de 1,8% (après -4,1% en 2020), tandis que le secteur primaire a ralenti pour afficher un taux de croissance de +2,3% (après +3,8% en 2020).

Cette décélération du secteur primaire est essentiellement imputable : (i) aux contreperformances dans la branche pétrolière (-6,7%) dues au vieillissement des champs matures et au respect des quotas fixés par l'Opep+ et (ii) au ralentissement de l'activité dans la branche minière (+12,8% après +25,1% en 2020).

L'évolution du secteur primaire a néanmoins été portée par la branche Agricole (+9,0%), notamment l'agriculture de rente (+43,1%) avec le relèvement de la production d'huile de palme de 52,6% à 107 336 millions de tonnes. L'activité de l'exploitation forestière s'est fortement consolidée (+21,3% après 1,1% en 2020) en lien avec la fermeté de la demande des industries locales de transformation du bois et l'allègement des mesures sanitaires.

Dans le secteur secondaire, la reprise de l'activité provient du dynamisme de l'industrie du bois (+34,5%), en lien avec le regain de la demande locale et internationale (notamment chinoise et européenne) et d'un meilleur approvisionnement des usines en grumes. Après une baisse de 15,0% en 2020, l'activité des BTP s'est améliorée de 18,1% grâce aux travaux de la Transgabonaise, à la mise en œuvre du projet d'adduction d'eau et la poursuite de réhabilitation du chemin de fer.

La croissance dans les Autres Industries (+5,2%) résulte notamment du relèvement de la production des BTP et le dynamisme des activités dans la ZERP de Nkok. De même, la bonne tenue de l'industrie minière (+11,6%) est consécutive à la hausse de la production de silico manganèse de +15,9% à 41 040 de tonnes, malgré l'arrêt de la production du manganèse métal en 2020. L'accroissement de la production industrielle d'huile raffinée et le rebond de la demande locale, notamment celle en eau et boissons gazeuses, ont soutenu les activités des industries agro-alimentaires (+3,9% contre -4,4% en 2020).

Le redémarrage des activités du secteur tertiaire découle essentiellement de la branche Transport et Télécommunications (+4,4%), en lien avec la poursuite des performances des Transports, et de la branche des Services (+1,7% contre -14,8% en 2020).

Evolution du PIB par secteur d'activité de 2019 à 2021

En milliards de FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2019	2020	2021	20/19	21/20	2019	2020	2021	20/19	21/20
Produit intérieur brut	9 886,9	8 814,9	11 210,9	-10,8%	27,2%	5 747,5	5 641,9	5 724,4	-1,8%	1,5%
PIB marchand	8 595,4	7 514,7	9 899,8	-12,6%	31,7%	4 724,9	4 613,9	4 690,0	-2,3%	1,6%
Secteur primaire	2 959,8	2 212,1	3 252,6	-25,3%	47,0%	1 199,1	1 244,2	1 273,4	3,8%	2,3%
Agriculture, Élevage, Pêche	426,3	459,6	517,2	7,8%	12,5%	354,7	374,9	408,8	5,7%	9,0%
Exploitation forestière	122,9	124,7	157,4	1,5%	26,2%	81,0	81,9	99,4	1,1%	21,3%
Pétrole brut	2 162,3	1 363,6	2 283,2	-36,9%	67,4%	636,6	628,7	586,3	-1,2%	-6,7%
Mines	248,3	264,2	294,8	6,4%	11,6%	126,8	158,6	178,9	25,1%	12,8%
Secteur secondaire	2 303,3	2 038,2	3 130,0	-11,5%	53,6%	1 013,2	947,4	1 025,0	-6,5%	8,2%
Industries agro-alimentaires, boissons	201,8	198,3	212,8	-1,8%	7,3%	132,3	126,5	131,4	-4,4%	3,9%
Industrie du bois	198,6	192,9	287,2	-2,9%	48,9%	119,8	117,3	157,8	-2,1%	34,5%
Autres industries yc minières	345,3	328,1	357,4	-5,0%	8,9%	176,7	160,9	170,0	-8,9%	5,7%
Raffinage	8,7	10,0	12,2	14,3%	22,1%	6,4	7,9	9,1	23,5%	15,2%
Électricité, Eau	116,6	115,4	117,9	-1,0%	2,1%	54,7	55,5	55,9	1,4%	0,7%
BTP	327,8	298,2	367,7	-9,0%	23,3%	177,3	150,7	178,0	-15,0%	18,1%
Secteur tertiaire	2 709,8	2 657,5	3 022,6	-1,9%	13,7%	1 985,1	1 903,6	1 937,9	-4,1%	1,8%
Transports & Communications	1 028,7	1 134,2	1 252,7	10,3%	10,4%	772,0	802,0	837,0	3,9%	4,4%
Services	1 053,5	923,4	989,9	-12,3%	7,2%	785,3	668,7	680,1	-14,8%	1,7%
Commerce	526,9	498,5	515,4	-5,4%	3,4%	281,0	261,1	256,6	-7,1%	-1,7%
Services bancaires, assurances	279,3	285,9	306,1	2,4%	7,1%	268,7	267,4	275,4	-0,5%	3,0%
DTI et TVA	622,5	607,0	494,6	-2,5%	-18,5%	527,5	518,7	453,7	-1,7%	-12,5%
PIB non marchand	1 291,5	1 300,1	1 311,0	0,7%	0,8%	1 022,6	1 028,0	1 034,3	0,5%	0,6%

Source : DGEPEF

III.1.2 Le PIB par la demande

Sous l'angle des emplois du PIB, la reprise de l'activité économique est attribuable aussi bien à la demande intérieure (+4,2%) qu'à la demande extérieure (+2,0%).

La progression de la demande intérieure (+4,2% après -8,7% en 2020) découle de la reprise de l'investissement privé (+9,8%) aussi bien pétrolier que hors pétrole et, dans une moindre mesure, de l'investissement public (+1,7%). Par contre, la consommation totale a baissé de 0,2% en relation avec la consommation privée (-1,4%), malgré l'accroissement de la consommation publique (+3,2%).

La dynamique de la demande extérieure est expliquée, entre autres, par les exportations hors pétrole (+12,5%), en dépit d'un recul des importations des biens (-2,4%). La bonne tenue de ces exportations résulte de la hausse des ventes des mines (+10,7%), des rentes (+12,3%) et des bois sciés (+15,9%) favorisée par la fermeté de la demande internationale. Le repli des importations résulte essentiellement de la baisse des commandes en biens d'équipement (-16,8%).

Evolution du PIB par la demande de 2019 à 2021

En milliards de FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2019	2020	2021	20/19	21/20	2019	2020	2021	20/19	21/20
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 886,9	8 814,9	11 210,9	-10,8%	27,2%	5 747,5	5 641,9	5 724,4	-1,8%	1,5%
DEMANDE INTERIEURE	6 976,8	6 615,6	6 843,9	-5,2%	3,5%	7 258,1	6 629,8	6 908,8	-8,7%	4,2%
DEMANDE EXTERIEURE	7 259,8	6 175,7	8 144,2	-14,9%	31,9%	6 894,2	6 911,7	7 051,2	0,3%	2,0%
CONSOMMATION TOTALE	4 811,7	4 861,5	4 961,6	1,0%	2,1%	3 512,3	3 508,4	3 500,9	-0,1%	-0,2%
Ménages	3 724,8	3 700,5	3 687,3	-0,6%	-0,4%	2 630,5	2 577,9	2 540,9	-2,0%	-1,4%
Administrations	1 086,9	1 161,0	1 274,2	6,8%	9,8%	881,8	930,5	959,9	5,5%	3,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	2 165,1	1 754,1	1 882,3	-19,0%	7,3%	3 745,7	3 121,4	3 408,0	-16,7%	9,2%
Privé	1 877,7	1 525,6	1 627,2	-18,8%	6,7%	3 456,1	2 894,6	3 177,2	-16,2%	9,8%
dont : Pétrole	559,8	379,1	464,7	-32,3%	22,6%	2 066,8	1 662,2	1 929,6	-19,6%	16,1%
Hors Pétrole	1 317,9	1 146,6	1 162,5	-13,0%	1,4%	1 389,3	1 232,4	1 247,6	-11,3%	1,2%
Administration	287,4	228,5	255,1	-20,5%	11,6%	289,6	226,8	230,7	-21,7%	1,7%
EXPORTATIONS TOTALES	5 084,9	4 187,5	6 255,6	-17,6%	49,4%	2 691,8	2 961,9	2 933,4	10,0%	-1,0%
Pétrole	3 627,0	2 539,3	4 162,7	-30,0%	63,9%	1 183,7	1 169,4	923,5	-1,2%	-21,0%
Hors Pétrole	1 262,1	1 452,6	1 888,4	15,1%	30,0%	1 437,9	1 725,6	1 941,7	20,0%	12,5%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	502,0	660,0	912,7	31,5%	38,3%	546,0	690,6	775,7	26,5%	12,3%
Mines	382,6	426,0	498,9	11,3%	17,1%	477,3	629,1	696,2	31,8%	10,7%
Bois transformé	373,7	362,9	472,7	-2,9%	30,3%	411,0	402,3	466,2	-2,1%	15,9%
Produits manufacturiers	3,9	3,7	4,1	-5,1%	10,2%	3,6	3,6	3,6	0,0%	0,0%
IMPORTATIONS TOTALES	2 174,8	1 988,2	1 888,6	-8,6%	-5,0%	4 202,4	3 949,8	4 117,9	-6,0%	4,3%
dont Consommations	461,6	456,1	490,8	-1,2%	7,6%	435,4	436,4	477,8	0,2%	9,5%
Équipements	553,9	483,8	393,2	-12,6%	-18,7%	783,6	693,1	576,7	-11,5%	-16,8%
Intermédiaires	586,1	524,3	546,9	-10,5%	4,3%	607,7	536,6	571,4	-11,7%	6,5%

Source : DGE

III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Afin de faire face à la persistance de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les prévisions budgétaires initiales ont fait l'objet d'une révision à la hausse, dans le cadre d'une Loi de Finances Rectificative..

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 2 681,5 milliards de FCFA, le budget révisé de l'année 2021 a été arrêté à 3 043,8 milliards de FCFA en ressources et emplois, enregistrant ainsi une augmentation de 13,5% du fait de l'accroissement des ressources d'emprunt.

Budget prévisionnel de l'Etat

(En milliards de FCFA)	LFI 2021	LFR 2021	LFR/LFI
Nature des ressources			
Recettes propres	1 961,3	1 706,0	-13,0%
<i>Pétrole</i>	475,8	482,6	1,4%
<i>Hors pétrole</i>	1 485,5	1 223,4	-17,6%
Ressources d'emprunt	720,2	1 337,7	85,8%
Total des ressources	2 681,5	3 043,8	13,5%
Nature des charges			
Service de la dette	907,8	1 362,5	50,1%
Fonctionnement	1 111,2	1 164,8	4,8%
Investissement	483,4	353,3	-26,9%
Autres dépenses	179,0	163,2	-8,8%
Total des charges	2 681,5	3 043,8	13,5%

Source : DGBFIP

III.2.1.1 Les ressources

Le collectif budgétaire de l'année 2021 a tablé sur des ressources évaluées à 3 043,8 milliards de FCFA, en raison de l'accroissement des ressources d'emprunt, nonobstant le fléchissement des ressources propres.

L'augmentation des ressources d'emprunt provient du renforcement des tirages sur emprunts extérieurs (tirages sur prêts programmes) et de l'émission de titres publics sur le marché international, afin de faire face à la crise sanitaire et de financer le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT).

Toutefois, la baisse des ressources propres résulte de la diminution des recettes hors-pétrole, en lien principalement avec le fléchissement des recettes tirées des impôts sur les sociétés, des impôts sur les personnes physiques et des taxes sur biens et services.

III.2.1.2 Les emplois

Pour tenir compte de l'accroissement des ressources, le paiement du service de la dette et les dépenses de fonctionnement ont été ajustés à la hausse. Par contre, les dotations réservées à l'investissement et aux autres dépenses budgétaires ont diminué.

Le relèvement du service de la dette est lié à la révision des perspectives de remboursement du principal, particulièrement sur la dette extérieure, et du paiement des intérêts de la dette intérieure et extérieure. Cette situation est tributaire de la prise en compte des nouveaux engagements.

L'ajustement à la hausse des dépenses de fonctionnement est corrélé au renforcement des dépenses sur biens et services (+24,1% à 286,0 milliards de FCFA), consécutif à la prise en compte des dépenses consacrées à la lutte contre la Covid-19 (59,8 milliards de FCFA).

La baisse des dépenses d'investissement s'explique essentiellement par le repli conjoint des financements sur ressources propres (-34,8% à 150,9 milliards de FCFA) et des financements extérieurs (-34,1% à 153,4 milliards de FCFA).

La diminution des autres dépenses fait principalement suite au fléchissement des crédits destinés à la restructuration des entreprises (-55,4% à 8,1 milliards de FCFA) et des crédits destinés à la gestion du contentieux de l'Etat (-52,5% à 7,0 milliards de FCFA).

III.2.2 L'exécution du budget

En 2021, l'exécution du budget de l'Etat s'est soldée par un excédent primaire et des déficits des soldes base ordonnancement et base caisse.

Excédentaire depuis 2017, le solde primaire s'est replié de 6,2% à 100,8 milliards de FCFA en 2021 comparativement à 2020, les dépenses primaires (+5,7%) ayant progressé plus rapidement que les recettes budgétaires (+4,9%). En outre, en ratio du PIB, le solde primaire a perdu 0,3 point à 0,9% en 2021. Dans le même temps, le solde primaire hors pétrole s'est situé à 7,1% du PIB en 2021.

Pour la deuxième année consécutive, le solde base ordonnancements a été

déficitaire. En effet, incluant la charge de la dette publique, ce solde a enregistré un déficit de 207,7 milliards de FCFA, en hausse par rapport à celui réalisé en 2020. Cette situation s'explique par un niveau insuffisant de recettes collectées. Rapporté au PIB, le déficit base ordonnancements s'est atténué de 0,3 point à -1,9%.

Parallèlement, le solde base caisse est resté déficitaire à 114,3 milliards de FCFA contre un déficit de 174,1 milliards de FCFA l'année précédente. Celui-ci a toutefois été atténué par l'accroissement de la variation des arriérés intérieurs (soit plus de 14 fois le niveau enregistré en 2020). En pourcentage de la richesse créée au cours de l'année, le solde base caisse a affiché un déficit de 1,0%.

Evolution des soldes

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Recettes pétrolières	747,2	596,2	595,2	-0,2%
Recettes hors pétrole*	1 283,4	1 088,6	1 172,8	7,7%
Recettes totales	2 030,6	1 684,7	1 768,0	4,9%
Dépenses de fonctionnement	1 095,3	1 134,4	1 182,7	4,3%
Dépenses d'investissement	281,2	241,5	272,8	13,0%
Autres dépenses	293,5	201,4	211,8	5,1%
Dépenses primaires totales	1 670,1	1 577,3	1 667,2	5,7%
Intérêts sur la dette	224,9	296,9	308,5	3,9%
Dépenses totales	1 895,0	1 874,2	1 975,7	5,4%
Solde primaire	360,5	107,5	100,8	-6,2%
Solde base ordonnancements	135,6	-189,5	-207,7	9,6%
Variation des arriérés	-22,8	15,4	93,5	-
Solde base caisse	112,8	-174,1	-114,3	-34,4%
En ratio du PIB nominal				
Solde primaire	3,6%	1,2%	0,9%	-
Solde base ordonnancements	1,4%	-2,1%	-1,9%	-
Solde base caisse	1,1%	-2,0%	-1,0%	-
PIB nominal (pour mémoire)	9 886,9	8 814,9	11 210,9	-

*Y compris recettes comptes spéciaux

Sources : DGCP, DGEPP

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

Les recettes recouvrées se sont chiffrées à 1 768,0 milliards de FCFA en 2021 contre 1 684,7 milliards de FCFA une année auparavant. L'accroissement des recettes budgétaires (+4,9%) est lié au raffermissement des recettes hors pétrole. En pourcentage du PIB, elles perdent 3,4 points pour s'établir à 15,8%. Dans le même temps, la pression fiscale s'amointrit de 0,8 point à 10,8% et demeure largement en deçà de la norme communautaire ($\geq 17,0\%$).

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont reculé de 0,2% à 595,2 milliards de FCFA en 2021 comparativement à l'année précédente. Ce repli fait suite à la baisse de la production pétrolière combinée à la dépréciation du taux de change entre le dollar et le FCFA. Par ailleurs, ces recettes ont représenté 26,3% de la production pétrolière contre 45,9% en 2020. Leur part dans les recettes budgétaires perd 1,7 point pour se situer à 33,7% en 2021.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Impôts sur les sociétés	122,9	224,5	56,0	-75,0%
Redevance Minière Proportionnelle	313,1	176,5	267,5	51,6%
Autres	217,9	186,8	266,3	42,5%
Transferts SOGARA	93,3	8,4	5,4	-35,6%
Total des recettes pétrolières	747,2	596,2	595,2	-0,2%
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	35,3%	45,9%	26,3%	-
PIB pétrole (pour mémoire)	2 116,5	1 299,5	2 265,5	-

Sources : DGCP, DGEPP

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

Les recettes hors pétrole se sont améliorées de 7,7% à 1 172,8 milliards de FCFA en 2021. Cette embellie résulte des performances réalisées dans le recouvrement des impôts directs (+ 26,7% des recettes issues des impôts sur les sociétés), des taxes sur les biens et services (+58,9%), des droits de douanes (+4,4%) et des dons (+240,0%), en lien avec la reprise de l'activité économique.

Au total, les recettes hors pétrole ont représenté 66,3% des recettes budgétaires en 2021 contre 64,6% l'année précédente. Leur part dans le PIB hors pétrole est en repli.

Evolution des recettes hors pétrole

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Droits de douanes	285,5	309,7	323,2	4,4%
Taxes sur les biens et services	186,6	134,4	213,5	58,9%
dont TVA	132,2	62,9	134,4	113,7%
Impôts directs	411,6	303,1	320,6	5,8%
Autres recettes	300,5	206,1	188,3	-8,6%
Recettes hors comptes spéciaux	1 184,2	953,3	1 045,7	9,7%
Comptes spéciaux	99,3	131,8	115,2	-12,6%
Dons	-	3,5	11,9	240,0%
Total des recettes hors - pétrole	1 283,4	1 088,6	1 172,8	7,7%
En ratio du PIB hors pétrole				
Total des recettes hors pétrole	16,5%	14,5%	13,1%	-
Recettes hors comptes spéciaux	15,2%	12,7%	11,8%	-
PIB hors pétrole (pour mémoire)	7 770,4	7 515,4	8 945,4	-

Sources : DGCPT, DGEPP

III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2021, les dépenses budgétaires ont augmenté de 5,4% à 1 975,7 milliards de FCFA comparativement à 2020, en raison de l'accroissement de toutes les grandes rubriques (fonctionnement, investissement, règlement des intérêts et autres dépenses). Leur poids dans le PIB est en recul de 3,6 points à 17,6%. En faisant abstraction du paiement des intérêts de la dette publique, les dépenses budgétaires ont augmenté de 5,7% pour se situer à 1 667,2 milliards de FCFA.

III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

En 2021, les dépenses de fonctionnement se sont renforcées de 4,3% à 1 182,7 milliards de FCFA en relation avec l'augmentation des dépenses sur biens et services et des dépenses de transferts, en dépit de la maîtrise des dépenses de personnel. Elles se sont repliées de 2,3 points du PIB.

Les dépenses sur biens et services ont augmenté de 14,8% par rapport à 2020 suite au raffermissement des dépenses effectuées au titre des autres biens et services (+36,0 milliards de FCFA). Ce, en lien notamment avec la riposte contre la pandémie du Coronavirus.

Par ailleurs, les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions se sont alourdies de 7,7% à 268,1 milliards de FCFA. Cette augmentation résulte exclusivement de l'accroissement de la facture liée au soutien des prix des carburants qui s'est élevée à 42,2 milliards de FCFA en 2021.

A contrario, les dépenses de personnel ont reculé de 0,1% à 682,4 milliards de FCFA du fait de la diminution de la rémunération versée à la Main d'Œuvre Non Permanente (-1,6 milliard de FCFA), suite à la baisse des effectifs. Ce, en dépit de l'accroissement de la solde permanente (+0,6 milliard de FCFA) et des autres dépenses de personnel (+0,2 milliard de FCFA), lié à la régularisation des situations administratives. Par conséquent, elles ont représenté 70,3% des recettes fiscales hors pétrole contre 78,2% l'année précédente, demeurant largement au-dessus de la norme communautaire ($\leq 35,0\%$).

III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont enregistré une augmentation de 13,0% pour s'établir à 272,8 milliards de FCFA en 2021. Cette variation est consécutive à l'accroissement du financement sur ressources propres (+46,4 milliards de FCFA), nonobstant le recul des financements sur ressources extérieures. En ratio du PIB, les dépenses d'investissement se sont repliées de 0,3 point à 2,4%.

III.2.2.2.3 Les autres dépenses

Les autres dépenses (hors intérêts de la dette publique) ont cru de 5,1% à 211,8 milliards de FCFA en 2021. Cette hausse résulte essentiellement de l'accroissement des dépenses liées à la promotion du sport (+9,3 milliards de FCFA) et des dépenses relatives à la prise en charge médicale (+5,6 milliards de FCFA). Ainsi, la part des autres dépenses dans le PIB a reculé de 0,4 point.

III.2.3.4 Les intérêts de la dette

En 2021, les charges de la dette publique ont progressé de 3,9% suite au renforcement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+12,7 milliards de FCFA), en raison de l'augmentation des besoins de financement, et au respect des engagements incompressibles de l'Etat. En ratio des recettes budgétaires, le paiement des intérêts de la dette publique a été quasi-stable (17,5% en 2021 contre 17,6% en 2020) et est au-dessus de la norme communautaire en matière de liquidité ($\leq 10,0\%$). En pourcentage du PIB, la charge financière de la dette publique recule de 0,6 point.

Evolution des dépenses budgétaires

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Fonctionnement	1 095,3	1 134,4	1 182,7	4,3%
Salaires et traitements	688,9	683,2	682,4	-0,1%
Biens et services	156,0	202,3	232,2	14,8%
Transferts et subventions	250,4	248,9	268,1	7,7%
Investissements	281,2	241,5	272,8	13,0%
Ressources propres	175,0	152,5	198,9	30,4%
Finex	106,2	89,0	73,8	-17,0%
Autres dépenses	293,5	201,4	211,8	5,1%
Prêts nets (yc prise de participation)	74,7	-4,0	-	-100,0%
FER	12,3	18,7	12,9	-31,0%
CNAMGS	43,9	24,8	30,4	22,6%
FNDS	3,5	5,7	15,0	163,1%
Comptes spéciaux	159,2	156,1	153,5	-1,7%
Total dépenses primaires	1 670,1	1 577,3	1 667,2	5,7%
Intérêts sur la dette	224,9	296,9	308,5	3,9%
Total des dépenses	1 895,0	1 874,2	1 975,7	5,4%
En ratio du PIB nominal				
Fonctionnement	11,1%	12,9%	10,5%	-
Investissements	2,8%	2,7%	2,4%	-
Autres dépenses	3,0%	2,3%	1,9%	-
Intérêts sur la dette	2,3%	3,4%	2,8%	-
PIB nominal (pour mémoire)	9 886,9	8 814,9	11 210,9	-

Sources : DGCPT, DGEPP

III.2.4 La dette publique

Le règlement et le stock de la dette publique se sont renforcés en 2021.

III.2.4.1 Le règlement de la dette

Une enveloppe de 1 231,0 milliards de FCFA a été consacrée au paiement de la dette publique contre 1 178,7 milliards de FCFA l'année précédente, soit un accroissement de 4,4%. Celui-ci résulte de l'augmentation du règlement de la dette intérieure en dépit de la baisse du paiement de la dette extérieure.

La hausse du paiement de la dette publique intérieure (+32,6%) découle de l'accroissement du règlement des moratoires et du marché financier sous régional.

Dans ce contexte, la pression du service de la dette sur les recettes budgétaires a été légèrement moins importante, passant de 70,0% en 2020 à 69,6% en 2021. Celle des intérêts sur les recettes budgétaires a augmenté de 2,1 points à 16,3% en 2021. Ces évolutions de ratios s'expliquent par l'augmentation moins importante du règlement du principal (+0,3%) et la hausse significative du paiement des intérêts (+20,8%) par rapport à la progression des recettes budgétaires (+4,9%).

Evolution des règlements

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	Poids	21/20
Dette extérieure	465,1	795,5	722,7	58,7%	-9,2%
Multilatérale	145,1	91,9	83,0	6,7%	-9,7%
Bilatérale	63,5	67,4	78,0	6,4%	15,7%
Commerciale	172,5	74,3	65,7	5,3%	-11,6%
Marché financier International	84	562	496,1	40,3%	-11,7%
Dette intérieure	328,3	383,2	508,3	41,3%	32,6%
Bancaire	122,7	137,6	89,9	7,3%	-34,7%
Moratoires	60,0	53,1	174,2	14,2%	-
Divers	7,0	3,5	-	-	-
Marché financier Régional	138,6	188,9	244,2	19,8%	29,3%
Total	793,3	1 178,7	1 231,0	100,0%	4,4%

Source : DGD

III.2.4.2 L'encours de la dette

Le stock de la dette publique a augmenté de 8,0% pour s'établir à 6 766,1 milliards de FCFA à fin 2021. Cette situation s'explique par la hausse conjointe de l'encours extérieur (+4,6%) et de l'encours intérieur (+14,2%).

La progression de l'encours extérieur est consécutive essentiellement à l'accroissement des emprunts multilatéraux et de ceux contractés sur le marché financier international. Par ailleurs, L'accroissement de l'encours intérieur provient exclusivement des emprunts auprès du marché financier régional. Le portefeuille de la dette publique reste dominé par la dette extérieure. Toutefois, le poids de la dette extérieure a baissé de 2,0 points à 62,7%. Au total, le taux

d'endettement a diminué de 10,7 points pour s'établir à 60,4%, en deçà du seuil communautaire (+70%), dans un contexte marqué par la reprise économique.

Evolution du stock

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	Poids	21/20
Dette extérieure	3 875,6	4 052,4	4 238,8	62,7%	4,6%
Multilatérale	1 399,9	1 627,9	1 686,2	24,9%	3,6%
Bilatérale	872,5	841,4	841,6	12,4%	0,0%
Commerciale	324,8	269,1	220,7	3,3%	-18,0%
Marché financier International	1 278,4	1 314,1	1 490,3	22,0%	13,4%
Dette intérieure	1 470,9	2 212,5	2 527,3	37,4%	14,2%
Bancaire	686	887,6	845,4	12,5%	-4,8%
Moratoires	232,8	544,1	394,4	5,8%	-27,5%
Divers	552,1	780,8	-	-	-
Marché financier Régional	-	-	1 287,6	19,0%	-
Total	5 346,5	6 264,9	6 766,1	100,0%	8,0%
En ratio du PIB nominal					
Stock de la dette	54,7%	71,1%	60,4%	-	-
Dette extérieure	39,7%	46,0%	37,8%	-	-
Dette intérieure	15,1%	25,1%	22,5%	-	-

Source : DGD

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

III.3.1 Les ressources du système monétaire

Au 31 décembre 2021, la situation monétaire au sens large, corrélée à l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, est caractérisée par un effondrement des avoirs extérieurs nets (-62,4%), un renforcement des crédits intérieurs nets (+18,1%) et une consolidation de la masse monétaire (+5,7%).

Rubriques	déc-19	déc-20	déc-21
	En milliards de F CFA		
Avoirs extérieurs nets	479,6	292,6	110,1
Banque centrale	384,9	230,7	24,1
Banques commerciales	94,7	61,9	86,0
Crédits intérieurs nets	2061,7	2440,1	2881,3
Créances nettes sur l'État	915,6	1234,9	1485,2
<i>dont Position Nette du Gouvernement (PNG)</i>	958,7	1263,5	1475,8
<i>dont Créances nettes sur les organismes publics</i>	-43,1	-28,6	9,4
Créances sur le reste de l'économie	1146,1	1205,2	1396,1
Ressources = Contreparties	2541,3	2732,8	2991,4
Monnaie au sens large	2304,6	2467,7	2609,5
Circulation fiduciaire	365,9	419,5	491,5
Dépôts	1938,7	2048,2	2118,0
<i>dont Quasi monnaie</i>	641,4	714,0	742,7
Ressources extra-monétaires	236,7	265,1	381,9
	Variation annuelle en %		
Avoirs extérieurs nets	4,7%	-39,0%	-62,4%
Crédits intérieurs nets	-2,2%	18,4%	18,1%
Créances nettes sur l'État	-9,8%	34,9%	20,3%
Créances sur le reste de l'économie	-3,7%	5,2%	15,8%
Ressources = Contreparties	-0,9%	7,5%	9,5%
Masse monétaire	0,0%	7,1%	5,7%
Circulation fiduciaire	-10,4%	14,6%	17,2%
Dépôts	2,0%	5,6%	3,4%

Source : BEAC

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

A fin décembre 2021, la masse monétaire a progressé de 5,7% à 2 609,5 milliards de FCFA en même temps que le stock de dépôts (+3,4%) et la circulation fiduciaire (+17,2%).

L'opération de titrisation de la dette intérieure initiée par l'État a permis aux banques de renforcer leurs ressources par le rachat de la dette des entreprises et par l'application accrue de la réglementation de change qui a limité le volume de transferts à l'étranger.

III.3.1.2. Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (fonds propres du système bancaire et autres postes nets) se sont accrues de 44,1% à 381,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2021.

Les contreparties de la masse monétaire

A fin décembre 2021, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 9,5% à 2 991,4 milliards de FCFA, tirées par l'accroissement du crédit intérieur (+18,1%).

Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets du système bancaire ont baissé de 62,4%, passant de 292,6 milliards de FCFA en décembre 2020 à 110,1 milliards de FCFA en 2021. Cette évolution est corrélée à la chute de 89,6% des Avoirs Extérieurs Nets de la B.E.A.C à 24,1 milliards de FCFA.

Evolution et répartition des Avoirs Extérieurs Nets

(En milliards de FCFA)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Avoirs extérieurs nets	479,8	292,6	110,1	-62,4%
Banque centrale	385,1	230,7	24,1	-89,6%
Banques primaires	94,7	61,9	86	38,9%

Source : BEAC

Par ailleurs, le solde du compte d'opérations a enregistré une détérioration de 31% à 466,1 milliards de FCFA sur la période de référence, imputable à une contraction des entrées nettes de capitaux, en liaison avec la baisse de la demande mondiale de matières premières. Toutefois, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs gagne 4,8 points pour s'établir à 68,4% à fin décembre 2021.

Evolution des réserves et du taux de couverture extérieure de la monnaie

(En milliards de FCFA)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Compte d'opérations	668,9	675,4	466,1	-31,0%
Taux de couverture extérieure de la monnaie	73,89%	63,6%	68,4%	4,8 pts

Source : BEAC

Le crédit intérieur

Il s'est affermi de 18,1% à 2 881,2 milliards de FCFA à fin décembre 2021 à la faveur de la hausse conjointe des créances nettes sur l'État (+20,3%) et des crédits à l'économie (+15,8%).

Evolution du crédit intérieur

(En milliards de FCFA)	Déc 19	Déc 20	Déc 21	21/20
Crédits intérieurs nets	2084	2440,2	2881,2	18,1%
Créances nettes sur l'Etat	887,9	1235	1485,1	20,3%
Créances sur l'économie	1196,1	1205,2	1396,1	15,8%

Source : BEAC

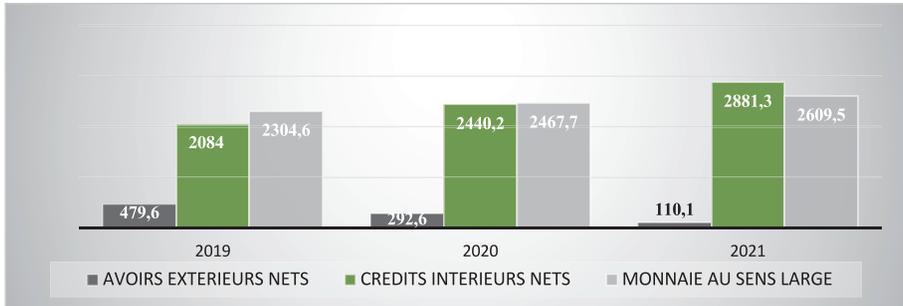
Les créances nettes sur l'Etat

En rapport avec la politique des finances publiques, la situation nette débitrice de l'État se situerait à 1 485,1 milliards de FCFA en décembre 2021 contre 1 235 milliards de FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se serait-elle dégradée à 1 475,8 milliards de FCFA contre 1 263,5 milliards de FCFA en 2020.

Les créances sur l'économie

La reprise de l'activité économique stimulée par la mise en œuvre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) au quatrième trimestre 2021 a eu un impact positif sur les crédits à l'économie (+15,8% à 1 396,1 milliards de FCFA). Cette évolution serait tributaire des concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie.

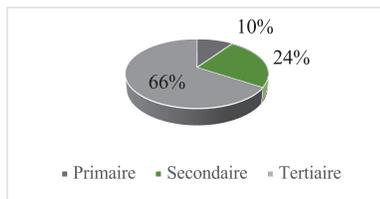
Agrégats monétaires résumés (en milliards de F CFA)



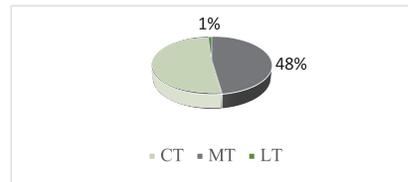
III.3.2. Le financement de l'économie

A fin décembre 2021, le montant des crédits bancaires recensés par la Centrale des Risques de la B.E.A.C. a baissé de 8,3% à 1 445,6 milliards de FCFA..

Répartition des crédits bancaires par secteur



Répartition des crédits bancaires par terme



Le secteur primaire

Les crédits consentis au secteur primaire ont constitué 9,7% de l'ensemble des prêts bancaires. Ils sont en baisse de 13,8%, passant de 163,1 milliards de FCFA à 140,6 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Cette tendance découle de la chute (-45,3%) des crédits octroyés à l'agriculture, à la chasse et aux activités annexes qui se sont établis à 36,8 milliards de FCFA contre 67,3 milliards de FCFA, l'année précédente.

Le secteur secondaire

Le secteur secondaire a absorbé 24,4% du total des prêts bancaires. Ils sont en hausse de 16,3% à 353 milliards de FCFA en décembre 2021. Cette embellie est expliquée par l'augmentation des concours accordés à la fabrication de produits alimentaires et des boissons ainsi qu'aux industries du bois qui ont

augmenté respectivement de 24,9% et de plus de 100% en décembre 2021. Les crédits accordés à la construction se sont également consolidés (+44,7%) pour s'établir à 163,8 milliards de FCFA.

Le secteur tertiaire

Il a concentré 65,9% de l'encours de crédits distribués. Toutefois, les crédits octroyés à ce secteur ont baissé de 14,2% pour s'établir à 952,1 milliards de FCFA en décembre 2021 contre 1 109,5 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution est consécutive à l'effondrement de 73% des prêts consentis au commerce de détail qui se sont établis à 33,1 milliards de FCFA en décembre 2021 contre 122,5 milliards de FCFA sur un an.

Les crédits distribués ont principalement été orientés vers les services fournis aux entreprises, représentant 21,3% du total des crédits, soit 202,9 milliards de FCFA. Ils ont également permis le financement de l'Administration publique (171,3 milliards de FCFA) et les services aux particuliers (113,9 milliards de FCFA).

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements a évolué en 2021 dans un contexte national marqué par une reprise de l'activité économique. En conséquence, le solde du compte courant a renoué avec un excédent, passant de -527,5 milliards de FCFA en 2020 à 1 251,4 milliards de FCFA en 2021. On note toutefois un alourdissement du déficit du solde global des paiements sur la période d'analyse de l'ordre de -187,4 milliards de FCFA contre -1,6 milliard de FCFA en 2020. Cette situation est liée au déficit du compte des capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Déficitaire depuis 2016, le compte courant est redevenu excédentaire en 2021. Cette performance procède principalement de l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale (+124,6%) et de l'allègement du déficit des services (+38,4%) et des revenus (+28,6%).

III.4.1.1 La balance commerciale

Le solde commercial s'est amélioré, porté par le relèvement des exportations de 55,7% à 4 256,9 milliards de FCFA, malgré la hausse des importations de 12,7% à 1 898 milliards de FCFA. Ce regain est expliqué par l'augmentation des ventes des produits du secteur pétrolier (+63,3% à 2 727,1 milliards de FCFA) et du hors pétrole (+43,8% à 1 529,8 milliards de FCFA). En effet, le marché pétrolier a enregistré un relèvement du prix moyen du brut gabonais de 64,8% à 69,7 dollars le baril. En outre, l'accroissement des exportations hors pétrole est expliqué par celui de la demande extérieure, notamment des bois sciés et des mines.

Par ailleurs, les importations ont cru de 12,7% du fait de l'amélioration des commandes du secteur pétrolier, en particulier.

Evolution de la balance commerciale de 2019 à 2021

(En milliards de FCFA)	2019*	2020*	2021*	21/20
Exportations (fob)	3 694,1	2 733,7	4 256,9	55,7 %
Pétrole	2 648,0	1 670,0	2 727,1	63,3 %
Manganèse	627,7	633,6	730,8	15,3%
Or	2,8	7,0	4,1	-41,4 %
Bois	379,9	376,6	392,2	4,1%
Autres	35,7	46,4	402,7	-
Importations (fob)	1 850,0	1 683,4	1 898,0	12,7%
Secteur pétrolier	718,9	536,4	586,3	9,3 %
Autres	1 131,1	1 146,9	1 311,7	14,4%
Balance commerciale	1 844,1	1 050,3	2 358,9	124,6 %

Sources : BEAC, DGEFP * Estimations

III.4.1.2 La balance des services

Le déficit des services s'est amélioré en 2021 de 38,4% à -548,7 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à l'allègement du déficit de la totalité des postes. Cette tendance est attribuée aux effets de l'allègement des restrictions sanitaires.

III.4.1.3 La balance des revenus

En 2021, le déficit de la balance des revenus s'est réduit de 28,6% à 465,3 milliards de FCFA. Ce solde provient de la baisse des sorties de capitaux au titre de la rémunération sur investissements directs (-441,7 milliards de FCFA contre -637,5 milliards de FCFA en 2020).

III.4.2 La balance des capitaux

Excédentaire depuis 2017, le solde du compte des capitaux a enregistré un déficit de 1 232,6 milliards de FCFA. Cette situation s'explique d'abord par la forte diminution des Investissements Directs Etrangers (-95,3%), du fait des incertitudes relatives à l'évolution de la pandémie. Elle tire ensuite son origine de l'accroissement des sorties des capitaux, au titre des Autres investissements pour le remboursement de la dette (-1 332,4 milliards de FCFA contre -590,6 milliards de FCFA en 2020).

Evolution de la balance globale

(En milliards de FCFA)	2019*	2020*	2021*	21/20
1- Transactions courantes	-244,0	-527,5	1 351,4	-
Balance commerciale	1 844,1	1 050,3	2 358,9	124,6 %
Balance des services	-1 209,3	-890,7	-548,7	38,4%
Balance des revenus	-820,2	-652,1	-465,3	28,6%
Balance des transferts	-58,6	-35,0	6,5	118,6%
2- Balance des capitaux	218,8	463,4	-1 232,6	-
Investissements directs	1 045,8	902,3	42,6	-95,3%
<i>Dont secteur pétrolier</i>	<i>591,2</i>	<i>465,2</i>	<i>448,5</i>	<i>-3,6%</i>
Investissements de portefeuille	176,4	151,7	57,2	-62,3%
Autres investissements	-1 003,4	-590,6	-1 332,4	-125,6%
<i>Opérations à plus d'un an (MLT)</i>	<i>-537,0</i>	<i>-975,4</i>	<i>-746,1</i>	<i>23,5%</i>
<i>Opérations à moins d'un an (CT)</i>	<i>-466,4</i>	<i>384,8</i>	<i>-586,3</i>	<i>-252,4%</i>
3- Erreurs et Omissions	-	-	-306,1	-
BALANCE GLOBALE	31,0	-1,6	-187,4	-

SSources : BEAC, DGEPP * Estimations

III.4.3 La balance globale

En définitive, on note un alourdissement du déficit des paiements en 2021. Cette situation est liée au déficit du compte des capitaux malgré un retour à l'excédent du compte courant.

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

En 2021, le secteur moderne a enregistré une hausse de 1,2% des effectifs comparativement à l'année 2020. Cette augmentation est influencée par le secteur public (+2,6%). La levée de la politique du gel des recrutements dans la Fonction Publique, matérialisée par la régularisation des situations administratives dans plusieurs administrations, explique cette évolution. Par contre, sur la base de notre échantillon d'entreprises privées, les sociétés continuent d'enregistrer une diminution de leurs effectifs (-0,5%).

Evolution de l'emploi dans le secteur moderne

Désignation	2019	2020	2021	21/20
Sociétés	84 731	83 713	83 313	-0,5%
Secteur public	99 405	97 781	100 295	2,6%
Total général	184 136	181 494	183 608	1,2%

Sources : DGBFIP, DGEPP * (sans collectivités locales)

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

En 2021, le nombre de salariés dans le secteur public a enregistré une augmentation de 2,6% pour s'établir à 100 295 agents par rapport à 2020. Cette situation procède de la progression des effectifs de la Fonction Publique (+3,6%), malgré la baisse de 3,6% des effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente (MONP). L'accroissement du nombre d'employés de la Fonction Publique est la résultante de la mise en œuvre du plan de régularisations des situations administratives des agents publics en 2021.

Evolution des effectifs du secteur public

Désignation	2019	2020	2021	21/20
Secteur public	99 405	97 781	100 295	2,6%
Fonction publique	84 783	84 168	87 176	3,6%
MONP	14 622	13 613	13 119	-3,6%

Source : DGBFIP

III.5.1.2 Les effectifs par département

Les effectifs de la Fonction Publique, dans la quasi-totalité des administrations,

se sont accrus de 3,6% en 2021 comparativement à l'année 2020. Il s'agit de l'Administration Economique (+19,7%), l'Administration de Développement (+13,5%), l'Administration Sociale (+3,7%) et l'Administration de l'Education (+2,8%). En revanche, l'Administration Centrale a enregistré une diminution de ses effectifs (-0,7%). Sur la période, les départs à la retraite ont atténué la hausse des effectifs de la Fonction Publique.

Evolution de l'emploi par département

Départements	2019	2020	2021	21/20
Pouvoir Public	22 431	22 202	22 431	1,0%
Adm. Centrale	15 186	15 546	15 434	-0,7%
Adm. Economique	7 047	6 757	8 091	19,7%
Adm. Développement	3 506	3 425	3 886	13,5%
Adm. Des Transports	1 036	993	1 005	1,2%
Adm. De l'Education	24 678	24 551	25 240	2,8%
Adm. Sociale	10 849	10 653	11 046	3,7%
Autres	50	41	43	4,9%
Total	84 783	84 168	87 176	3,6%

Source : DGBFIP

III.5.1.3 L'évolution de l'emploi dans la MONP

En 2021, les effectifs de la MONP ont baissé de 3,6% à 13 119 agents. Cette variation est consécutive au maintien de la politique de non remplacement des départs à la retraite. Cette mesure a permis de contraindre l'évolution des effectifs du secteur public.

III.5.2 L'emploi dans les sociétés

L'emploi dans les sociétés a reculé de 0,5% comparativement à l'année 2020, influencé par les entreprises du secteur privé (-0,6%).

En effet, plusieurs branches d'activités ont enregistré une baisse de leurs effectifs : l'Agriculture (-8,7%), le Commerce (-6,2%), les Bâtiments et travaux publics (-6,0%) et l'industrie agroalimentaire (-4,4%), dans un contexte d'incertitude sur l'évolution de la crise sanitaire. Les emplois créés dans les autres industries (+10,0%), le pétrole (+7,1%), le Bois (+4,0%) et Banques et Assurances (+2,6%) ont permis d'atténuer la baisse globale des effectifs. La

volonté gouvernementale de préserver l'emploi et la reprise de l'activité économique ont favorisé les recrutements dans le parapublic en 2021 (+2,0% à 4 214 agents).

Évolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

Désignation	2019	2020	2021	21/20
Sociétés	84 731	83 713	83 313	-0,5%
Parapublic	4 201	4 132	4 214	2,0%
Privé	80 530	79 581	79 099	-0,6%
Agriculture	11 907	11 167	10 192	-8,7%
Pétrole	3 935	4 022	4 307	7,1%
Mines	2 443	2 594	2 611	0,7%
Bois	13 182	13 759	14 316	4,0%
Industries Agro-alimentaires	4 937	4 510	4 313	-4,4%
Autres industries	4 754	5 112	5 621	10,0%
Eau, électricité et raffinage	4 781	5 020	5 141	2,4%
Bâtiment et travaux publics	4 197	4 197	3 945	-6,0%
Transports et Télécom	8 562	8 084	8 227	1,8%
Services	8 545	8 049	7 845	-2,5%
Commerce	9 457	9 467	8 880	-6,2%
Banques et Assurances	3 726	3 607	3 701	2,6%

Source : DGEFP

III.5.3 Le chômage

L'Office National de l'Emploi (ONE) a enregistré 12 609 demandeurs d'emploi en 2021, soit une hausse de 156,5% par rapport à l'année précédente. Le maintien de plusieurs projets attractifs initiés par l'ONE tel que le Contrat d'Apprentissage Jeunesse suscite plus d'engouement chez les jeunes en quête d'un premier emploi.

De même, l'ONE a comptabilisé 661 places vacantes en 2021 contre 633 offres d'emploi un an plus tôt. Le taux de placement demeure bas (28% des places vacantes), ce qui traduit la problématique de l'inadéquation formation-emploi.

Evolution de l'offre et la demande d'emploi

Désignation	2019	2020	2021	21/20
Demandeurs d'emploi	19 669	4 916	12 609	156,5%
Places vacantes (offres)	1 955	633	661	4,4%
Nombre d'embauches réalisées	678	152	339	123,0%
Taux de placement	35%	10%	28%	

Source : ONE

III.5.4 La masse salariale

En 2021, la masse salariale du secteur moderne a progressé de 2,4% pour se situer à 2 016,2 milliards de FCFA. Cette fluctuation est impulsée par la hausse de la masse salariale observée dans notre échantillon de sociétés (+3,7%).

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Sociétés	1316,2	1 286,1	1 333,8	3,7%
Secteur Public	688,9	683,2	682,4	-0,1%
Total	2 005,1	1 969,3	2 016,2	2,4%

Sources : DGBFIP, DGCP, DGEFF

III.5.4.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale du secteur public, à fin décembre 2021, a reculé de 0,1% à 682,4 milliards de FCFA, sous l'effet du repli de la Main d'Œuvre Non Permanente (-4,5%). Sur la même période, la Solde permanente et le poste Autres ont augmenté respectivement de (+0,1%) et (+1,0%). La politique publique en matière de ressources humaines a favorisé la maîtrise des effectifs et des dépenses en personnel.

Evolution de la masse salariale du secteur public

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Secteur public	688,9	683,2	682,4	-0,1%
Fonction publique	626,5	627,9	628,5	0,1%
MONP	45,3	35,3	33,7	-4,5%
Autres	17,1	20	20,2	1,0%

Sources : DGBFIP, DGCP

III.5.4.2 La masse salariale par département

En 2021, la masse salariale de la Fonction Publique, en quasi-stabilité depuis trois ans, a atteint 628,5 milliards de FCFA. Toutefois, la hausse de la masse salariale a été plus prononcée dans les Administrations économiques (+3,3%), Administrations du développement (+1,7%) et dans l'Administration centrale (+1,5%). Dans l'ensemble, ce relèvement est dû au recrutement ainsi qu'à la régularisation des situations administratives. Celle-ci a permis le reclassement et le changement de statut des diplômés des grandes écoles, ainsi que celui des agents en présalaire des secteurs prioritaires.

A contrario, certains départements ministériels ont enregistré une contraction de leur masse salariale. Il s'agit notamment de l'administration des Transports (-1,6%) et de l'administration de l'Éducation (-1,5%).

Evolution de la masse salariale par département

(En milliards de FCFA)	2019	2020	2021	21/20
Pouvoirs Publics	165,7	164,0	164,5	0,3%
Adm. Centrale	106,2	111,9	113,6	1,5%
Adm. Economique	49,0	47,9	49,5	3,3%
Adm. Développement	24,9	24,4	24,8	1,7%
Adm. Des Transports	6,7	6,4	6,3	-1,6%
Adm. De l'Éducation	196,0	197,0	194,1	-1,5%
Adm. Sociale	77,3	75,7	75,2	-0,7%
Autres	0,8	0,6	0,6	-
Total	626,5	627,9	628,5	0,1%

Sources : DGBFIP, DGCP, DGEPE

III.5.4.3 La Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la MONP a reculé de 4,6% à 33,7 milliards de FCFA à fin décembre 2021. Cette situation s'explique principalement par la maîtrise des effectifs, suite au non remplacement des agents admis à la retraite. .

III.5.4.4 La masse salariale des sociétés

La masse salariale du secteur productif s'est accrue de 3,7% aussi bien au niveau des sociétés privées (+3,7%) que du parapublic (+4,2%). L'augmentation de la masse salariale du privé découle essentiellement de la hausse de la masse salariale dans les branches Mines (+24,6%), Autres industries (+12,5%), Eau, électricité et raffinage (+9,5%), Bois (+6,1%) et Banques et Assurances (+6,3%).

Evolution de la masse salariale par département

Désignation	2019	2020	2021	21/20
Sociétés	1 316,2	1 286,1	1 333,8	3,7%
Parapubliques	134,9	135,6	141,3	4,2%
Privées	1 181,3	1 150,5	1 192,6	3,7%
Agriculture	75,6	71	68	-4,2%
Pétrole	159,6	166	166	-
Mines	119	118	147	24,5%
Bois	50,8	49	52	6,1%
Industries agro-alimentaires	54,9	46	43	-6,5%
Autres industries	16,8	16	18	12,5%
Eau, électricité et raffinage	97,6	105	115	9,5%
Bâtiment et travaux publics	42,1	52	50	-3,8%
Transports et Télécom	210,5	198	194	-2,0%
Services	193,6	174	177	1,7%
Commerce	77,4	78	79	1,3%
Banques et Assurances	83,4	79	84	6,3%

Source : DGEPPF

III.5.5 Les prix

Les pressions inflationnistes se sont atténuées. En effet, en moyenne annuelle, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), s'est situé à +1,1% contre +1,3% en 2020. Cette maîtrise de l'inflation résulte notamment du maintien des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère et des prix à la pompe des produits pétroliers depuis mars 2020

III.5.5.1 L'analyse des prix par poste

L'analyse par fonction de consommation révèle que l'atténuation des pressions inflationnistes observée en 2021, provient essentiellement de la baisse de l'inflation des Produits alimentaires & Boissons non alcoolisées (+1,3% contre +1,7%), des Transports (+2,5% contre +7,0%), des Communications (+0,3% contre +2,1%), des Loisirs et Culture (+0,2% contre +0,4%) et de l'Enseignement (+2,6% contre +2,7%).

Le taux d'inflation des Produits alimentaires & Boissons non alcoolisées a fléchi de 0,4 point, en raison du maintien des mesures de lutte contre la vie chère et l'accentuation des activités de contrôles des prix, en dépit d'un

relèvement des cours internationaux des produits de base (indice FAO). Cette évolution concerne les produits tels que :

- la volaille, avec les cuisses de poulet dont le prix moyen a baissé de 3 points à 1 232 FCFA le kilogramme ;
- les légumes frais, en particulier, l'aubergine verte locale (de 955 FCFA à 918 FCFA en moyenne le kilogramme) et le gombo frais (de 3 067 FCFA à 2 930 FCFA le kilogramme) suite à l'augmentation de l'offre sur le marché, en lien avec la mise sur le marché des produits issus des exploitations du programme GRAINE ;
- les poissons séchés ou fumés (+6,0% contre +9,2% en 2020) du fait de l'atténuation de l'inflation du maquereau fumé (+3,5% contre +10,4% en 2020).

La réduction de l'inflation dans les transports (-4,5 points) est consécutive au maintien des prix des carburants à la pompe depuis mars 2020.

Le ralentissement de l'inflation des communications (-1,8 point) découle des offres promotionnelles (téléphone, internet).

En revanche, on observe une persistance des tensions inflationnistes sur les postes suivants : « Meubles. Articles de ménage et entretien courant de la maison » (+2,1% contre +0,6%), « Restaurants et hôtels » (+0,9% contre +0,1%) et « biens et services divers » (+1,5% contre +0,1%), ainsi qu'une inflation sur les postes « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,2% contre -0,8%) et « Santé » (+0,03% contre -0,6%). Cette situation est liée au maintien des mesures restrictives de lutte contre la Covid-19.

III.5.5.2 L'analyse sectorielle

Par rapport à l'année 2020, le découpage sectoriel en 2021 laisse apparaître une atténuation des pressions inflationnistes dans les secteurs primaire (+1,4% contre +2,7%) et tertiaire (+1,2% contre +1,6%).

En termes de durabilité, c'est l'atténuation de l'inflation sur les biens non durables (+1% contre +1,6%) et les services (+1,2% contre +1,6%) qui explique cette situation. De plus, par origine, cette inflation modérée découle de la maîtrise de l'inflation locale (+1% contre +1,8%) en dépit d'une remontée de l'inflation importée (+1,4% contre +0,8%). Par ailleurs, l'inflation sous-jacente (hors produits frais et énergie) a régressé de 0,1 point à +1,1%.

III.5.5.3 La compétitivité globale

Comparativement à nos principaux partenaires économiques, le différentiel d'inflation est favorable au Gabon en 2021, en particulier avec la France et les Etats-Unis, respectivement de -0,5 et -5,9. Par contre, avec la Chine, l'écart d'inflation s'est situé à +0,2.

En définitive, le taux d'inflation s'est établi à 1,1% en 2021 et se situe en deçà de la norme communautaire (+3,0%).

Evolution de l'IHPC des ménages

Regroupements	Pond	Taux d'inflation tri-mestriel (en %)				Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		2021				Indice moyen		Variation (%)		
		T1	T2	T3	T4	2020	2021	2020	2021	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10000	1,6	0,9	0,6	1,2	102,1	103,2	1,3	1,1	1,7
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4029	1,4	0,9	1,2	1,7	102,8	104,2	1,7	1,3	2,1
Céréales non transformées	484	2,2	1,7	-0,1	-0,8	101,9	102,7	0,8	0,7	-0,9
Pains	144	-5,8	-7,8	-6,0	-8,7	104,1	96,7	5,3	-7,1	-8,4
Bœufs	129	0,9	0,1	1,7	1,8	99,2	100,4	1,8	1,1	1,7
Volaille	326	-0,4	2,4	3,2	0,8	105,4	107,0	2,7	1,5	-0,6
Poissons frais	254	6,0	3,9	6,4	5,4	100,3	105,7	-1,0	5,4	4,6
Poissons et autres produits séchés ou fumés	106	9,8	7,0	1,5	6,2	109,6	116,1	9,2	6,0	11,5
Huiles raffinées	420	-2,0	4,0	11,2	16,4	97,8	105,0	-1,4	7,3	18,6
Légumes frais en fruit ou racine	195	-3,7	-5,7	0,9	0,9	108,4	106,2	4,2	-2,0	2,2
Légumes frais en feuilles	96	2,7	-4,5	-2,2	-1,9	104,3	102,7	4,8	-1,5	-2,6
Tubercules. plantain	205	-0,5	-0,6	-6,1	-6,9	111,7	107,7	6,4	-3,6	-6,2
Boissons alcoolisées et tabac	170	0,8	-0,4	-1,5	-1,3	100,9	100,3	-0,1	-0,6	-1,2
Articles d'habillement et chaussures	525	-0,5	0,0	0,3	2,0	99,9	100,3	-1,4	0,5	2,8
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1543	0,5	0,4	0,1	0,0	100,5	100,7	-0,8	0,2	0,1
Alimentation en eau	88	-0,4	-0,6	-0,7	-0,7	99,9	99,3	-2,7	-0,6	-0,7
Electricité	308	0,5	0,0	0,0	0,0	99,9	100,0	-1,3	0,1	0,0
Gaz	67	-2,4	0,0	0,0	0,1	97,3	96,8	-3,0	-0,6	0,1
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	2,1	3,2	1,5	1,8	100,3	102,4	0,6	2,1	2,1
Santé	231	-1,3	-0,9	0,0	2,2	99,5	99,5	-0,6	0,03	2,9
Transports	813	8,5	2,4	-0,9	0,7	107,0	109,7	7,0	2,5	1,8
Carburants et lubrifiants	248	-6,9	1,4	-0,1	-0,4	98,1	96,5	-1,3	-1,6	0,0
Communications	555	0,3	1,0	-0,1	0,1	102,1	102,4	2,1	0,3	0,0
Loisirs et culture	459	0,5	0,2	-0,1	0,3	100,2	100,4	0,4	0,2	0,6
Enseignement	324	2,9	2,9	3,0	1,5	103,4	106,0	2,7	2,6	0,5
Restaurants et hôtels	588	0,0	1,1	1,0	1,4	100,2	101,1	0,1	0,9	1,3
Biens et services divers	383	0,5	1,5	1,3	2,5	99,9	101,4	0,1	1,5	3,3
Inflation sous-jacente		1,5	1,0	0,6	1,2	101,7	102,8	1,2	1,1	1,9

III.6.ENCADRE SUR LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

La liste des critères de surveillance multilatérale dans l'Union, définie par la directive n°2/16-UEAC-093-CM-30 du 3 février 2016, comprend : le solde budgétaire de référence, le taux d'inflation, le taux d'endettement public et la non accumulation d'arriérés. Le non-respect des critères peut entraîner des sanctions décidées par le Conseil des Ministres ou l'adoption par ce même Conseil, sur proposition de la CEMAC, d'une directive portant sur l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'ajustement approprié par l'État membre concerné.

En 2021, la position globale du Gabon par rapport aux critères de surveillance multilatérale se présente comme suit : deux critères sur l'ensemble n'ont pas été respectés. Il s'agit du solde budgétaire de référence et de la non accumulation d'arriérés. Sur la base des nouvelles hypothèses du cadrage macroéconomique et budgétaire, l'état de la convergence se présente comme suit :

- Le solde budgétaire de référence s'est établi à -1,8% du PIB en 2021, non conforme à la norme communautaire (> ou = -1,5%). On note une atténuation de ce déficit de 1,7 point par rapport à 2020.
- Le taux d'inflation s'est établi à +1,1% en 2021, en-deçà de la norme communautaire de +3%. Cette évolution est liée à une maîtrise des tensions inflationnistes, suite au maintien des mesures de lutte contre la vie chère et au renforcement des contrôles des prix.
- Le taux d'endettement s'est établi à +60,4% du PIB en 2021 (inférieur à la norme communautaire fixée à 70% du PIB). Cette situation résulte de l'amélioration de l'activité économique et des efforts de règlement de la dette ;
- La non-accumulation d'arriérés n'a pas été respectée en 2021, suite aux contraintes imposées aux finances publiques par la gestion de la pandémie.

Critères de surveillance multilatérale 2019 – 2021

	Norme	2019	2020	2021	Observations pour l'année 2021
Solde budgétaire de référence (%PIB)	> ou = -1,5%	-1,4%	-3,5%	-1,8%	Non Respecté
Taux d'inflation	< ou = à 3 %	2,0%	1,3%	1,1%	Respecté
Taux d'endettement public	< ou = à 70 %	54,1%	71,1%	60,4%	Respecté
Non accumulation d'arriérés :	Arriérés < 120 jours	-	38,6	49,8	Non Respecté

Sources : Cellule Nationale de SML ; DGEFF

*La politique
économique
du gouvernement
en 2021*

4^e partie



IV. LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2021

En 2021, l'économie nationale a fait face à une conjoncture internationale difficile suite à la chute combinée des prix du baril de pétrole et de la demande mondiale. L'activité a également été impactée par la pandémie de la Covid-19. Le Gouvernement a répondu à cette crise par l'adoption d'un plan de relance de près 250 milliards de FCFA (environ 3 % du PIB) et a concentré son action sur les réformes budgétaires, économiques, financières et sociales, en vue de soutenir la relance et améliorer la viabilité de la dette.

Le Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) dont l'objectif est de diversifier l'économie et de dynamiser les nouveaux moteurs de croissance intègre une grande partie de ces réformes. En redéfinissant le modèle économique et social du pays, le PAT poursuit la transition vers l'après-pétrole et l'amélioration du niveau de vie des populations.

IV.1 La politique budgétaire

La politique budgétaire de l'Etat, initiée en 2020, s'est poursuivie en 2021. Elle a mis l'accent sur l'optimisation des recettes, la maîtrise des dépenses publiques, la priorisation des dépenses d'investissement, l'amélioration de la viabilité de la dette publique et l'amélioration de la qualité des services.

Recettes

En 2021, le Gouvernement a prévu de poursuivre les actions d'optimisation des recettes.

En matière de fiscalité intérieure, des mesures ont été prises en vue de promouvoir le civisme fiscal, l'élargissement de l'assiette de l'impôt et l'amélioration continue du système fiscal. Ces mesures ont porté spécifiquement sur :

- l'approbation parlementaire des avantages fiscaux reconnus aux contribuables par voie conventionnelle ;
- la rationalisation des avantages fiscaux par la suppression de tous les avantages consentis en matière d'impôts indirects, d'impôts locaux et de taxes environnementales, telle que recommandée par les institutions de Bretton Woods (FMI, BM) ;
- le durcissement des conditions d'octroi des avantages fiscaux ;
- la réduction de la durée d'exonération des sociétés de capital investissement pour la ramener de cinq (05) à trois ans(03) ;

- la formalisation des méthodes de reconstitution du bénéfice imposable en cas de Taxation d'Office (T.O) ;
- la formalisation et l'harmonisation de la pratique de l'évaluation des charges mixtes dans le cadre de la détermination de l'impôt dû par le contribuable ;
- la suppression du régime des sous-traitants pétroliers ;
- l'imposition de l'indemnité représentative de l'avantage en nature au logement ;
- la réduction et la limitation de la durée des avantages fiscaux consentis aux nouvelles entreprises ;
- la prise en compte des innovations permettant de renforcer l'efficacité de la collecte de la TVA sur les opérations de commerce électronique ;
- l'obligation d'immatriculation de certaines activités particulières (plateformes de commerces et de prestations des services en ligne, employés non immatriculés, etc.) ;
- la modification des dispositions relatives à la souscription d'une déclaration rectificative ;
- la généralisation de l'obligation déclarative récapitulative des avantages fiscaux à tous les contribuables bénéficiaires d'avantages fiscaux de toute nature.

En matière de fiscalité de porte, le Gouvernement a réduit considérablement la dépense fiscale résultant des mesures d'exonérations prises par les textes précédents afin de dégager des marges au profit du budget de l'Etat. Les principales mesures y relatives ont porté sur :

- l'alignement de certaines lignes tarifaires sur le Tarif Extérieur Commun (TEC) CEMAC ;
- l'annulation des exonérations accordées en dehors du cadre légal ;
- la réforme du dispositif incitatif par secteurs d'activités notamment les secteurs du bois, de l'habitat social, du tourisme et de l'agriculture ;
- la réforme du dispositif de lutte contre la vie chère.

Dans le cadre de la réforme du dispositif fiscal, d'autres mesures complémentaires sont venues renforcer celles existantes, il s'agit des :

- mesures fiscales en faveur de l'investissement et du financement des PME/ PMI ;

- mesures en faveur de la sécurisation des recettes de l'Etat ;
- mesures fiscales en faveur de la rationalisation et du rendement effectif des avantages fiscaux ;
- mesures fiscales en faveur de la création d'emploi au profit des nationaux ;
- mesures fiscales visant l'accroissement des recettes fiscales et l'équité entre contribuable.

Nouvelles sources de financement

Elles se matérialisent par le recours au marché financier pour le financement du Programme d'Appui au Secteur des Infrastructures au Gabon (PASIG 1). Ces emprunts sont principalement contractés auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD).

Dépenses

Pour assurer la maîtrise et l'efficacité de la dépense publique, le Gouvernement a poursuivi et intensifié les actions visant à optimiser la gestion de la masse salariale, améliorer la gestion des comptes d'affectation spéciale, rationaliser la gestion des services publics personnalisés (SPP) et renforcer la gestion des investissements publics.

L'ajustement des dépenses de personnels

En matière de gestion de la masse salariale, le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des mesures concourant à sa maîtrise. A cet effet, l'accent a été mis sur :

- l'amélioration des contrôles en matière de recrutement afin de gérer plus efficacement la masse salariale ;
- la mise en place d'une gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences en vue d'optimiser l'adéquation offre/demande pour l'affectation des agents ;
- l'élaboration des fiches de postes des agents de l'Administration.

En matière de gestion des comptes d'affectation spéciale, les actions suivantes ont été mises en œuvre pour :

- poursuivre l'intégration des recettes affectées dans le processus budgétaire, de façon à rendre exhaustive les informations publiées dans les rapports trimestriels sur l'exécution du budget ;

- mettre en place des instruments visant à garantir la transparence dans l'exécution des recettes affectées en vue de rationaliser leur mode de gestion.

En ce qui concerne la gestion des SPP (Services Publics Personnalisés), le Gouvernement a poursuivi la mise en œuvre des mesures suivantes :

- l'amélioration du mode de présentation des états financiers des organismes publics (EPE, Collectivités locales) afin de parvenir à maîtriser la structuration des subventions accordées par l'Etat et à rationaliser les dépenses des SPP ;
- la maîtrise des dépenses des SPP, notamment leur masse salariale.

S'agissant du renforcement de la gestion des investissements publics, il a été question de maintenir le Processus de Modernisation de la gestion des Investissements publics (PIM) par la mise en place d'un Programme d'Investissements Publics (PIP) contenant les projets ayant fait l'objet d'études.

IV.2 Les politiques sectorielles

La pandémie de la Covid-19 a mis en relief les contraintes structurelles qui existaient auparavant. Le Plan d'Accélération de la Transformation est une réponse du Gouvernement à l'urgence d'engager des changements structurels pour diversifier les sources de croissance, la rendre plus résiliente et disposer d'un financement soutenable.

Développement des secteurs productifs

Le Gabon est résolument engagé dans la mise en place d'un système alimentaire durable. A cet effet, la politique en matière d'Agriculture-élevage-pêche vise à créer un Système écoresponsable qui devra garantir à la population un accès à une alimentation saine et équilibrée. La mise en œuvre de cette stratégie s'est traduite par :

- l'attribution des terres agricoles aux promoteurs dans le cadre de la mise en œuvre des Zones Agricoles à forte Productivité (ZAP) ;
- l'adoption du décret réglementant les métiers d'alimentation et de restauration de rue ;
- l'adoption du décret fixant les conditions et modalités d'exercice de l'aquaculture ;
- la structuration de la filière élevage par l'adoption de la loi fixant les conditions d'exercice de la médecine vétérinaire ;

- l'adoption de la loi portant utilisation des médicaments vétérinaires ;
- l'adoption du projet de loi portant orientation générale de l'Agriculture, qui fait obligation aux distributeurs de s'approvisionner au moins à hauteur de 50% des produits locaux.

Cette nouvelle stratégie a reposé sur plusieurs projets catalyseurs de croissance qui visent à augmenter la production agricole nationale. On retrouve notamment :

- le Projet de Développement Agricole et Rural (PDAR2) qui vise la réduction de la pauvreté en milieu rural, par la diversification, l'augmentation des revenus des populations et l'amélioration de leurs conditions de vie. Déployé dans 171 villages, le PDAR2 est en cours dans les provinces de la Ngounié et de l'Ogooué-Ivindo ;
- le Projet d'Appui au Programme Graine (PAPG1);
- la construction d'un laboratoire de sécurité sanitaire des aliments avec pour point de débarquement Eboro-Bikondom.

Forêt et environnement

En matière d'environnement, le Gouvernement a doté notre pays de moyens de lutte contre les pollutions par des mesures préventives et incitatives, d'une part. D'autre part, cette lutte s'effectue au travers des interdictions visant à améliorer le cadre de vie, à préserver l'environnement et à instaurer le principe de la responsabilité élargie des producteurs. A cet effet, les autorités ont renforcé le cadre législatif et réglementaire par :

- l'adoption d'un nouveau cadre organique de la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature (DGEPN) ;
- l'adoption d'une loi interdisant les plastiques à usage unique et la promulgation d'une ordonnance sur les changements climatiques ;
- la délivrance des seize (16) premiers agréments professionnels en matière de prestation de bureaux d'études privés sur l'environnement.

Dans le cadre du suivi de ses activités, 154 nouveaux projets ayant fait l'objet d'une étude d'impact environnemental ont été approuvés par la DGEPN. Plusieurs d'entre eux concernent la mise en œuvre du PAT. Dans le même temps, des missions de police ont été intensifiées pour la mise en conformité des installations industrielles.

En matière de forêt, la politique gouvernementale a consisté à la mise en place des mesures suivantes :

- création d'un guichet de financement d'urgence de 225 milliards de FCFA pour répondre aux besoins de trésorerie des entreprises ;
- mise en place d'un moratoire d'échéancier de dettes envers les banques pour les entreprises en cessation d'activités ;
- remise d'impôts aux entreprises citoyennes pour la préservation des emplois ;
- défiscalisation de toutes les primes exceptionnelles octroyées aux employés exerçant leurs activités durant la période de confinement.

Forêt et environnement

Dans le secteur des mines, il a été décidé de créer une réserve stratégique d'or. Cette décision vise à :

- assurer les avoirs extérieurs du Gabon dans la réalisation de certaines opérations courantes ;
- réaliser une consignation légale ;
- réaliser sur les marchés extérieurs toute opération financière autorisée.

Eau et électricité

La pandémie de la Covid-19 a mis en évidence l'insuffisance de l'offre de l'eau potable aux populations. Dans le souci d'améliorer l'accès au service public de l'eau et de l'électricité, le Gouvernement a veillé à la poursuite des chantiers en cours, dont les plus importants sont :

Dans le secteur de l'eau :

- la mise en service de la nouvelle centrale de production d'eau potable de CIM Gabon 2, à Ntoum, qui va permettre de desservir plus de 30 000 ménages, de réduire les pertes d'eau et de renouveler de 30% le réseau existant ;
- la construction des barrages hydroélectriques (Ngoulmendjim, Dibwangui et Kingué-Aval) ;
- le Projet Accès aux Services Sociaux de Base en Milieu Rural (PASBMIR) qui va réhabiliter 27 forages afin de redonner accès à la fourniture d'eau potable dans 27 villages des provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime.

Par ailleurs, ce programme vise l'optimisation des réseaux de distribution d'eau, la construction, la réhabilitation des Systèmes d'assainissement et

d'hygiène des établissements publics scolaires et sanitaires des villes de Ndendé, Gamba, Medouneu, Makokou, Cocobeach, Lambaréné, Bakoumba et Minvoul.

Dans le secteur de l'électricité :

Dans le secteur de l'électricité, il a été initié de nouveaux projets pour augmenter l'offre énergétique. Ces principaux projets sont :

- Le Programme d'Urgence d'Electrification (PUE) qui vise à réaliser des travaux d'extension des réseaux électriques, de distribution, de réhabilitation et d'hybridation de centrales thermiques, ainsi que la fourniture et l'installation des lampadaires solaires dans les provinces de l'Estuaire, du Haut-Ogooué, du Moyen-Ogooué, de l'Ogooué-Ivindo, de la Nyanga et du Woleu Ntem. Il prévoit de même, le raccordement des populations sur le réseau public et la pose de foyers lumineux.
- Le Projet de densification des réseaux de distribution en milieu rural. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent, l'Etat Gabonais a signé un contrat avec le groupe GSEZ Infrac/OLAM. Ce contrat vise à améliorer le taux d'accès à l'électricité sur toute l'étendue du territoire national par la densification des réseaux de distribution moyenne et basse tension (HTA/BT) en zones rurales. Il poursuit par ailleurs le renforcement des capacités de production d'énergie électrique pour 17 mégawatts dans les localités de Lambaréné, Mouila, Fougamou et Bitam.

Les actions réalisées dans le cadre de ce projet en 2021 sont :

- la réception provisoire de l'ensemble des ouvrages (groupes, postes et lignes) ;
- la réception des quatre (04) groupes restants, installation et mise en service de 2 groupes à Makokou et Mouila et mise à la disposition des deux autres à la SEEG dans le cadre des travaux de la réhabilitation de la centrale thermique de Koulamoutou ;
- le Projet d'électrification transfrontalière et d'interconnexion en haute tension entre le Gabon et la Guinée Equatoriale ;
- le Projet d'Accès aux Services de Base en Milieu Rural et Renforcement de Capacités au Gabon (PASBMIR) qui va permettre d'étendre les réseaux électriques de basse, moyenne et haute tension. Les travaux prennent en compte le réseau partant de la centrale de Bitam pour la

frontière Gabon-Guinée équatoriale mais aussi la frontière Gabon-Cameroun.

- Programme lampadaire solaire à hauteur d'un (01) milliard de FCFA.

Infrastructures

Le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) a enregistré une embellie en 2021 avec le lancement de nombreux chantiers d'infrastructures. Ces principaux chantiers sont :

- la Transgabonaise ;
- la réhabilitation de la voie ferrée ;
- la réhabilitation des voiries urbaines et du réseau d'adduction d'eau ;
- la construction de nouvelles salles de classe ;
- et la création de deux (02) Zones d'Investissement Spéciale (Ikolo dans la commune de Lambaréné et la Mpassa dans le Haut-Ogooué).

Sur le plan de l'aménagement du territoire, la première phase du PASIG a un double objectif :

- relier les pôles d'activités économiques à l'intérieur du pays ;
- permettre au Gabon de s'arrimer à l'intégration sous régionale en zone CEMAC en facilitant la libre circulation des personnes et des biens.

Concernant les infrastructures de transport (routes, voie ferrée) et d'assainissement, l'action du Gouvernement s'est poursuivie par la matérialisation des projets de construction des bassins versants, des réseaux routier et ferroviaire.

A ce titre, les projets ci-après ont démarré :

- route Moanda-Bakoumba ;
- route Ndendé-Tchibanga ;
- route Ovan-Makokou ;
- aménagement bassins versants (Terre nouvelle et Nzeng-Ayong) ;
- entretien des ouvrages d'assainissement.

Les projets en cours d'exécution sont :

- la construction de la route FORASOL-MBEGA à Port-Gentil ;
- les travaux de finition de la route Tchibanga - Mayumba ;
- les voiries des capitales provinciales ;
- les voiries des capitales départementales.

Aménagements routiers et équipement/réhabilitation des bâtiments des Travaux Publics

Province	Projet	Niveau d'exécution	Source de financement
Estuaire (11projets)	Aménagement de route sablière	100%	RG
	Aménagement rondpoint aéroport	91%	RG
	Passerelles piétonnes LPIG et LNLN	33%	RG
	Bitumage voirie UOB	7%	PID-PIH
	Bitumage voirie USS	9%	PID-PIH
	Réhabilitation Boulevard Triomphal	44%	RG
	Aménagement Tronçons Routiers Libreville Owendo	80%	RG
	Aménagement pavés Alibadeng 3,5 km	57%	RG
	Aménagement pavés Libreville 8,6km	91%	RG
	Transgabonais	25%	PPP
	Equipement et Réhabilitation TP Ntoum	75%	RG
Haut-Ogooué (9projets)	Entretien Route Akiéni-Onga (PK0-PK85)	95%	RG
	Entretien Route Makokou-Onkondja (PK0-PK40)	54%	RG
	Entretien Route Makokou-Onkondja (PK40-PK80)	45%	RG
	Entretien Route Makokou-Onkondja (PK80-PK120)	74%	RG
	Entretien Route Makokou-Onkondja (PK120-PK160)	95%	RG
	Réhabilitation TP Franceville	100%	RG
	Réhabilitation subdivision Provinciale TP Franceville	95%	RG
	Equipement et Réhabilitation subdivision provinciale TP Haut-Ogooué	70%	RG
	Equipement et Réhabilitation subdivision Akiéni	80%	RG
Moyen-Ogooué (1projet)	Equipement et réhabilitation subdivision provinciale TP Ndjolé	39%	RG
Ngounié	Equipement et réhabilitation Direction Provinciale TP Mouila	-	RG
	Equipement et réhabilitation Subdivision Provinciale TP Mouila	50%	RG
	Réhabilitation de l'Ecole des Techniciens TP Fougamou	34%	RG
	Equipement et réhabilitation Subdivision Provinciale TP Ndéndé	50%	RG
	Equipement et réhabilitation Subdivision Provinciale TP Mbigou	41%	RG
Nyanga	Equipement et réhabilitation Provinciale TP Tchibanga	100%	RG
Ogooué-Ivindo	Equipement et réhabilitation Direction Provinciale TP Makokou	95%	RG
	Equipement et réhabilitation Subdivision Provinciale TP Booué	85%	RG
	Entretien Routier Makokou-Mékambo (PK0-PK40)	50%	RG
Ogooué-Lolo	Equipement et réhabilitation Direction Provinciale TP Koulamoutou	100%	RG
	Entretien Route Départementale Koulamoutou-Pana	-	RG
Ogooué-Maritime	Equipement et réhabilitation Direction Provinciale TP Port-Gentil	78%	RG
Woleu-Ntem	Equipement et réhabilitation Direction Provinciale TP Oyem	85%	RG
	Equipement et réhabilitation Subdivision Provinciale TP Oyem	30%	RG
	Equipement et réhabilitation Subdivision Provinciale TP Bitam	15%	RG
	Réhabilitation route Kougouleu-Medouneu 43km	8%	RG

Source : Conseil National du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT)

Hôtellerie, tourisme et restauration

En matière de promotion, développement et organisation des activités liées au tourisme, la loi n° 034/2020 du 22 mars 2021, portant Réglementation du secteur Tourisme en République Gabonaise a été promulguée. Cette loi vient non seulement combler un vide juridique tant décrié par les acteurs du secteur (opérateurs et administration sectorielle), mais également de permettre la mise en valeur du potentiel dont regorge le pays.

Environnement des affaires

Pour favoriser l'attractivité de l'environnement des affaires, le Gouvernement a pris des mesures dans le but d'améliorer le cadre législatif, réglementaire et fiscal. Il s'agit de :

- faciliter l'accès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) à la commande publique et privée par la sous-traitance ;
- lutter contre le développement du secteur informel par la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale ;
- renforcer les garanties des droits du contribuable avec la possibilité de solliciter de l'Administration fiscale des délais supplémentaires pour faire parvenir leurs observations dans le cadre d'un contrôle fiscal

IV.3 La politique sociale

La pandémie de la Covid-19 a amplifié les vulnérabilités des populations et accentué les inégalités sociales, notamment en matière d'éducation et de santé. Pour y faire face, le Gouvernement, a mis en place des mesures visant à renforcer les services sociaux de base.

A cet effet, les dépenses sociales ont été relevées de près de 60% par rapport au budget initial. Ce budget complémentaire a été affecté à la lutte contre la Covid-19, aux bourses d'études, à la CNAMGS, aux prestations familiales versées aux agents publics, aux transports en commun, aux hôpitaux, au Samu social, aux inhumations et aides aux familles ainsi qu'au soutien au prix du gaz butane et au pétrole lampant.

Santé

En matière de santé, les autorités ont poursuivi la réforme du système sanitaire avec notamment, le renforcement du cadre réglementaire, l'amélioration de la gouvernance des structures sanitaires, l'optimisation de la gestion du médicament et des ressources humaines. On note également l'opérationnalisation des régions et départements sanitaires, le développement de la médecine préventive et le renforcement de l'offre des soins des établissements spécialisés.

Pour atteindre ces objectifs, les projets suivants ont été mis en œuvre :

- le renforcement des structures sanitaires (PNDS II-AFD);
- l'équipement en scanners des Centres Hospitaliers Régionaux (CHR de Ntchengué à Port-Gentil);
- la réhabilitation, la réfection, l'achèvement et la construction des centres médicaux sur l'ensemble du territoire ;
- la construction du Centre National d'Aptitude Médicale ;
- le renforcement du personnel soignant par l'arrivée de 159 professionnels de santé cubains qui ont été redéployés sur l'ensemble du territoire national dans les Centres Hospitaliers Universitaires, les Centres Hospitaliers Régionaux et les Centres médicaux.

La pandémie de la Covid-19 a mis en évidence les dysfonctionnements et manquements du système sanitaire gabonais. Pour les surmonter, plusieurs actions ont été entreprises, avec l'appui multiforme de nombreux partenaires internationaux, à savoir :

- le renforcement des capacités fourni par la BAD, l'Union africaine, Africa CDC (Centres for Disease Control and prevention) et ASLM (African Society of laboratory medicine) ;
- la formation des évaluateurs pour les laboratoires de diagnostic Covid-19 ;
- les travaux de réaménagement de l'hôpital pédiatrique d'Owendo qui devient l'Institut des Maladies Infectieuses Daniel GAHOUMA ;
- la poursuite du Plan National de Vaccination avec l'aide de partenaires internationaux, à savoir :
 - la Chine 100 000 doses ;
 - la Russie 10 000 doses ;
 - les USA 100 620 doses Pfizer ;
 - la Grèce 50 000 doses moderna.

Education nationale

En 2021, l'objectif du Gouvernement était d'assurer une rentrée scolaire normale, de poursuivre la réalisation des projets phares et de réhabiliter certaines infrastructures, malgré la conjoncture sanitaire.

Depuis 2020, le Gabon dispose d'un annuaire statistique fiable (2018-2019), un outil d'aide à la décision, indispensable pour améliorer la gestion et le pilotage du système éducatif et rendre la politique d'offre éducative plus pertinente. Cet outil a ainsi permis au Gouvernement d'élaborer et de faire le suivi-évaluation de son premier Plan Sectoriel de l'Education (PSE) et de combler le déficit statistique du Gabon dans la base de données de l'Institut de Statistique de l'Unesco (ISU).

A cet effet, les principaux projets initiés sont :

- le Projet d'Investissement dans le Secteur Educatif (PISE) ;
- la réhabilitation de 703 écoles primaires et de 109 lycées et collèges ;
- l'achèvement du Lycée Technique de Bikélé;
- l'acquisition d'établissements scolaires (PAUL KOUYA, CES les Lauriers, Complexe d'Awendjé);
- la construction du lycée du deuxième arrondissement de Franceville.

Les principaux projets

INTITULE DU PROJET	CIBLE	RESULTATS OBTENUS	TAUX DE MISE EN ŒUVRE
Construction des salles de classe	3 500	677	19,3%
Réhabilitation des salles de classe	1000	2 183	218,3%
Fourniture et équipement des tables bancs	170 000	169 456	99,7%
Réhabilitation des internats des capitales provinciales	18	18 en cours	92,2%
Formation des enseignants	140	43	30,7%
Formation des encadreurs pédagogiques	170	132	77,7%

Source : Direction du Patrimoine du Ministère de l'Education Nationale

Enseignement supérieur

Au niveau de l'Enseignement Supérieur, les mesures suivantes ont été prises :

- améliorer le cadre de vie des étudiants et du personnel enseignant par le programme de réhabilitation et de modernisation des Universités et Grandes Ecoles ;

- promouvoir le développement d'une offre de formation professionnalisante ;
- mettre en œuvre la plate-forme numérique dédiée à la formation à distance pour faire face à la Covid-19;
- renforcer les financements des centres de recherche ;
- promouvoir l'excellence en octroyant les bourses aux apprenants les plus méritants.

Formation professionnelle

En matière de formation professionnelle, le Gouvernement a maintenu sa politique de formation et de réinsertion par le biais des projets d'appui à l'employabilité des jeunes. Il s'agit de :

- l'opérationnalisation du centre de formation de Nkok, inauguré en avril 2021. Ce complexe multisectoriel, intégré dans la Zone Economique Spéciale de NKOK, est doté de structures d'apprentissage innovantes ;
- la livraison des centres de formation et d'enseignement professionnelle de Ntchengué à Port-Gentil et Mvengué à Franceville, au dernier trimestre 2021.

Ces structures d'apprentissage sont chargées d'assurer la formation initiale et continue, notamment en génie mécanique, génie industriel et électronique ainsi qu'en ingénierie du soudage. Elles vont permettre aux apprenants d'allier formation-emploi afin de répondre à l'exigence de compétitivité, en proposant aux entreprises une main-d'œuvre locale qualifiée.

Les formations sont sanctionnées par les diplômes suivants : Certificat d'Aptitude Professionnelle (CAP), Brevet Professionnel, Baccalauréat Professionnel, Brevet de Technicien Supérieur (BTS), Diplôme Universitaire Technologique (DUT), Licence Professionnelle, Master Professionnel et Diplôme d'Ingénieur.

Emploi

Dans l'optique de promouvoir et d'accompagner les efforts de la politique de l'emploi, il a été décidé de réformer l'Office National de l'Emploi qui prend désormais l'appellation de Pôle National de Promotion de l'Emploi et voit ses compétences renforcées et élargies pour mieux répondre à la vision d'une nouvelle politique de l'emploi.

Cette réforme vise la modernisation et l'amplification du dispositif d'aide d'accès à l'emploi des jeunes et la mise en œuvre des mesures spécifiques prises par le Gouvernement en matière d'insertion et de réinsertion professionnelles des demandeurs d'emploi.

IV.4 La politique monétaire

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 20 décembre 2021 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : 3,5% ;
- Taux créditeurs minimum (TCM) : 2,45% ;

De même, les facilités ont été reconduites comme suit :

- Taux de facilité de prêt marginal : 5,25% ;
- Taux de facilité de dépôt : 0%.

Taux d'intérêt des Appels d'Offre (TIAO)	3,5%
Facilité marginale de prêt	5,25%
Facilité de dépôts	0%

Politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à terme (DAT) et les Dépôts à vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

Coefficient applicable sur les Dépôts à Vue (DAV)	7%
Coefficient applicable sur les Dépôts à Terme (DAT)	4,5%

- Coefficient des réserves obligatoires à 7% sur les exigibilités à vue
- Coefficient des réserves obligatoires 4,50% sur les exigibilités à terme.

**LES PERSPECTIVES
2022 – 2023**

**5^e
partie**



V. LES PERSPECTIVES 2022 – 2023

V.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2022 et 2023

En 2022, l'activité mondiale évoluerait dans un contexte marqué par de nouveaux foyers de contamination à la Covid-19, la persistance de tensions géopolitiques à travers le monde notamment le conflit russo-ukrainien, la réduction progressive des mesures de soutien monétaires et budgétaires. D'autre part, il serait marqué par le relèvement des prix des matières premières couplé à une augmentation de l'inflation et l'amointrissement du volume des marchandises échangées (+5,0% contre 10,1% en 2021). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi se maintiendrait à des seuils relativement élevés.

En conséquence, le Produit Intérieur Brut mondial, quoiqu'en augmentation, ralentirait à 3,6% contre 6,1% en 2021.

V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays avancés

La situation économique des pays avancés resterait positive. En effet, elle tiendrait d'une bonne orientation de la consommation des ménages et un retour progressif de l'investissement. Le taux de croissance atteindrait 3,3% sur l'ensemble de l'année 2022 contre 5,2% l'année précédente.

Aux Etats-Unis, après une évolution de 5,7% en 2021, le taux d'accroissement du PIB en volume se situerait à 3,7% en 2022. Toutefois, l'apparition du variant Omicron et le niveau élevé de l'inflation pourraient obscurcir les perspectives de croissance.

Soutenue par un rebond de la consommation des ménages et des dépenses d'investissement, l'expansion de l'archipel nippon, troisième économie mondiale, se situerait à 2,4%. Cependant, le spectre d'une rechute liée à une nouvelle vague Omicron, les pénuries observées dans l'industrie et la poussée des prix de l'énergie impacteraient la croissance.

L'envolée des prix de l'énergie, les effets négatifs sur la confiance des ménages et la forte détérioration des perspectives de l'économie russe entraîneraient un ralentissement de la croissance des échanges commerciaux dans la zone euro. Ainsi, l'économie de cette zone progresserait de 2,8% contre 5,3% en 2021.

En Allemagne, les pénuries de matériaux sur les marchés mondiaux et

l'accroissement des tensions inflationnistes plomberaient la première économie européenne. A ces facteurs, s'ajouterait le risque de perturbation des livraisons de gaz, compte tenu de sa forte dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie. Ainsi, le PIB évoluerait de +2,1% en 2022 contre +2,8% l'année précédente. Parallèlement, la montée des cours de l'énergie et la baisse du pouvoir d'achat impacteraient l'expansion économique française. Cette dernière s'établirait à +2,9% contre +7,0% l'année précédente. Au sein de la même zone, l'évolution du PIB en Espagne et en Italie serait respectivement de +4,8% et +2,3%. Hors zone euro, la croissance du Royaume-Uni (+3,7%) et du Canada (+3,9%) resterait solide en 2022.

V.1.2 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

Les pays émergents et en développement maintiendraient un rythme de croissance positif en 2022. Des facteurs aussi bien endogènes qu'exogènes expliqueraient cette évolution. On relèverait une baisse significative du volume de marchandises échangées (5,0% contre 10,1% en 2021) et une hausse des prix des produits de base. Ainsi, l'activité de cet ensemble économique croîtrait de 3,8% contre 6,8% en 2021.

En Russie, l'enlisement du conflit avec l'Ukraine et les sanctions économiques prononcées à son encontre aurait un impact négatif sur la croissance, en dépit d'une bonne tenue des cours du pétrole sur les marchés internationaux. En effet, l'activité réelle refluerait de 8,5% contre une croissance de 4,7% en 2021.

Dans les pays émergents et en développement d'Asie, la croissance resterait vigoureuse au cours de l'année 2022. Ainsi, le taux de croissance du PIB de cette zone progresserait de 5,4%. La Chine verrait sa reprise menacée par la forte hausse du coût des matières premières, en particulier du charbon, dont le pays est très dépendant pour alimenter ses centrales électriques. Cette situation entraînerait une augmentation des coûts de production pour les entreprises. Ainsi, la croissance du Produit Intérieur Brut réel ralentirait à 4,4% pour l'année 2022 contre 8,1% en 2021. En Inde, la performance économique est projetée à +8,2% sur la même période.

En Amérique latine, le PIB évoluerait de +2,5% en 2022, suite à la bonne tenue des prix des matières premières. Dans cet ensemble économique, la production réelle du Brésil et du Mexique croîtrait de 0,8% et 2,0%, respectivement.

L'intensification des conflits et des transitions géopolitiques, ainsi qu'un climat d'incertitude pèseraient sur l'activité économique au Moyen-Orient et en

Afrique du nord et ce, malgré la hausse des prix du pétrole sur les marchés. Il est par conséquent prévu une croissance de 4,6%.

En Afrique subsaharienne, la croissance resterait soutenue, en dépit des risques liés à la résurgence de la pandémie. Avec une prévision de +3,8%, l'Afrique subsaharienne profiterait de la bonne tenue des prix des matières premières.

V.1.3 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Les services de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ont prévu deux scénarii possibles du cadre macroéconomique de la CEMAC en 2022, dépendantes de l'évolution des cours du baril de pétrole, des évolutions de la pandémie et de la crise russo-ukrainienne :

- i. un scénario de base, prévoyant : (i) un prix moyen du baril de pétrole brut à 82,4 \$, (ii), des avancées dans la vaccination et un recul progressif de la pandémie de Covid-19 au niveau international et dans la Sous-Région, avec pour corollaire une expansion des activités économiques et (iii) une détente rapide de la crise ukrainienne.
- ii. un scénario optimiste, tablant sur un prix du baril de pétrole à 106,8 \$, en supposant une accélération de la vaccination et une extinction rapide de la pandémie de Covid-19 au niveau international et dans la Sous-Région, avec pour corollaire une consolidation des activités économiques. Néanmoins, ce scénario table sur un allongement de la crise en Ukraine, faisant peser des risques plus importants de pressions inflationnistes.

Ainsi, les prévisions de la BEAC (cours du baril de pétrole à 82,4 dollars) tablent sur un taux de croissance du PIB réel de +3,1 % contre +1,4 % en 2021, porté principalement par un rebond des activités pétrolières. A moyen terme, l'activité économique de la CEMAC devrait croître de 2,5% en 2023, de 2,1% en 2024 et de 2,8% en 2025, après 3,1% en 2022, sous l'impulsion du secteur non pétrolier. La production effective devrait toujours se maintenir en dessous de la production potentielle tout en s'améliorant à moyen terme, après la rupture de tendance observée en 2020 en raison de la pandémie de la Covid-19. Dans le même temps, le déficit budgétaire s'aggraverait et l'excédent du compte courant se contracterait

V.1.4 L'évolution des produits de base

Les cours des matières premières devraient connaître une nouvelle hausse en 2022, dans un contexte de perturbation de l'offre mondiale du fait de la guerre en Ukraine, qui paralyse ainsi toute activité commerciale via la Mer Noire. En effet, les perspectives économiques devraient se détériorer en lien avec le ralentissement projeté dans les économies avancées et dans les pays émergents et en développement. Ainsi, les prix des produits énergétiques devraient fortement augmenter (+87,9%). Parallèlement, les cours des produits de base non énergétiques connaîtraient une hausse de 13,9%.

Le Pétrole

L'année 2022 serait marquée par les conséquences du conflit russo-ukrainien, l'inflation consécutive au fort relèvement des prix des produits de base et l'incapacité des pays de l'OPEP+ à augmenter substantiellement leur production d'or noir ; le tout dans un marché où plane un possible embargo sur les exportations russes et la survenance de confinements en Asie (Chine notamment). Dans ce contexte, le cours du baril du Brent fluctuerait autour de 110,81 dollars contre 70,73 dollars en 2021.

Les oléagineux

La production mondiale d'oléagineux atteindrait 525 Mt, en hausse de 10% par rapport à la campagne 2021/2022. De même, l'offre de l'huile de palme devrait faiblement croître de 2,3%, suite à la dureté des conditions météorologiques et au conflit russo-ukrainien. Dans ces conditions, les cours de l'huile de palme se redresseraient de 35% à 1 448,64 USD/tonne métrique.

Le caoutchouc

Les perspectives de la filière caoutchouc naturel devraient rester positives. Ainsi, la production mondiale augmenterait de 1,9% à 14,11 millions de tonnes (Mt) tandis que la consommation mondiale connaîtrait une croissance modérée de 1,2% à 14,23 Mt en 2022. Ainsi, les prix du caoutchouc naturel progresseraient de 4,6% à 98,91 cents/livre.

Le café

En 2021/2022, le marché global du café devrait connaître un déficit plus important que prévu en raison de précipitations en dessous de la moyenne. Dans le même temps, le gap entre la production et la consommation se situerait à

2,6 millions de sacs durant ladite campagne. En conséquence, les prix de l'Arabica se consolideraient de 28% à 266 cents/livre. De même, les prix du Robusta gagneraient 12,5% à 117 cents/livre.

Le cacao

Selon l'Organisation internationale du cacao (Icoco), la campagne 2021/2022 enregistrerait un déficit de 181 000 tonnes de fèves en raison des conditions de sécheresse en Afrique de l'Ouest. L'offre est ainsi prévue pour atteindre 4,95 Mt contre 5,2 Mt un an plus tôt. En conséquence, le prix moyen du cacao se situerait à 2 388,8 USD/tonne métrique.

Le sucre

La production mondiale de sucre devrait atteindre 183 millions de tonnes sur la campagne 2022/23, en hausse de 0,9% par rapport à la campagne précédente, grâce au regain de production au Brésil, en Chine et en Russie, face à une demande mondiale qui croît plus vite que l'offre. Dans ces conditions, le prix moyen du sucre roux se situerait à 18,5 cents/lb contre 17,8 cents /lb en 2021.

L'or

En 2022, le marché de l'or serait influencé à court terme par les taux réels en fonction de la vitesse à laquelle les banques centrales mondiales resserrent leur politique monétaire et leur efficacité à contrôler l'inflation. Dans ces conditions, le prix de l'or évoluerait dans un intervalle compris entre 1700 et 1 850 dollars US l'once.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1. Le pétrole

La production pétrolière nationale devrait se relever de 7,1% pour se situer à 10,75 millions de tonnes métriques (67,7 millions de barils) en 2022 contre 10,04 millions de tonnes en 2021. Cette tendance s'expliquerait, entre autres, par la mise en production de nouveaux champs, la reprise de certains projets de développement et l'allègement des quotas décidés par l'OPEP+ sur le marché de l'or noir. Dans ce contexte, le cours moyen du panier de bruts gabonais se situerait à 80 dollars le baril en 2022.

V.2.2 Les mines

La production nationale de minerais de manganèse progresserait de 12,7% en 2022 pour atteindre 10,5 millions de tonnes, alors que les exportations se situeraient à 10,3 millions de tonnes (+14,6%). Ces performances s'expliqueraient par la montée en puissance des plateaux de Moanda, ainsi que des gisements de Biniomi et Lebaye (NOGA).

Parallèlement, les cours du minerai de manganèse s'amélioreraient de 5,7% en 2022, soutenus par le redressement de la demande en acier au carbone, notamment dans le reste du monde.

V.2.3 La filière bois

Les industries de transformation du bois enregistreraient de bonnes performances en 2022. En effet, la production des bois débités augmenterait de 12,2% suite au renforcement du tissu industriel, au bon rendement des unités installées dans la zone de Nkok et à l'approvisionnement régulier des usines en grumes.

V.2.4 L'agriculture

Le secteur de l'agriculture maintiendrait ses performances en 2022, en lien avec une meilleure productivité des plantations d'Olam Palm (huile de palme), la montée en puissance des plantations d'Olam Rubber (caoutchouc naturel) et la reprise d'activité de SIAT. Ainsi, la production de l'huile de palme brute est attendue à 107 900 tonnes en 2022 contre 109 300 tonnes en 2021 (+0,5%). La production globale de caoutchouc doublerait pour s'établir à 39 320 tonnes en 2022 contre 19 714 tonnes en 2021.

,V.2.5 La pêche

La limitation des zones de pêches, le retard dans la distribution des permis aux pêcheurs, le retrait des autorisations de pêche, l'augmentation du prix des carburants à la pompe pour certains opérateurs sont autant de facteurs qui assombrissent les perspectives de ce secteur en 2022-2023.

V.2.6 Les Agro-industries

La branche de l'agro-industrie connaîtrait une légère reprise de l'activité en 2022, portée par les huiles et corps gras (+17,5% à 30 126 tonnes), ainsi que l'eau minérale. Cependant, en raison des problèmes d'évacuation (mauvais état de la route et indisponibilité de wagons), la production sucrière devrait atteindre 26 753 tonnes contre 26 003 tonnes en 2021, pour un taux de transformation de sucre en retrait de 2,8%.

V.2.7 Les autres industries

En 2022, les performances de la branche des autres industries de transformation s'affermiraient (+3,7%), grâce à la chimie (peintures et fabrication des médicaments), aux matériaux de construction et à la transformation de l'aluminium. Cette dynamique serait tributaire de la fermeté des commandes des principaux clients (génie civil, logements, bois, etc.).

V.2.8 L'énergie

La production de la branche Energie se consoliderait de 1,1% en 2022. Cette évolution découlerait de l'augmentation de la production en électricité, du fait du renforcement de l'outil de production. De même, la production en eau potable enregistrerait une amélioration de 3,2% pour se situer à 130 millions de mètres cubes, soutenue par la mise en service de la nouvelle usine de production d'eau de CIMGABON 2, d'une capacité de plus 36 000 m³/jour.

V.2.9 Les BTP

En 2022, l'activité des BTP serait marquée par la poursuite des chantiers concernant les voiries urbaines, la finalisation des tronçons routiers et la réhabilitation des infrastructures ferroviaire et aéroportuaire. De même, la poursuite de la mise en œuvre des projets, tels que « la Transgabonaise », le « PISE », le Projet Intégré d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de Libreville (PIAEPAL) et l'aménagement des sites de production de manganèse permettraient d'accroître considérablement l'activité du secteur. En conséquence, la production vendue se renforcerait de 4,1%.

V.2.10 Les transports et les auxiliaires de transport

Le secteur des transports et auxiliaires de transport enregistrerait une consolidation de son activité en 2022, toujours en lien avec la bonne tenue des secteurs minier et forestier. Ainsi, le volume global de marchandises acheminées par rails et manipulées dans les différents ports, rades et beach (Owendo et Port-Gentil) s'apprécierait de 13%.

V.2.11 Le commerce

En 2022, le chiffre d'affaires du commerce poursuivrait sa consolidation, dans un contexte de reprise générale de l'activité. Cette relance serait alimentée par l'accroissement de l'investissement privé et la hausse de la consommation aussi bien publique que des ménages.

V.2.12 Les services

En 2022, les autres services présenteraient des résultats en hausse en liaison avec la reprise globale de l'activité dans la quasi-totalité des secteurs.

V.2.13 L'hôtellerie

L'activité de la branche de l'hôtellerie et restauration enregistrerait un frémissement en 2022, en raison de l'allègement des mesures gouvernementales de lutte contre la pandémie de Covid-19, la réouverture des frontières (augmentation des rotations des compagnies aériennes) et le regain de l'évènementiel.

V.3 LES ESTIMATIONS MACROECONOMIQUES EN 2022 ET 2023

L'activité économique mondiale ralentirait à 3,6% en 2022 et 2,8% en 2023. Cette tendance surviendrait après le rebond enregistré en 2021, en raison des incertitudes relatives aux tensions géopolitiques et de l'éventualité d'une reprise de la pandémie.

Sur le plan national, malgré ce contexte et après la reprise de 1,5% en 2021, l'activité économique devrait s'accélérer en 2022 et 2023 pour afficher un taux de croissance respectivement de +2,8% et +3,2%. Cette amélioration résulterait des performances du secteur pétrole (+7,1% en 2022 et +2,2% en 2023) et hors-pétrole (+2,3% en 2022 et +3,3% en 2023), résultant de l'accélération de la mise en œuvre du PAT, démarré en 2021.

V.3.1. Les principales hypothèses

Sur la base des perspectives révisées de l'économie mondiale, des performances économiques nationales en 2021 et de l'observé conjoncturel à fin mars 2022, la croissance prévisionnelle de l'économie gabonaise en 2022 et 2023 repose sur les hypothèses suivantes :

- une production pétrolière à la hausse de +7,1% pour s'établir à 10,760 millions de tonnes en 2022 et de +2,2% en 2023 (contre -6,7% en 2021) ;
- un prix du baril de pétrole gabonais en hausse en 2022 de +14,8% à 80,0 USD et une baisse de 18,8% en 2023 à 65,0 USD le baril;
- une augmentation des exportations de manganèse de 6,5% à 9,630 millions de tonnes en 2022 et 13,0% à 10,880 millions de tonnes en 2023 ;
- une hausse du prix de vente de la tonne de manganèse de 5,5% à 143,6 USD en 2022 et 1,2% à 145,3 USD en 2023 ;
- une progression de la production de bois débité de +6,5% à 1,534 million de m³ en 2022 et +9,3% à 1,677 million le m³ en 2023 ;
- une augmentation de la production d'huile de palme de 0,5% à 107,872 millions de tonnes en 2022 et +0,5% à 108,412 millions de tonnes en 2023 ;
- un accroissement de 20,8% de la production de caoutchouc à 6,7824 milliers de tonnes en 2022 et 45,3% à 9,855 millions de tonnes en 2023 ;

- une appréciation de 6,7% du taux de change à 591,8 FCFA le dollar américain en 2022 suivie d'une dépréciation en 2023 de 1,3% à 584,2 FCFA le dollar américain.

Les hypothèses de cadrage macroéconomique

	2021	2022	2023	22/21	23/22
Production de pétrole (en millions de tonnes métriques)	10,0	10,8	11,0	7,1%	2,2%
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	69,7	80,0	65,0	14,8%	-18,8%
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	9040,0	9630,5	10880,5	6,5%	13,0%
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	136,1	143,6	145,3	14,8%	-18,8%
Production de l'Or (en Kg)	966,6	1063,2	1275,9	6,5%	13,0%
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1799,8	1913,9	1953,2	5,5%	1,2%
Production de gaz (milliers de m ³)	521,1	541,9	569,0	4,0%	5,0%
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	0,1	0,1	0,1	2,0%	2,0%
Taux de change (en dollars/F.CFA)	554,6	591,8	584,2	6,7%	-1,3%
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	9521,6	10468,0	11826,6	9,9%	13,0%
Production industrie minière (milliers de tonnes)	41,0	46,2	49,1	12,5%	6,3%
Production Bois débité (en milliers de m ³)	1 440,9	1 534,8	1 677,8	6,5%	9,3%
Production d'huile de palme brut (en milliers de tonnes)	107,3	107,9	108,4	0,5%	0,5%
Production de caoutchouc usiné (en milliers de tonnes)	5,6	6,8	9,9	20,8%	45,3%

Source : DGEPPF

V.3.2. La formation du PIB prévisionnel en 2022 et 2023

Après la reprise de 2021, l'activité économique nationale devrait s'accélérer en 2022 et afficher un taux de croissance du PIB de 2,8% et 3,2% en 2023, tirée aussi bien par les performances du secteur pétrole (+7,1%) que hors-pétrole (+2,3%). Les moteurs de la croissance du secteur hors pétrole seraient principalement les mines, l'agriculture, le bois, les BTP, les transports et les services. Les deux composantes de la demande se renforceraient. .

Évolution du taux de croissance de 2021 à 2023

(En %)	2021	2022	2023
PIB total	1,5	2,8	3,2
Pétrole	-6,7	7,1	2,2
Hors-pétrole	2,5	2,3	3,3

Source : DGEPP

V.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2022 et 2023

Coté offre, l'ensemble des secteurs contribueraient positivement à la croissance. Au niveau du secteur primaire, toutes les branches soutiendraient l'activité, principalement l'agriculture, le pétrole et les mines. Ainsi :

- la consolidation de l'activité dans l'agriculture (+5,4% en 2022 et +6,4% en 2023) proviendrait de la hausse de la production de l'huile de palme de 0,5% à 107 872 tonnes en 2022 et 108 412 tonnes en 2023, dans un contexte d'accélération de la mise en œuvre du Programme de Développement Agricole et Rural (PDAR-FIDA) et la mise en exploitation des nouvelles zones agricoles à forte productivité ;
- la hausse de la production pétrolière (+7,1% en 2022 et +2,2% en 2023) s'expliquerait par l'arrêt des quotas de production de l'Accord de l'OPEP+ et l'optimisation des champs matures ;
- les acquis de l'exploitation du manganèse devraient se renforcer (+9,9% en 2022 et +13,0% en 2023), en lien avec la montée en puissance des nouveaux gisements (Mounana pour Noga Mining).

Le raffermissement des activités du secteur secondaire (+3,6% en 2022 et +4,3% en 2023) proviendrait des résultats enregistrés dans l'ensemble des branches, notamment les BTP, l'industrie du bois et l'industrie minière :

- la performance des BTP (+7,2% en 2022 et +7,1% en 2023) résulterait de la poursuite des grands travaux sur le réseau routier et les chantiers dans le domaine de l'énergie et l'eau ;
- la hausse des industries du bois (+6,5% en 2022 et +9,3% en 2023) serait liée à l'augmentation de la demande locale et internationale, l'accélération de la politique visant la transition de l'activité vers plus de 2ème et 3ème transformation et la mise en production de nouvelles Zones d'Investissement Stratégiques (Moyen-Ogooué et Haut-Ogooué) ;

- la consolidation de l'activité de l'industrie minière (+6,1% en 2022 et +6,3% en 2023) s'expliquerait par la hausse de la production de silico manganèse (+12,5% à 46 170 tonnes en 2022 et +6,3% à 49 079 tonnes en 2023).

En outre, la croissance des autres industries (+3,9% en 2022 et +4,2% en 2023) s'expliquerait essentiellement par la consolidation de l'activité des entreprises dans les Zones Economiques et le dynamisme de l'activité dans les BTP.

Enfin, la hausse projetée de l'activité dans l'industrie agroalimentaire (+2,0% en 2022 et +3,5% en 2023) serait liée à une remontée de la demande locale.

Tributaire de la bonne tenue des secteurs primaire et secondaire, l'activité du secteur tertiaire progresserait de +1,9% en 2022 et +3,0% en 2023, tirée notamment par les branches Transports & Communications, Services et Commerce :

- les performances de la branche Transports & Communications (+3,0% en 2022 et +3,5% en 2023) résulteraient du dynamisme des branches des mines et de l'industrie du bois et également de la bonne tenue de l'activité portuaire, en lien avec l'activité pétrolière et minière ;
- la croissance de l'activité des services (+1,3% en 2022 et +2,6% en 2023) s'expliquerait par la hausse des services aux entreprises et la reprise de la branche restauration collective & hôtellerie ;
- le Commerce enregistrerait une reprise (+2,1% en 2022 et +2,3% en 2023), en liaison avec la hausse de la commande locale.

Evolution des prévisions du PIB par secteur d'activité de 2021 à 2023

(En milliards de FCFA)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2021	2022	2023	22/21	23/22	2021	2022	2023	22/21	23/22
Produit intérieur brut	11 210,9	12 557,7	12 163,0	12,0%	-3,1%	5 724,4	5 885,5	6 073,7	2,8%	3,2%
PIB marchand	9 899,8	11 231,0	10 821,1	13,4%	-3,7%	4 690,0	4 846,2	5 031,0	3,3%	3,8%
Secteur primaire	3 252,6	4 058,5	3 313,2	24,8%	-18,4%	1 273,4	1 356,8	1 427,1	6,6%	5,2%
Agriculture, Elevage, Pêche	517,2	586,6	626,0	13,4%	6,7%	408,8	428,7	453,5	4,9%	5,8%
Exploitation forestière	157,4	167,5	175,0	6,4%	4,4%	99,4	103,7	109,7	4,3%	5,8%
Pétrole brut	2 283,2	2 940,7	2 101,7	28,8%	-28,5%	586,3	627,8	641,7	7,1%	2,2%
Mines	294,8	363,7	410,5	23,4%	12,9%	178,9	196,7	222,2	9,9%	13,0%
Secteur secondaire	3 130,0	3 409,5	3 574,1	8,9%	4,8%	1 025,0	1 062,1	1 108,2	3,6%	4,3%
Industries agro-alimentaires, boissons	212,8	227,2	241,2	6,8%	6,1%	131,4	134,1	138,8	2,0%	3,5%
Industrie du bois	287,2	321,8	354,3	12,0%	10,1%	157,8	168,1	183,7	6,5%	9,3%
Autres industries yc minières	357,4	378,0	403,9	5,8%	6,9%	170,0	176,9	184,7	4,1%	4,4%
Raffinage	12,2	12,8	13,5	5,3%	5,2%	9,1	9,2	9,4	1,5%	1,5%
Electricité, Eau	117,9	123,4	130,1	4,7%	5,5%	55,9	57,0	59,6	2,0%	4,5%
BTP	367,7	410,1	447,9	11,5%	9,2%	178,0	190,8	204,4	7,2%	7,1%
Recherche, services pétroliers	1 774,9	1 936,2	1 983,3	9,1%	2,4%	322,7	326,0	327,6	1,0%	0,5%
Secteur tertiaire	3 022,6	3 222,1	3 365,4	6,6%	4,4%	1 937,9	1 975,5	2 034,5	1,9%	3,0%
Transports & Communications	1 252,7	1 393,1	1 491,9	11,2%	7,1%	837,0	861,9	891,9	3,0%	3,5%
Services	989,9	1 055,6	1 106,6	6,6%	4,8%	680,1	688,9	706,9	1,3%	2,6%
Commerce	515,4	547,9	579,7	6,3%	5,8%	256,6	262,0	268,1	2,1%	2,3%
Services bancaires, assurances	306,1	316,5	328,3	3,4%	3,7%	275,4	279,5	285,1	1,5%	2,0%
SIFIM	-41,6	-91,0	-141,2	119,0%	55,2%	-111,3	-116,8	-117,4	5,0%	0,5%
DTI et TVA	494,6	540,9	568,4	9,4%	5,1%	453,7	451,8	461,2	-0,4%	2,1%
PIB non marchands	1 311,0	1 326,6	1 341,9	1,2%	1,2%	1 034,3	1 039,3	1 042,8	0,5%	0,3%

Source : DGEPE

V.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2022 et 2023

Du point de vue de la demande, l'activité serait soutenue par la hausse conjointe de la demande intérieure (+4,7% en 2022 et +1,6% en 2023) et extérieure (+7,3% en 2022 et +5,7% en 2023).

La progression de la demande intérieure serait principalement liée à la poursuite de l'investissement public (+2,2% en 2022 et +1,9% en 2023) et privé (+9,6% en 2022 et +1,9% en 2023). La hausse de la demande extérieure proviendrait de l'augmentation des exportations des biens (+6,1% en 2022 et +8,2% en 2023), consécutive à la bonne tenue des exportations de pétrole (+5,4% en 2022 et +2,0% en 2023), des produits de rente (+4,8% en 2022 et +12,8% en 2023), des mines (+8,5% en 2022 et +11,1% en 2023) et des bois transformés (+6,1% en 2022 et +8,6% en 2023).

Evolution des prévisions des emplois du PIB de 2021 à 2023

(En milliards de FCFA)	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2021	2022	2023	22/21	23/22	2021	2022	2023	22/21	23/22
PRODUIT INTERIEUR BRUT	11 210,9	12 557,7	12 163,0	12,0%	-3,1%	5 724,4	5 885,5	6 073,7	2,8%	3,2%
DEMANDE INTERIEURE	6 843,9	7 243,3	7 558,8	5,8%	4,4%	6 908,8	7 235,1	7 350,8	4,7%	1,6%
DEMANDE EXTERIEURE	8 144,2	10 090,0	9 379,3	23,9%	-7,0%	7 051,2	7 569,3	7 999,0	7,3%	5,7%
CONSOMMATION TOTALE	4 961,6	5 136,9	5 339,6	3,5%	3,9%	3 500,9	3 518,3	3 564,0	0,5%	1,3%
Ménages	3 687,3	3 794,4	3 930,3	2,9%	3,6%	2 540,9	2 539,0	2 562,7	-0,1%	0,9%
Administrations	1 274,2	1 342,4	1 409,3	5,4%	5,0%	959,9	979,3	1 001,3	2,0%	2,2%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 882,3	2 106,5	2 219,2	11,9%	5,4%	3 408,0	3 716,8	3 786,8	9,1%	1,9%
Privé	1 627,2	1 832,9	1 880,6	12,6%	2,6%	3 177,2	3 481,0	3 546,6	9,6%	1,9%
dont : Pétrole	464,7	564,6	570,2	21,5%	1,0%	1 929,6	2 188,0	2 227,5	13,4%	1,8%
Hors Pétrole	1 162,5	1 268,3	1 310,3	9,1%	3,3%	1 247,6	1 293,0	1 319,1	3,6%	2,0%
Administration	255,1	273,6	338,7	7,3%	23,8%	230,7	235,8	240,2	2,2%	1,9%
EXPORTATIONS TOTALES	6 255,6	7 702,2	6 991,8	23,1%	-9,2%	2 933,4	3 109,8	3 360,9	6,0%	8,1%
Pétrole	4 162,7	5 275,9	4 300,5	26,7%	-18,5%	923,5	973,0	992,5	5,4%	2,0%
Hors Pétrole	1 888,4	2 205,3	2 462,2	16,8%	11,6%	1 941,7	2 066,8	2 297,4	6,4%	11,2%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	912,7	1 065,1	1 216,8	16,7%	14,2%	775,7	812,8	916,7	4,8%	12,8%
Mines	498,9	607,5	674,3	21,8%	11,0%	696,2	755,4	839,1	8,5%	11,1%
Bois transformé	472,7	527,6	565,9	11,6%	7,3%	466,2	494,8	537,6	6,1%	8,6%
Produits manufacturiers	4,1	5,1	5,3	22,9%	3,9%	3,6	3,8	4,0	5,2%	5,8%
IMPORTATIONS TOTALES	1 888,6	2 387,8	2 387,6	26,4%	0,0%	4 117,9	4 459,4	4 638,0	8,3%	4,0%
dont Consommations	490,8	576,5	611,0	17,5%	6,0%	477,8	519,7	552,4	8,8%	6,3%
Equipements	393,2	446,8	459,5	13,6%	2,9%	576,7	611,5	633,9	6,0%	3,7%
Intermédiaires	546,9	643,8	674,6	17,7%	4,8%	571,4	627,1	664,4	9,8%	5,9%

Source : DGEPP

V.4 LES PRÉVISIONS DU BUDGET

V.4.1 Les recettes budgétaires

Les recettes budgétaires s'établiraient à 2 016,3 milliards de FCFA en 2022 contre 1 768,0 milliards de FCFA collectées en 2021, soit un accroissement de 14,0%. Cette embellie proviendrait du raffermissement conjoint des recettes pétrolières et des recettes hors pétrole, en lien avec la reprise progressive de l'activité économique nationale et l'accroissement des prix des principaux produits d'exportation.

Ainsi, la part des recettes budgétaires dans le PIB augmenterait de 0,3 point à 16,1% du PIB. Cependant, rapportées au PIB pétrolier, les recettes pétrolières perdraient 2,5 points. A contrario, rapportées au PIB hors pétrole, les recettes hors pétrole gagneraient 0,7 point.

Prévision 2022 des recettes budgétaires

(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022	22/21
Recettes pétrolières	596,2	595,2	693,8	16,6%
Recettes hors pétrole*	1 088,6	1 172,8	1322,5	12,8
Recettes totales	1 684,7	1 768,0	2 016,3	14,0%
En ratio du PIB nominal				
Recettes pétrolières	6,8%	5,3%	5,5%	-
Recettes hors pétrole	12,3%	10,5%	10,5%	-
Recettes totales	19,1%	15,8%	16,1%	-
PIB nominal (pour mémoire)	8 814,9	11 210,9	12 557,7	-
En ratio du PIB pétrole				
Recettes pétrolières	43,7%	26,1%	23,6%	-
PIB pétrole (pour mémoire)	1363,6	2283,2	2940,7	-
En ratio du PIB hors pétrole				
Recettes hors pétrole	14,6%	13,1%	13,8%	-
PIB hors pétrole (pour mémoire)	7451,3	8927,6	9617,0	-

*Y compris comptes spéciaux

Sources : DGBFIP, DGEPP

V.4.2 Les dépenses budgétaires

Corrélativement à la perspective de hausse des recettes budgétaires, les

dépenses publiques croîtraient de 0,7% à 1 989,2 milliards de FCFA par rapport au niveau exécuté en 2021. Leur accroissement résulterait principalement du renforcement des dépenses d'investissement et des dépenses liées au règlement de la charge de la dette.

En effet, entre 2021 et 2022, les dépenses d'investissement se renforceraient de 19,7% du fait notamment de l'exécution des chantiers du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT). Le paiement des intérêts de la dette publique augmenterait en rapport avec l'accroissement des charges d'intérêts sur la dette intérieure (+7,7 milliards à 145,8 milliards de FCFA).

Prévision 2022 des dépenses budgétaires

(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022	22/21
Dépenses primaires	1 577,3	1 667,2	1 672,2	0,3%
Fonctionnement	1 134,4	1 182,7	1 162,0	-1,7%
Salaires et traitements	683,2	682,4	684,0	0,2%
Biens et services	202,3	232,2	285,0	22,7%
Transferts et subventions	248,9	268,1	193,0	-28,0%
Investissements	241,5	272,8	326,5	19,7%
Autres dépenses primaires*	201,4	211,8	183,8	-13,2%
Intérêts de la dette	296,9	308,5	316,9	2,7%
Total dépenses budgétaires	1 874,2	1 975,7	1 989,2	0,7%
En ratio du PIB nominal				
Dépenses primaires	17,9%	14,9%	13,3%	-
Fonctionnement	12,9%	10,5%	9,3%	-
Investissements	2,7%	2,4%	2,6%	-
Autres dépenses primaires	2,3%	1,9%	1,5%	-
Intérêts de la dette	3,4%	2,8%	2,5%	-
Total dépenses budgétaires	21,3%	17,6%	15,8%	-
PIB nominal (pour mémoire)	8 814,9	11 210,9	12 557,7	-

*Y compris comptes spéciaux

Sources : DGBFIP, DGEPP

V.4.3 La dette publique

En 2022, le service prévisionnel de la dette publique enregistrerait une diminution de 25,6% à 1 014,1 milliards de FCFA. Cette évolution est attribuable au recul du service de la dette extérieure (-53,0%).

La baisse du service de la dette extérieure résulte essentiellement du repli de l'amortissement du principal (-66,2%), en lien avec le fléchissement de l'amortissement des emprunts contractés auprès des bailleurs commerciaux, des emprunts auprès du marché international et l'apurement des arriérés. Dans le même temps, le service de la dette intérieure augmenterait de 16,1% suite au reprofilage de la dette et aux nouveaux décaissements.

Evolution du service prévisionnel de la dette publique

(En milliards de FCFA)	2020	2021	2022	22/21
Dette extérieure	876,9	821,5	385,9	-53,0%
Intérêts	186,3	186,2	171,1	-8,1%
Principal	690,6	635,3	214,8	-66,2%
Dette intérieure	533,8	541,0	628,1	16,1%
Intérêts	90,2	107,4	145,8	35,7%
Principal	443,6	433,6	482,3	11,3%
Total	1 410,7	1 362,5	1 014,1	-25,6%

Source : DGBFIP

V.4.4. La balance des paiements prévisionnelle 2022-2023

La balance globale des paiements amorcerait une orientation positive en 2022 qui se poursuivrait jusqu'en 2023. Ce résultat serait tributaire du maintien de l'excédent courant en 2022 et en 2023, malgré le déficit du compte des capitaux en 2022 et en 2023.

V.4.4.1 La balance prévisionnelle des transactions courantes

Le compte courant demeurerait excédentaire de 732,5 milliards de FCFA en 2022 et de 847,3 milliards de FCFA en 2023. Ce résultat proviendrait principalement de la conservation de l'excédent de la balance commerciale (1 889,8 milliards de FCFA en 2022 et 2 100,2 milliards de FCFA en 2023).

V.4.4.2 La balance commerciale prévisionnelle

Sur la période 2022-2023, la balance commerciale demeurerait excédentaire. Ce surplus se réduirait de 19,9% en 2022 mais augmenterait de 11,1% en 2023. Le repli attendu en 2022 serait consécutif à une hausse des importations (+31,5%) plus importante que l'accroissement des exportations (+3,0%). En 2023, les importations régresseraient de 5,6% tandis que les exportations s'amélioreraient de 1,6%.

Evolution de la balance commerciale prévisionnelle

(En milliards de FCFA)	2020*	2021**	2022**	2023**	22/21	23/22
Exportations (fob)	2 733,7	4 256,9	4 385,1	4 456,7	3,0%	1,6%
<i>Pétrole</i>	<i>1 670,0</i>	<i>2 727,1</i>	<i>2 907,0</i>	<i>2 938,9</i>	<i>6,6%</i>	<i>1,1%</i>
<i>Manganèse</i>	<i>633,6</i>	<i>730,8</i>	<i>764,4</i>	<i>789,7</i>	<i>4,6%</i>	<i>3,3%</i>
<i>Or</i>	<i>7,0</i>	<i>4,1</i>	<i>4,5</i>	<i>3,9</i>	<i>9,8%</i>	<i>-13,3%</i>
<i>Bois</i>	<i>376,6</i>	<i>392,2</i>	<i>407,1</i>	<i>420,9</i>	<i>3,8%</i>	<i>3,4%</i>
<i>Autres</i>	<i>46,4</i>	<i>402,7</i>	<i>302,1</i>	<i>303,3</i>	<i>-25,0%</i>	<i>0,4%</i>
Importations (fob)	1 683,4	1 898,0	2 495,3	2 356,5	31,5%	-5,6%
<i>Secteur pétrolier</i>	<i>536,4</i>	<i>586,3</i>	<i>1 080,0</i>	<i>917,6</i>	<i>84,2%</i>	<i>-15,0%</i>
<i>Autres</i>	<i>1 146,9</i>	<i>1 311,7</i>	<i>1 415,3</i>	<i>1 438,9</i>	<i>7,9%</i>	<i>1,7%</i>
Balance commerciale	1 050,3	2 358,9	1 889,8	2 100,2	-19,9%	11,1%

Sources : BEAC, DGEFP * Estimations **Projections

V.4.4.3 La balance prévisionnelle des services

Le déficit prévisionnel des services s'alourdirait de 26,6% en 2022 et de 5,2% en 2023. Cette dégradation s'expliquerait par la hausse des sorties de capitaux dans la totalité des composantes de ce poste.

V.4.4.4 La balance des capitaux prévisionnelle

Le déficit des capitaux amorcé en 2021, se poursuivrait en 2022 et 2023. Toutefois, il s'allègerait de 53,6% en 2022. Le maintien du déficit du compte financier s'expliquerait par la poursuite de l'effort de remboursement de la dette (sorties de capitaux au titre des Autres investissements), malgré la forte progression des Investissements Directs Etrangers, dans un contexte d'accélération de l'activité économique.

Evolution de la balance globale prévisionnelle

(En milliards de FCFA)	2020*	2021**	2022**	2023**	22/21	23/22
1- Transactions courantes	-527,5	1 351,4	732,5	847,3	-45,8%	15,7%
Balance commerciale	1 050,3	2 358,9	1 889,8	2 100,2	-19,9%	11,1%
Balance des services	-890,7	-548,7	-694,7	-731,1	26,6%	5,2%
Balance des revenus	-652,1	-465,3	-466,3	-470,4	0,2%	0,9%
Balance des transferts	-35,0	6,5	3,8	-51,5	-41,5%	-
2- Balance des capitaux	463,4	-1 2 32,6	-571,5	-677,7	-53,6%	18,6%
Investissements directs	902,3	42,6	370,1	319,5	768,8%	-13,7%
<i>Dont secteur pétrolier</i>	465,2	448,5	637,5	757,3	42,1%	18,8%
Investissements de portefeuille	151,7	57,2	76,0	59,8	32,9%	-21,3%
Autres investissements	-590,6	-1 332,4	-1 017,6	-1 057,1	-23,6%	3,9%
<i>Opérations à plus d'un an (MLT)</i>	-975,4	-746,1	-460,8	-479,5	-38,2%	4,1%
<i>Opérations à moins d'un an (CT)</i>	384,8	-586,3	-556,8	-577,5	-5,0%	3,7%
3- Erreurs et Omissions	62,5	-306,1	-	-	0,0%	0,0%
BALANCE GLOBALE	-1,6	-187,4	161,0	169,5	185,9%	5,3%

Sources : BEAC, DGEPF * Estimations **Projections

V.4.4.5 La balance globale

En définitive, le solde global des paiements renouerait avec un excédent en 2022 (+161,0 milliards de FCFA) et en 2023 (+169,5 milliards de FCFA).

V.4.5 L'Emploi, les salaires et les prix

V.4.5.1 L'Emploi

En 2022, le marché du travail serait marqué par une augmentation concomitante des effectifs dans le secteur public et dans le secteur privé. La poursuite des régularisations des situations administratives des agents en attente d'intégration entamée en 2021, favoriserait une augmentation des effectifs du secteur public. Dans les sociétés, la reprise générale de l'activité économique avec la levée totale des mesures barrières sur l'ensemble du territoire entrainerait de nouvelles créations d'emplois dans plusieurs secteurs d'activité.

V.4.5.2 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne devrait progresser en 2022 sous l'effet de la hausse conjointe des effectifs dans les secteurs public et privé. La masse salariale du secteur public hors collectivités locales connaîtrait un relèvement modéré (+0,2% à 684,0 milliards de FCFA), en raison des effets des politiques de maîtrise des effectifs et de la masse salariale. La masse salariale du secteur privé dépendrait de la bonne tenue de l'activité économique des entreprises, en lien avec la poursuite du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT).

V.4.5.3 Les prix

Le taux d'inflation mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation devrait se situer à 3,0% en 2022 et à 2,6% en 2023. Cette hausse des tensions inflationnistes serait tributaire de la progression des prix à l'international des produits de première nécessité (indice FAO) et des prix de l'énergie, en relation notamment avec le conflit russo-ukrainien.

V.5 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2022-2023

La mise en œuvre de la politique gouvernementale au titre de l'année 2022 intervient dans un contexte national et international marqué par le conflit russo-ukrainien et la rémanence des effets de la crise sanitaire. Malgré ce contexte, le Gouvernement envisage, entre autres objectifs, la poursuite de la mise en œuvre des orientations contenues dans le PAT. Il s'agira de préparer «l'après pétrole » en accélérant de nouveaux moteurs de croissance et en repensant le modèle économique et social du pays. En outre, le Gouvernement mettra en œuvre le programme Gabon-Égalité et les engagements contenus dans le programme de nouvelle génération signé avec le Fonds Monétaire Internationale (FMI).

V.5.1 Les politiques sectorielles

L'Agriculture

La préparation des secteurs productifs d'avenir se traduirait en 2022 par le renforcement de la sécurité alimentaire et le développement des filières exportatrices, à travers notamment la poursuite de la mise en place des Zones Agricoles à forte Productivité (ZAP). C'est dans ce cadre que le pays devrait mettre en place une Base de Vulgarisation des Techniques Agricoles (BVTA).

Pour adapter la formation aux besoins agricoles, les enseignements débuteraient dans des établissements spécialisés, ainsi que l'insertion des filières agricoles dans les Centres de Formation et de Perfectionnement Professionnels (CFPP).

La pêche

En ce qui concerne la filière pêche, le secteur de la transformation thonière va être structurée. A cet effet, l'accord de pêche signée entre la République Gabonaise et l'Union Européenne serait mis en œuvre.

La forêt

En vue de favoriser le développement des segments à plus forte valeur ajoutée, la taxation des exportations des bois débités issus de la deuxième et troisième transformation serait assouplie.

Dans l'optique de poursuivre sa politique de protection du poumon forestier gabonais et de garantir la sécurité des communautés locales, le département en charge de la forêt bénéficierait de nombreux dons. Ses investissements se

situeraient à 3,4 milliards de FCFA pour la Protection de la Côte CAP LOPEZ (PID/PIH).

Enfin, le Gouvernement poursuivra les efforts conformément aux engagements pris dans le cadre de l'adhésion du Gabon à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) et la transparence dans la mobilisation et l'allocation des ressources extractives.

Les infrastructures

Les infrastructures routières

En matière d'infrastructures routières, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des chantiers en cours. Il s'agira notamment de poursuivre les travaux de la Trans-gabonaise, de démarrer les travaux des deux voies de contournement de Libreville (PK15/Owendo, Okala/Camp de Gaulle).

De même, les projets PASIG phase I, aménagement du bassin versant Terre Nouvelle, route Forasol-Mbegha, ainsi que la réhabilitation des voiries urbaines dans les communes de Libreville Akanda et Owendo seront menés.

Les infrastructures énergétiques

Sur le plan du développement des capacités de production et l'amélioration du réseau électrique dans les zones urbaines, industrielles et rurales, les projets suivants seront mis en œuvre :

- La construction de nouveaux barrages hydroélectriques, notamment les centrales de Kingulé Aval, de Ngoulmendjim et de Dibwangui ;
- La construction d'une nouvelle centrale thermique à gaz à Owendo ;
- le démarrage de la construction de la nouvelle unité de production d'eau dite Ntoug 7 ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme Intégré pour l'Alimentation en Eau Potable et Assainissement de Libreville.

Les infrastructures de transport

En ce qui concerne les infrastructures de transport ferroviaire, des efforts en matière de sécurisation de la voie ferrée seront maintenus. A ce titre, diverses sources de financements seront mises à contribution, notamment les ressources propres et les financements extérieurs au profit du Transgabonais. Pour

maintenir le niveau de sécurité et de sûreté de nos aéroports, des travaux de réhabilitation seront réalisés au profit des aéroports des capitales provinciales.

V.5.2 La politique sociale

En matière de politique sociale, il s'agira pour le Gouvernement de créer les conditions d'un nouveau pacte social fondé sur une contribution accrue du secteur privé, une efficacité renforcée des services publics et une préservation des principaux filets sociaux.

Le développement du capital humain

L'éducation nationale

Afin d'améliorer la qualité des enseignements et garantir de meilleures conditions d'apprentissage, le Ministère en charge de l'Éducation poursuivra l'exécution des chantiers de construction, de réhabilitation, d'achèvement et d'acquisition des établissements scolaires. Ce, en vue d'augmenter l'offre en salles de classe et d'améliorer la qualité de l'enseignement au pré-primaire, primaire, secondaire général et technique. L'année 2022 serait marquée par l'ouverture de 25 établissements scolaires correspondant à 617 salles de classe. L'objectif à terme étant de passer d'un nombre moyen d'apprenants par classe de 52 à un maximum de 40 élèves.

De plus, la réhabilitation de 18 internats permettra de prendre en charge les élèves des familles économiquement faibles dans toutes les provinces. De même, en vue de juguler la violence en milieu scolaire, le Ministère en charge de l'Éducation rendra opérationnel le service chargé de la sécurité scolaire au sein de l'ensemble des établissements secondaires (auxiliaires de sécurité).

L'enseignement supérieur

Au niveau de l'Enseignement Supérieur, le Gouvernement mettra l'accent sur l'amélioration du cadre de vie des étudiants et du personnel enseignant, d'une part, et sur la promotion du développement d'une offre de formation professionnalisante, d'autre part. Pour y parvenir, le Ministère en charge de l'Enseignement Supérieur poursuivra le programme de réhabilitation et de modernisation des Universités et Grandes Écoles et centres de recherche.

Dans le même temps, les efforts pour contenir les dépenses liées aux allocations des apprenants seront poursuivis par la réforme des critères d'attribution des bourses. De même, le Gouvernement veillera à la mise en œuvre des actions pour l'adéquation formation-emploi

La formation professionnelle

Le Gouvernement maintiendra sa politique de formation et de réinsertion des jeunes par le biais des projets d'appui à leur employabilité. Il s'agira davantage de faire correspondre l'offre de formation aux besoins du marché du travail qui va se matérialiser par l'opérationnalisation des centres de formation professionnelle de M'vengué (Franceville) et de Tchengué (Port-Gentil). Le Gouvernement a également initié l'ouverture de places supplémentaires dans l'enseignement technique et professionnel dans les filières à forte demande de main d'œuvre, à l'exemple de la filière bois.

En 2022, le secteur de la formation professionnelle va bénéficier d'une dotation financière de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Mondiale pour le financement du projet d'Appui à l'employabilité des jeunes.

V.5.3 La santé

Dans l'optique de dynamiser le rendement des Centres Hospitaliers, il est prévu de réformer les missions et l'organisation du Centre Hospitalier Régional Amissa Bongo qui deviendrait un Centre Hospitalier Universitaire. Ce projet devrait apporter un appui à la recherche et à l'innovation technologique médicale par la formation dans onze (11) spécialités couvrant la maintenance des plateaux techniques. Cette action rentre dans le cadre de la modernisation de l'offre de soins et de l'amélioration de la performance du système de santé.

Parallèlement, le Gouvernement poursuivra le renforcement du cadre réglementaire à travers l'élaboration et l'adoption du code de la santé publique.

S'agissant de la médecine préventive, le Gouvernement renforcera les capacités des programmes de santé par l'approvisionnement régulier en vaccins, moustiquaires imprégnées, médicaments antiviraux et antituberculeux. Aussi, intensifiera-t-il les activités de sensibilisation et d'organisation des campagnes de vaccination dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Dans ce domaine, de nombreux projets seront mis en œuvre :

- le renforcement des structures sanitaires (PNDS II-AFD) – FINEX;
- la construction, l'achèvement et la réhabilitation des structures sanitaires sur l'ensemble du territoire national;
- l'équipement en matériels spécifiques de santé pour l'ensemble des centres médicaux.

La protection sociale

En matière de protection sociale, les difficultés rencontrées par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ont amené le gouvernement à mettre en place une administration provisoire, pour une durée de douze (12) mois. Elle est chargée, entre autres, de proposer des mesures devant aboutir à une réforme efficace de cette structure.

Parallèlement, poursuivant le renforcement de sa politique de protection sociale, le Gouvernement envisage d'initier, pour 2022 et 2023, des réformes à travers la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS). Il s'agira notamment :

- de la mise à jour du Fonds 4 des ayants-droits économiquement faibles, conformément au Plan d'Accélération de la Transformation. Ce Fonds, qui mettra en place un nouveau cadre légal, facilitera l'insertion des travailleurs indépendants et des assurés volontaires y compris les étrangers résidant au Gabon ;
- de mobiliser toutes les expertises techniques et professionnelles nécessaires pour inverser la tendance des coûts des évacuations sanitaires, actuellement estimés à six (6) milliards de FCFA par an ;
- d'accélérer tous les processus pour la prise en charge d'un nombre plus important de Gabonais, notamment les plus vulnérables.

Enfin, la mise en place du programme Gabon-Egalité, permettra de poursuivre les efforts déjà consentis dans le système de protection sociale par l'intensification des mesures existantes.

Au total, les investissements dans ce secteur seront orientés vers la préservation des filets sociaux et les initiatives visant à protéger les couches vulnérables. Il s'agira, à cet effet, de renforcer :

- la protection de la famille et de l'enfance ;
- l'accompagnement des mères célibataires ;
- la protection des veuves et des orphelins ;
- l'opérationnalisation de la stratégie nationale de prise en charge des personnes âgées ;
- l'aide à la scolarité dans l'accompagnement des élèves et étudiants en situation de vulnérabilité.

En sus des mesures annoncées ci-dessus, le Gouvernement entend lancer :

- la réhabilitation des centres sociaux ;
- l'équipement du centre d'accueil des femmes victimes de violences ;

Dans le cadre de l'initiative Gabon-Égalité, une dotation budgétaire sera affectée à l'éducation nationale et aux affaires sociales en vue de poursuivre la concrétisation de trente-trois (33) mesures retenues parmi lesquelles :

- la facilitation de l'accueil dans les commissariats pour les victimes de violences basées sur le genre ou la réforme des registres d'état civil et de l'enregistrement des naissances ;
- l'accompagnement des filles enceintes ou la mise à disposition des sanitaires de qualité dans les établissements scolaires ;
- l'acquisition de bus de dépistage de cancers féminins ou la prise en charge des malades du cancer en maisons d'accueil ;
- la prise du décret d'application des quotas dans la haute Fonction Publique ;
- la mise en place d'un numéro d'urgence, la communication sur le mariage coutumier ou la création d'un observatoire du droit de la femme au Gabon.

V.5.4 La politique budgétaire

La politique de mobilisation des recettes

Dans ce domaine, il est envisagé la poursuite des actions de mobilisation des recettes à travers les nouveaux axes de politique fiscale (en particulier de dépenses fiscales).

La politique de recouvrement fiscale

Pour accroître ses recettes fiscales, le Gouvernement entend élargir l'assiette de l'impôt et améliorer le système fiscal de recouvrement. Ces mesures porteront spécifiquement sur :

- la mobilisation des dettes fiscales recouvrables à 33% pour l'exercice 2022 ;
- la poursuite des opérations d'immatriculation et de localisation des contribuables qui ont délocalisé leur exploitation ;

- l'informatisation des magasins, des aires de dédouanement et du dépôt douane, ainsi que l'interconnexion des deux derniers bureaux des régions douanières à Sydonia World ;
- la limitation du délai de paiement en espèces des taxes, droits de douane et autres revenus par les contribuables qui devront régler leurs impôts et taxes par virements bancaires, chèques, ou virements électroniques ;
- la généralisation du paiement des impôts, taxes, droits de douane et autres revenus par les contribuables par virements bancaires, chèques ou virements électroniques ;
- le relèvement du taux de TVA et des droits de douane pour certains produits (également harmonisation/alignement des listes de produits) ;
- l'introduction d'un impôt synthétique : la Contribution Foncière Unique (CFU), pour remplacer les impôts fonciers sur les propriétés bâties et non bâties et la taxe d'habitation ;
- l'harmonisation des taux appliqués au cordon douanier avec ceux pratiqués sur le marché intérieur.

Les dépenses fiscales

Le Gouvernement s'engage à œuvrer à une plus grande rationalisation des avantages fiscaux et douaniers qui constituent un axe majeur de mobilisation des recettes additionnelles. Dans cette optique, les principales mesures y relatives porteront sur :

- la réduction du champs et/ou la durée des avantages fiscaux, ainsi que le contrôle de la réalisation des contreparties pour lesquelles ces avantages sont accordés aux contribuables ;
- l'encadrement des nouvelles exonérations fiscales et douanières avec la mise en place d'une commission spéciale dédiée à la surveillance des modalités d'exécution et de contrôle des contreparties associées ;
- l'annulation des exonérations accordées en dehors du cadre légal ;
- le renforcement des moyens des administrations fiscales et douanières afin de faciliter et systématiser les contrôles conjoints (DGI/DGDDI) sur les produits exonérés ;

- le relèvement des taux et la réforme des exonérations accordées dans le cadre du programme de lutte contre la vie chère ;
- l'application progressive d'un taux réduit (10%) en lieu et place de l'exonération totale de TVA applicable à certains produits et services (hors champs des exonérations prévues par la directive CEMAC) ;
- la suppression des exonérations des patentes, des droits d'enregistrement et des contributions foncières pour les entreprises du secteur minier et l'application de la retenue à la source ;
- la réintégration des produits exonérés dans la liste des produits soumis à la CSS ;
- la suppression des exonérations des contributions foncières pour les ZIS & ZES.

La politique d'amélioration de l'efficacité de la dépense publique

En vue d'assurer la maîtrise et l'efficacité de la dépense publique, le Gouvernement poursuivra et intensifiera les actions visant à optimiser la gestion de la masse salariale, à rationaliser la gestion des services publics personnalisés (SPP) et à améliorer l'exécution et la transparence budgétaire.

La gestion de la masse salariale

En matière de gestion de la masse salariale, le nettoyage du fichier des agents de l'État à la suite du recensement biométrique sera poursuivi. A cet effet, l'accent sera mis sur :

- l'élaboration d'une stratégie à moyen terme sur l'évolution de la masse salariale précisant les réformes et évolutions nécessaires en matière de recrutements et de politique salariale ;
- la mise en œuvre du plan progressif d'apurement des arriérés de solde dans le budget ;
- le renforcement de la gestion de la solde pour ne plus créer/accumuler des retards/arriérés en matière de solde sur la période du programme ;
- l'élaboration des fiches de postes ;
- la tenue des conférences de répartition des postes budgétaires dans le but de maîtriser les recrutements dans la Fonction Publique.

Les dépenses de transferts et subventions

Pour poursuivre les efforts de maîtrise des dépenses relatives aux transferts et subventions, il sera mis en œuvre des mesures visant à faciliter la prise en charge des coûts sociaux des Services Publics Personnalisés (SPP) et des Autorités Administratives Indépendantes (AAI). Avec l'appui des partenaires techniques et financiers, ces mesures porteront sur :

- la proposition d'une première liste des SPP et des AAI à restructurer ou à supprimer ;

- la mise en place, suivant les recommandations des travaux de la task force (SPP, AAI), d'un cadre juridique rénové, relatif au pilotage stratégique, à la gouvernance et à la surveillance financière des établissements publics de l'État, qui visera à conditionner la création d'établissements publics à des études préalables ;

- le reporting des données financières, patrimoniales et de ressources humaines en vue de rendre l'information budgétaire et financière des SPP plus complète au Parlement ;

- la réflexion sur le développement, avant la fin du programme avec le FMI, d'un module dédié dans VECTIS permettant de consolider l'ensemble des informations des SPP ;

- l'amélioration de la qualité de l'annexe budgétaire relative aux opérateurs pour avoir une couverture exhaustive en présentant l'ensemble des informations financières sur ces entités, y compris leurs ressources.

L'exécution budgétaire

Pour ce qui est du renforcement de l'exécution et de la transparence budgétaire, les systèmes d'information financiers constituent une des priorités des autorités, pour renforcer l'exécution et la transparence budgétaires. Afin de faciliter l'automatisation des informations entre les différents systèmes, fiabiliser l'exécution et faciliter la reddition des comptes, il est envisagé de :

- renforcer le contrôle interne comptable de l'État ;

- procéder à l'interfaçage automatique entre VECTIS et SIGFIP-ASTER ;

- renforcer les instruments de pilotage de l'exécution à travers notamment la mise en œuvre des plans d'engagement articulés avec le plan de trésorerie

mensualisé joint à la loi de finances, ainsi que l'intégration de ces plans d'engagement dans VECTIS, conformément aux recommandations de la mission d'AFRITAC Centre.

L'exécution sera également améliorée en systématisant la pratique du paiement par journée comptable. Cette action sera renforcée par l'amélioration des contrôles et la déconcentration généralisée de la fonction de l'ordonnateur dans l'exécution des dépenses de fonctionnement.

CONCLUSION

Au terme de l'année 2021, l'économie gabonaise a renoué avec une croissance positive, après une année de récession occasionnée par les effets de la pandémie de la covid-19 et les mesures restrictives prises par les pouvoirs publics en vue d'y faire face. En effet, le taux de croissance est établi à 1,5% après une croissance négative à -1,8% en 2020, tirée par la hausse du PIB hors pétrole (+2,7%), malgré la baisse de la production pétrolière (-6,7%).

En dehors du pétrole, toutes les autres filières exportatrices ont tiré profit de la reprise de la demande mondiale, avec des volumes de production en progression. C'est notamment le cas du manganèse, du bois et de l'huile de palme. En effet, l'analyse sectorielle montre que malgré le maintien de certaines mesures restrictives au niveau national et l'émergence de nouveaux variants à la Covid-19 à travers le monde, les principales branches d'activité hors pétrole ont amélioré de manière significative leurs performances.

Cette évolution confirme la montée en puissance des branches d'activité hors pétrole dans la formation du PIB global, conformément à la volonté affichée par le Gouvernement de diversifier l'économie afin de la rendre plus résiliente face aux chocs exogènes.

Néanmoins, en termes de recettes fiscales, le niveau des prélèvements rapportés au PIB a baissé à 17,8% contre 20,7% en 2020, ce qui traduit une augmentation du Pib nominal plus forte que celle des recettes. Cette situation résulte du fait que la croissance du Pib est tirée en grande partie par les branches d'activité les moins rentables fiscalement. Elle traduit l'existence d'une marge de progression importante des performances fiscales.

Concernant la transformation structurelle visée par les autorités, elle se traduit en 2021 par un gain de 6 points pour le secteur secondaire dans le PIB qui pèse 29,5% en 2021 contre 23% en 2020, une hausse de 4 points pour le secteur primaire à 28,7% alors que le poids du secteur tertiaire recule à 25,6% contre 31 % en 2020. Malheureusement, ces évolutions procèdent, d'une part, de la forte augmentation du poids du pétrole en valeur, en lien avec la hausse du prix du brut, d'autre part, de l'accroissement des services pétroliers corrélé à la hausse des investissements dans ce secteur.

Ce résultat confirme un processus de transformation structurelle qui demeure toutefois lent, au regard du potentiel de l'économie gabonaise. Ceci s'explique par la faiblesse, voir l'absence de progrès notables dans de nombreuses branches à fort potentiel de développement comme l'agriculture, la pêche et le tourisme.

annexes



Tableau 1 : Les principales hypothèses

Principales hypothèses	Historique									Projections	
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Production de pétrole (en millions de tonnes métrique)	11,6	11,0	11,0	11,9	11,5	10,5	9,6	10,9	10,8	10,0	10,8
Production de pétrole (en millions de Barils)	84,9	80,4	80,2	87,0	83,8	76,7	70,6	79,6	78,6	73,3	78,5
Prix du baril du pétrole gabonais (en \$US)	110,8	106,6	95,6	48,1	40,5	52,5	69,4	62,4	40,2	69,7	80,0
Prix moyen de Brent (en \$US)	105,0	104,1	96,3	50,8	42,8	52,8	68,3	64,0	42,3	70,4	95,8
Exportation de manganèse (en milliers de tonnes)	3 038,0	3 928,0	3 791,3	3 890,9	3 404,4	5 061,5	5 246,5	6 138,4	8 089,8	9 040,0	9 630,5
Prix de vente de manganèse (en \$US/tonne)	247,8	237,2	213,2	164,2	155,3	206,2	219,0	169,5	137,8	136,1	143,6
Production de l'Or (en tonne)	0,6	1,2	1,1	1,5	1,0	0,1	0,1	0,2	0,4	1,0	1,1
Prix de vente de l'Or (\$US/l'once)	1 668,8	1 411,0	1 266,2	1 160,1	1 248,3	1 257,1	1 269,1	1 392,2	1 769,5	1 799,8	1 913,9
Production de gaz (milliers de m ³)	352,8	320,2	437,7	466,4	530,1	491,2	511,4	463,9	501,0	521,1	541,9
Prix de vente de gaz (USD/m ³)	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Taux de change (en dollars/FCFA)	510,2	493,9	493,6	591,2	592,8	580,9	555,2	586,0	575,6	554,6	591,8
Production de Manganèse (en milliers de tonnes)	3 447,1	4 011,0	3 862,6	4 179,5	3 586,2	4 904,9	5 366,5	6 749,1	8 443,1	9 521,6	10 468,0
Production industrie minière (milliers de tonnes)	-	-	-	16,4	20,3	27,9	49,9	47,8	36,8	41,0	46,2

Source : DGEPP

Tableau 2 : PIB ressources à prix constant

(En milliards de franc cfa, Prix= 2001)	Historique									Projections	
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	982,7	975,4	991,9	1 069,3	1 066,9	1 074,5	1 068,1	1 199,1	1 244,2	1 273,4	1 356,8
Agriculture, Elevage, Pêche	193,4	202,9	217,2	236,8	266,2	297,8	325,6	354,7	374,9	408,8	428,7
Agriculture	159,9	167,7	179,2	195,9	223,1	252,4	278,0	303,7	323,2	356,4	375,6
Vivrière	145,9	153,5	166,2	182,5	209,3	231,9	248,2	261,8	272,0	283,2	294,2
Rente	14,0	14,2	13,0	13,4	13,8	20,4	29,9	41,9	51,2	73,2	81,4
Chasse et Elevage	17,0	17,4	18,0	19,4	19,9	21,5	23,2	22,9	23,2	23,4	23,7
Pêche	16,6	17,9	20,1	21,5	23,1	23,9	24,4	28,1	28,5	28,9	29,4
Exploitation forestière	43,9	45,2	54,9	57,8	62,7	71,2	78,3	81,0	81,9	99,4	103,7
Pétrole brut	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	628,7	586,3	627,8
Mines	66,0	84,2	78,5	78,5	67,4	92,2	100,8	126,8	158,6	178,9	196,7
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	960,8	1 020,0	1 038,3	1 023,8	1 057,3	970,8	998,4	1 013,2	947,4	1 025,0	1 062,1
Industries agro-alimentaires, boissons	92,8	96,8	110,8	110,5	117,7	115,2	123,3	132,3	126,5	131,4	134,1
Industrie du bois	57,9	56,3	72,4	77,0	90,6	100,0	118,6	119,8	117,3	157,8	168,1
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	5,4	6,7	9,2	16,4	15,7	12,1	13,5	14,3
Autres industries	126,6	129,4	128,0	126,4	142,0	135,7	153,6	161,0	148,8	156,6	162,7
Raffinage	14,3	8,1	7,8	8,7	9,7	7,6	7,3	6,4	7,9	9,1	9,2
Electricité, Eau	41,5	43,9	49,5	51,7	53,4	53,8	53,9	54,7	55,5	55,9	57,0
BTP	296,9	334,6	298,4	287,4	284,2	223,7	172,0	177,3	150,7	178,0	190,8
Recherche, services pétroliers	330,8	351,0	371,4	356,7	352,9	325,7	353,4	346,0	328,7	322,7	326,0
Secteur tertiaire	1 344,9	1 465,3	1 558,5	1 647,4	1 730,4	1 865,2	1 908,1	1 985,1	1 903,6	1 937,9	1 975,5
Transports & Communications	366,1	403,3	436,9	492,5	521,8	683,1	699,2	772,0	802,0	837,0	861,9
Transport	176,7	194,0	204,3	217,6	225,1	333,6	347,6	404,5	430,8	461,4	480,8
Communications	189,5	209,3	232,6	274,9	296,7	349,6	351,7	367,5	371,2	375,6	381,1
Services	684,1	726,5	760,7	759,2	785,3	757,0	769,2	785,3	668,7	680,1	688,9
Commerce	259,7	272,7	281,9	280,0	278,8	278,0	279,1	281,0	261,1	256,6	262,0
Services bancaires, assurances	184,8	212,4	230,6	245,4	261,7	263,0	279,3	268,7	267,4	275,4	279,5
Services non marchands	880,2	946,7	1 001,7	1 046,2	1 044,7	1 060,5	1 033,4	1 022,6	1 028,0	1 034,3	1 039,3
Education	112,9	115,4	288,4	302,5	302,3	302,9	297,1	299,8	301,3	304,3	306,7
Santé	58,4	58,2	138,0	144,2	143,3	144,1	140,6	135,5	136,5	136,9	137,9
Autres services non marchands	708,8	773,0	575,3	599,5	599,1	613,5	595,6	587,2	590,2	593,1	594,7
PIB au coût des facteurs	4 168,6	4 407,4	4 590,4	4 786,7	4 899,3	4 971,0	5 008,0	5 220,0	5 123,2	5 270,6	5 433,8
DTI et TVA	502,5	527,1	557,0	560,4	559,5	513,7	522,6	527,5	518,7	453,7	451,8
PIB au coût du marché	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,6	5 747,5	5 641,9	5 724,4	5 885,5

Source : DGEPP

Tableau 3 : Répartition sectorielle du PIB à prix courant

(En milliards de franc cfa, Prix= 2001)	Historique										Projections	
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
Secteur primaire	3 458,5	3 086,1	2 910,6	2 458,4	2 103,6	2 370,4	2 729,1	2 959,8	2 212,1	3 252,6	4 058,5	
Agriculture, Elevage, Pêche	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	349,8	390,7	426,3	459,6	517,2	586,6	
Agriculture	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	317,0	354,9	389,4	420,8	476,1	543,7	
Vivrière	193,1	202,5	226,7	254,8	282,9	304,1	336,6	362,9	387,1	419,1	473,2	
Rente	15,1	12,5	7,2	7,1	7,9	13,0	18,2	26,5	33,7	57,0	70,5	
Chasse et Elevage	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,8	24,4	23,4	24,0	25,4	26,0	
Pêche	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11,0	11,5	13,4	14,7	15,7	16,8	
Exploitation forestière	51,2	50,7	64,8	75,0	91,1	106,6	118,6	122,9	124,7	157,4	167,5	
Pétrole brut	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	1 979,0	2 162,3	1 363,6	2 283,2	2 940,7	
Mines	217,7	270,0	227,3	154,5	124,2	205,3	240,8	248,3	264,2	294,8	363,7	
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Secteur secondaire	1 992,4	2 122,8	2 153,8	2 005,5	2 056,7	2 027,3	2 195,5	2 303,3	2 038,2	3 130,0	3 409,5	
Industries agro-alimentaires, boissons	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	162,1	182,8	201,8	198,3	212,8	227,2	
Industrie du bois	92,5	84,6	114,1	139,7	153,1	160,1	196,6	198,6	192,9	287,2	321,8	
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	6,3	6,9	9,4	16,7	12,8	9,0	11,8	14,7	
Autres industries	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	259,4	307,9	332,5	319,1	345,6	363,3	
Raffinage	23,9	13,6	12,6	8,9	10,0	9,8	9,4	8,7	10,0	12,2	12,8	
Electricité, Eau	65,4	70,7	84,7	91,0	96,5	106,7	112,6	116,6	115,4	117,9	123,4	
BTP	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	393,2	308,3	327,8	298,2	367,7	410,1	
Recherche, services pétroliers	989,1	1 030,7	1 036,9	881,4	849,6	926,6	1 061,2	1 104,5	895,3	1 774,9	1 936,2	
Secteur tertiaire	1 634,0	1 765,3	1 883,3	1 979,4	2 096,4	2 321,2	2 535,0	2 709,8	2 657,5	3 022,6	3 222,1	
Transports & Communications	365,0	388,3	433,8	476,1	515,8	753,4	869,1	1 028,7	1 134,2	1 252,7	1 393,1	
Transport	263,2	286,0	318,3	369,2	420,5	641,3	733,0	879,1	979,9	1 092,9	1 225,5	
Communications	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	112,1	136,1	149,7	154,3	159,8	167,5	
Services	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	976,3	1 010,0	1 053,5	923,4	989,9	1 055,6	
Commerce	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	444,2	507,8	526,9	498,5	515,4	547,9	
Services bancaires, assurances	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	254,6	282,6	279,3	285,9	306,1	316,5	
Services non marchands	958,6	1 003,7	1 293,8	1 339,5	1 368,6	1 376,5	1 317,4	1 291,5	1 300,1	1 311,0	1 326,6	
Education	123,3	130,4	161,7	182,7	189,6	190,0	184,9	183,6	184,9	187,1	190,3	
Santé	62,4	65,7	78,2	84,9	86,7	85,5	84,3	80,7	81,4	81,8	83,3	
Autres services non marchands	772,9	807,6	1 054,0	1 071,9	1 092,2	1 101,0	1 048,1	1 027,2	1 033,8	1 042,1	1 053,1	
PIB au coût des facteurs	8 043,5	7 977,9	8 241,5	7 782,7	7 625,3	8 095,4	8 776,9	9 264,4	8 207,9	10 716,3	12 016,8	
DTI et TVA	723,0	712,6	746,9	720,7	685,3	573,6	592,0	622,5	607,0	494,6	540,9	
PIB au coût du marché	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,6	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8 814,9	11 210,9	12 557,7	

Source : DGEPP

Tableau 4 : Répartition du PIB Emplois en volume

(En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	Historique									Projections	
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	3 458,5	3 086,1	2 910,6	2 458,4	2 103,6	2 370,4	2 729,1	2 959,8	2 212,1	3 252,6	4 058,5
Agriculture, Elevage, Pêche	242,8	238,6	260,7	291,6	322,2	349,8	390,7	426,3	459,6	517,2	586,6
Agriculture	208,2	215,1	233,9	261,9	290,8	317,0	354,9	389,4	420,8	476,1	543,7
Vivrière	193,1	202,5	226,7	254,8	282,9	304,1	336,6	362,9	387,1	419,1	473,2
Rente	15,1	12,5	7,2	7,1	7,9	13,0	18,2	26,5	33,7	57,0	70,5
Chasse et Elevage	15,5	16,3	17,7	19,8	20,6	21,8	24,4	23,4	24,0	25,4	26,0
Pêche	19,1	7,2	9,1	9,9	10,7	11,0	11,5	13,4	14,7	15,7	16,8
Exploitation forestière	51,2	50,7	64,8	75,0	91,1	106,6	118,6	122,9	124,7	157,4	167,5
Pétrole brut	2 946,7	2 526,8	2 357,8	1 937,3	1 566,1	1 708,6	1 979,0	2 162,3	1 363,6	2 283,2	2 940,7
Mines	217,7	270,0	227,3	154,5	124,2	205,3	240,8	248,3	264,2	294,8	363,7
Gaz	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	1 992,4	2 122,8	2 153,8	2 005,5	2 056,7	2 027,3	2 195,5	2 303,3	2 038,2	3 130,0	3 409,5
Industries agro-alimentaires, boissons	120,1	124,9	144,9	151,2	161,8	162,1	182,8	201,8	198,3	212,8	227,2
Industrie du bois	92,5	84,6	114,1	139,7	153,1	160,1	196,6	198,6	192,9	287,2	321,8
Industrie minière	0,0	0,0	0,0	6,3	6,9	9,4	16,7	12,8	9,0	11,8	14,7
Autres industries	220,9	237,7	254,8	231,6	273,3	259,4	307,9	332,5	319,1	345,6	363,3
Raffinage	23,9	13,6	12,6	8,9	10,0	9,8	9,4	8,7	10,0	12,2	12,8
Electricité, Eau	65,4	70,7	84,7	91,0	96,5	106,7	112,6	116,6	115,4	117,9	123,4
BTP	480,4	560,6	505,6	495,5	505,4	393,2	308,3	327,8	298,2	367,7	410,1
Recherche, services pétroliers	989,1	1 030,7	1 036,9	881,4	849,6	926,6	1 061,2	1 104,5	895,3	1 774,9	1 936,2
Secteur tertiaire	1 634,0	1 765,3	1 883,3	1 979,4	2 096,4	2 321,2	2 535,0	2 709,8	2 657,5	3 022,6	3 222,1
Transports & Communications	365,0	388,3	433,8	476,1	515,8	753,4	869,1	1 028,7	1 134,2	1 252,7	1 393,1
Transport	263,2	286,0	318,3	369,2	420,5	641,3	733,0	879,1	979,9	1 092,9	1 225,5
Communications	101,8	102,3	115,5	106,8	95,3	112,1	136,1	149,7	154,3	159,8	167,5
Services	819,9	869,5	894,1	934,3	990,3	976,3	1 010,0	1 053,5	923,4	989,9	1 055,6
Commerce	410,3	432,9	450,2	440,8	448,7	444,2	507,8	526,9	498,5	515,4	547,9
Services bancaires, assurances	171,1	197,9	217,5	232,3	247,7	254,6	282,6	279,3	285,9	306,1	316,5
Services non marchands	958,6	1 003,7	1 293,8	1 339,5	1 368,6	1 376,5	1 317,4	1 291,5	1 300,1	1 311,0	1 326,6
Education	123,3	130,4	161,7	182,7	189,6	190,0	184,9	183,6	184,9	187,1	190,3
Santé	62,4	65,7	78,2	84,9	86,7	85,5	84,3	80,7	81,4	81,8	83,3
Autres services non marchands	772,9	807,6	1 054,0	1 071,9	1 092,2	1 101,0	1 048,1	1 027,2	1 033,8	1 042,1	1 053,1
PIB au coût des facteurs	8 043,5	7 977,9	8 241,5	7 782,7	7 625,3	8 095,4	8 776,9	9 264,4	8 207,9	10 716,3	12 016,8
DTI et TVA	723,0	712,6	746,9	720,7	685,3	573,6	592,0	622,5	607,0	494,6	540,9
PIB au coût du marché	8 766,5	8 690,5	8 988,3	8 503,5	8 310,6	8 669,0	9 368,9	9 886,9	8 814,9	11 210,9	12 557,7

Source : DGEPP

Tableau 5 : Répartition du PIB Emplois en valeur

(En milliards de franc cfa, Prix= 2001)	Historique										Projections	
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	
PIB total	4 671,1	4 934,5	5 147,4	5 347,1	5 458,9	5 484,7	5 530,6	5 747,5	5 641,9	5 724,4	5 885,5	
Pib pétrole	679,5	643,1	641,2	696,2	670,7	613,4	563,3	636,6	628,7	586,3	627,8	
Pib hors pétrole	3 991,6	4 291,3	4 506,2	4 650,9	4 788,2	4 871,3	4 967,3	5 110,9	5 013,1	5 138,0	5 257,8	
Importations totales	2 589,0	2 654,9	2 863,7	2 556,3	2 388,8	2 214,8	3 349,7	4 202,4	3 949,8	4 117,9	4 459,4	
Biens	2 203,3	2 347,7	2 497,7	2 255,9	2 080,5	1 523,1	1 507,0	1 826,7	1 666,2	1 625,9	1 758,3	
Consommations	358,6	403,4	385,7	394,2	384,1	392,9	406,2	435,4	436,4	477,8	519,7	
Equipements	1 224,0	1 272,8	1 310,5	1 204,5	1 059,6	692,4	548,3	783,6	693,1	576,7	611,5	
Intermédiaires	620,7	671,5	801,5	657,2	636,8	437,7	552,5	607,7	536,6	571,4	627,1	
Services	385,6	307,2	366,1	300,5	308,3	691,8	1 842,8	2 375,7	2 283,6	2 491,9	2 701,1	
Total des ressources	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	8 880,4	9 949,9	9 591,7	9 842,2	10 344,9	
Consommation totale	3 191,8	3 490,7	3 638,0	3 651,6	3 677,6	3 603,9	3 436,7	3 512,3	3 508,4	3 500,9	3 518,3	
Ménages	2 143,4	2 318,1	2 446,5	2 546,8	2 605,4	2 616,3	2 605,8	2 630,5	2 577,9	2 540,9	2 539,0	
Administrations	1 048,4	1 172,6	1 191,5	1 104,8	1 072,3	987,6	830,8	881,8	930,5	959,9	979,3	
Investissement total	1 935,2	1 972,9	2 239,0	1 932,7	1 917,5	1 766,1	3 082,5	3 745,7	3 121,4	3 408,0	3 716,8	
Formation brute de capital fixe	1 995,4	2 135,9	2 301,5	1 942,7	1 917,3	1 766,1	3 082,5	3 745,7	3 121,4	3 408,0	3 716,8	
Administration	899,6	871,7	644,8	453,6	407,3	162,2	341,2	289,6	226,8	230,7	235,8	
Secteur privé	1 095,7	1 264,2	1 656,7	1 489,1	1 510,0	1 603,9	2 741,4	3 456,1	2 894,6	3 177,2	3 481,0	
Pétrole	444,7	507,5	771,4	617,1	500,2	489,4	1 487,3	2 066,8	1 662,2	1 929,6	2 188,0	
Hors pétrole	651,0	756,7	885,3	872,0	1 009,8	1 114,5	1 254,1	1 389,3	1 232,4	1 247,6	1 293,0	
Variation des stocks	-60,2	-163,0	-62,5	-10,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Exportations	2 133,1	2 125,8	2 134,2	2 319,0	2 252,6	2 329,6	2 361,2	2 691,8	2 961,9	2 933,4	3 109,8	
Biens	2 085,0	2 077,7	2 086,2	2 269,5	2 204,2	2 279,9	2 294,2	2 621,6	2 895,0	2 865,2	3 039,8	
Pétrole	1 434,6	1 361,4	1 357,5	1 505,5	1 439,3	1 291,0	1 108,0	1 183,7	1 169,4	923,5	973,0	
Hors pétrole	650,5	716,3	728,6	764,0	765,0	988,9	1 186,1	1 437,9	1 725,6	1 941,7	2 066,8	
Rentes	183,3	186,4	170,2	178,6	184,3	272,5	389,5	546,0	690,6	775,7	812,8	
Mines	247,0	313,8	293,0	301,8	264,1	391,7	408,0	477,3	629,1	696,2	755,4	
Bois transformé	220,1	216,2	265,5	281,1	313,6	321,4	385,0	411,0	402,3	466,2	494,8	
Autres produits (manufacturiers, manganèse)	0,0	0,0	0,0	2,4	3,0	3,3	3,6	3,6	3,6	3,6	3,8	
Services	48,1	48,1	48,1	49,5	48,3	49,6	67,0	70,2	66,8	68,2	70,0	
Total des emplois	7 260,1	7 589,3	8 011,1	7 903,4	7 847,7	7 699,5	8 880,4	9 949,9	9 591,7	9 842,2	10 344,9	

Source : DGEPE



Équipes de Rédaction

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Eric IKAPI

Directeur Adjoint

Mme Annette Clarisse LEKOGO

Chefs de Service

Mme Hortense OKOUMBA ALILA

Mme Chimène ESSENG MEZUI épouse OTOUNGHA

M. Didier OBAME NANG

M. Gérald Audrey BOUPANA

Chargés d'Etudes

Mme Carla Marlène MATSANGA épouse BOISSA

Mme Sandrine ESSENE OGNANE épouse EKOUA

Mme Armande NYINZE

Mme Diane Christelle OYE NKIET épouse BASSIVA

Mme Louise Emmanuelle KODIVO MOUKALA KOUMBA

Mme Arlette GOMBOMOYE

M. Amour NZIENGUI MOMBO

M. Jonathan EMVO EKORO

M. Huygens Clair ENGANGOYE NKORI

M. MEKAMBA Armel

M. Heinz Hosni MOUKETOU

M. Lucien ABOUROU EYA

M. Yvan Bertin EKOMY NGUEMA

M. Larick ODOUMA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur Adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme Raïssa NTSAME DZIGHE
M. Aldrin Jules BANGUEBE
M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

Chargés d'Etudes

Mme NZIENGUI BOUANZA épouse KEDI ONGODA
Mme Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme Agnès Sophia ONGOUORI MOUBOTOUTO
Mme Aline NZAME SOLE
M. Paul MOUSSAVOU MBOUMBA
M. Guy Ulrich OBANDJI
M. Lionel Rhoss ASSEMI UMBOGA
M. Marino Sacha Lee ODJA
M. Guy Ulrich OBANDJI

**DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES
(DPAE)**

Directeur

Mme Julie Sandrine NTSAME

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA épouse LOUEMBET
Mme Ritta NGANDOU épouse BIMBOUNZA
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Albain MOKAMBO

Chargés d'Etudes

Mme Estimée BOUABE NDJALATSIA épouse NDOUNOU
Mme Elzy Yolène BOUYOU
Mme Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme Prudence Castella YEBESSE épouse BADJIMBA

Mme Laetitia Farelle NGANA MALANDA
Mme Sandra MOULEMBA PALASHI
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Brice YOUOMO
M. George Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU
M. Fred MOUYENDI-MOUYENDI
M. Jean Martin LIBAMA
M. Zéphirin EYAGUI
M. Kevin Régis IDIEDIE BAMBEDA
M. Euloge Bernardin LENGOUNGA

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur

Mme Juliette NZIENGUI épouse LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

Mme Sidonie MIKILOU WIDAH épouse YOSSANGOYE
M. Patrick Renaud LOEMBA
M. Judicaël MBADINGA BISSAGOU

Chargés d'Études

Mme Pauline LEMBOUMBA NGROUND
Mme Milène OMBAGAMBOUGA épouse N'GANGA
M. Kévin BOUNGOUNGOU
M. Jacques-Joël AKOUE ESSONE
M. Michel ELLANG EYANG
M. Benoît LOEMBET MANGUILA



Achévé de rédiger en Juillet 2022
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Politique Fiscale
Ministère de l'Économie et de la Relance

